

L'ŒUVRE SCIENTIFIQUE

SA PROTECTION JURIDIQUE EST-ELLE
PRATIQUEMENT REALISABLE

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue

le Mercredi 23 Mai 1928, à 14 heures

PAR

JACQUES ROBIN

MM. PERCEROU, Professeur, *Président*

CAPITANT

JULLIOT DE LA MORANDIÈRE

} Suffragants.

PARIS

IMPRIMERIE DU MONTPARNASSE ET DE PERSAN-BEAUMONT

47, Rue de la Gaîté, 47

1928

L'ŒUVRE SCIENTIFIQUE

**SA PROTECTION JURIDIQUE EST-ELLE
PRATIQUEMENT RÉALISABLE**

Je sais qu'un noble esprit peut sans honte et sans crime
Tirer de son travail un profit légitime.

BOILEAU, *Art Poétique*.

L'ŒUVRE SCIENTIFIQUE

SA PROTECTION JURIDIQUE EST-ELLE
PRATIQUEMENT REALISABLE

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue

le Mercredi 23 Mai 1928, à 14 heures

PAR

JACQUES ROBIN

MM. PERCEROU, Professeur, *Président*

CAPITANT

JULLIOT DE LA MORANDIÈRE } Suffragants.

PARIS

IMPRIMERIE DU MONT-PARNASSE ET DE PERSAN-BEAUMONT

47, Rue de la Gaîté, 47

1928

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être con-
sidérées comme propres à leurs auteurs.



TABLE DES MATIÈRES

L'ŒUVRE SCIENTIFIQUE

SA PROTECTION JURIDIQUE EST-ELLE PRATIQUEMENT RÉALISABLE

INTRODUCTION.....	5
-------------------	---

I

Lacune de la loi française en ce qui concerne les découvertes et inventions scientifiques purement théoriques.

II

Les réactions qui se sont manifestées en faveur de l'extension aux œuvres scientifiques de la législation protégeant les œuvres de l'esprit.

III

Position du problème. — Plan.

PREMIÈRE PARTIE

RECHERCHE DES FONDEMENTS THEORIQUES DU DROIT
RECLAME PAR LES SAVANTS

CHAPITRE PREMIER. — <i>L'œuvre scientifique. — Découverte et invention</i>	23
--	----

Découvertes et inventions scientifiques, insuffisance de la protection dont elles peuvent être parfois l'objet

VIII

I

Ce qu'il faut entendre par découverte et invention scientifique. — Insuffisance de la définition donnée par la loi de 1844 sur les brevets d'invention. — Précisions données par la jurisprudence. — Leur insuffisance. — Limitation du problème.

II

Analyse de la découverte et de l'invention scientifique. — L'hypothèse scientifique représentation subjective du monde physique.

III

L'hypothèse scientifique comparée à l'inspiration artistique ou littéraire et au génie inventif des auteurs d'inventions brevetables. — Conclusion.

CHAPITRE II. — *Les fondements proposés de la protection de l'œuvre scientifique*

39

Examen des conditions nécessaires de la saine élaboration d'un droit nouveau.

I

Rôle de l'œuvre scientifique. — Elle apparaît comme le principe d'une double série d'acquisitions dans le domaine de la science et celui de l'industrie.

II

La recherche du fondement historique du droit d'auteur et et du brevet d'invention amène à conclure à la reconnaissance, au profit du savant, d'un droit analogue. — Circonstances particulières qui ont favorisé la consécration des droits d'auteur et du brevet.

III

Objections que soulève la création d'un droit de priorité scientifique. — Réfutation. — Avantages d'ordre général et particulier.

IV

Fondements juridiques proposés du droit nouveau. — Propriété de l'idée scientifique. — Création. — Occupation. — Rémunération de l'apport intellectuel à proportion de sa valeur. — Enrichissement sans cause. — Théorie classique. — Extension jurisprudentielle. — Extension législative. — Conclusion.

DEUXIÈME PARTIE

LE DROIT DE PRIORITE SCIENTIFIQUE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Organisation interne ou internationale</i>	69
---	----

I

Avantages d'une réglementation internationale. — Le droit des savants devant la Société des Nations.

II

Réponses à des pays consultés par la S. D. N. sur l'opportunité d'une réglementation préalable internationale, cette réglementation apparaît prématurée. — Ses inconvénients.

III

Nécessité de procéder par étapes. — Les inconvénients d'une réglementation nationale préalable sont moins réels que figurés. — Les avantages que présente cette réglementation.

CHAPITRE II. — <i>Droit individuel ou système de récompenses.</i>	87
Les systèmes proposés.	

I. — Les caisses de récompenses. — Avantages.

II

Inconvénients du système. — Son peu de faveur auprès des intéressés.

III

Des considérations qui rendent préférable l'adoption d'un système des droits individuels à exercer par le savant à ses risques et périls.

CHAPITRE III. — <i>Monopole sur l'idée de redevance</i>	101
---	-----

I

Faut-il en raison de l'identité du fondement des droits de brevet, des droits d'auteur et des droits du savant attribuer à ce dernier un monopole sur l'idée.

Les raisons qui ont poussé à l'institution d'un monopole au profit des inventeurs et des auteurs n'existent pas en faveur des savants. — Inconvénients d'un monopole — nécessairement artificiel — sur l'idée scientifique. — Nécessité de créer un droit original

X

II

Nous voulons, sans idée préconçue, ne tenir compte que des rapports de droits qui peuvent être objectivement déterminés entre l'auteur de l'œuvre scientifique et tous ceux qui en font usage. — Droit purement pécuniaire. — Droit à une redevance.

III

La redevance due aux savants. — Fixation. — Etablissement d'un maximum légal en cas de pluralité d'ayant-droit. — Revision.

IV

Durée du droit à la redevance. — Importance relative décroissante de l'œuvre scientifique. — Conclusion.

CHAPITRE IV. — <i>Conditions d'exercice du droit de priorité scientifique. — Le certificat de priorité scientifique</i>	125
---	-----

I

Conditions générales. — Nationalité française. — Existence d'une découverte ou d'une invention scientifiques. — Définitions légales.

II

Conditions spéciales. — Etablissement d'un lieu de causalité objective et subjective entre l'œuvre scientifique et son application. — Nécessité d'une publicité particulière obligatoire. — Le certificat de priorité scientifique. — L'Office national des découvertes et inventions scientifiques. — Conditions de délivrance. — Délai de contestation. — Effets.

CHAPITRE V. — De certaines restrictions apportées au droit de priorité scientifique. — Défense extérieure. — Sanction. — Compétence. — Conclusion	145
---	-----

APPENDICE

Projet de loi	159
-------------------------	-----

ANNEXE

Texte de l'arrêté du ministre de l'instruction publique du 19 mars 1928 instituant une commission chargée de préparer un projet de loi relatif aux droits des auteurs de découvertes ou inventions scientifiques.	173
---	-----

APPENDICE

Projet de loi portant création d'un droit de priorité scientifique au profit des auteurs de découvertes et inventions non brevetables.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS GÉNÉRALES . Articles 1 et 2

TITRE II

DU DROIT DE PRIORITÉ SCIENTIFIQUE, DE SON EXERCICE
ET DE SA DURÉE

SECTION I. — Du droit de priorité scientifique.

Articles 3 à 7

SECTION II. — Du calcul de la redevance. Revision.

Articles 8 à 13

SECTION III. — Durée du droit de priorité scientifique.

Articles 14 et 15

TITRE III

FORMALITÉS RELATIVES A LA DÉLIVRANCE DU CERTIFICAT
DE PRIORITÉ SCIENTIFIQUE

SECTION I. — De la demande et du dépôt de la demande du
certificat de priorité scientifique. Articles 16 à 22

XII

SECTION II. — De l'examen à objectif limité préalable à la
publicité du dépôt. Articles 23 à 25

SECTION III. — De la publicité du dépôt. Articles 26 et 27

SECTION IV. — Des effets de la publicité. Articles 28 à 30

SECTION V. — De la délivrance du certificat de priorité scientifique. Articles 31 et 32

TITRE IV

DES DROITS DES ÉTRANGERS

Articles 3 et 34

TITRE V

DES ATTEINTES PORTÉES AU DROIT DE PRIORITÉ SCIENTIFIQUE.

DES POURSUITES ET DES PEINES

Articles 35 à 44

BIBLIOGRAPHIE

PROJETS DE LOIS ET RAPPORTS SUR LA QUESTION DITE DE LA PROPRIÉTÉ SCIENTIFIQUE

J. BARTHÉLÉMY. — Proposition de loi sur la Propriété scientifique et la réforme de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention. (Séance du 4 avril 1922. Documents parlementaires 1922, annexe 4233.)

R. DALIMIER ET L. GALLIÉ. — La Propriété scientifique. Projet de la C. T. I. (Paris, Rousseau 1923.)

SÉNATEUR F. RUFFINI. — Rapport sur la Propriété scientifique, élaboré au nom de la Commission de Coopération intellectuelle près la Société des Nations. (Série des documents annexes de la Société des Nations A, 38-1923. XII. Paris 1923, Berger-Levrault.)

SUZANNE TH. MUNIER. — Les Droits des auteurs de découvertes ou inventions scientifiques. Essai de philosophie et de technique juridique suivi d'un projet de loi. (Paris, Dalloz 1925.)

M. PLAISANT. — Rapport sur quelques conceptions nouvelles concernant le droit des inventeurs. (Bulletin de l'Association française pour la protection de la propriété industrielle. 1922, N° 15.)

Comité technique de la propriété industrielle. Observations sur la proposition de loi de M. Joseph Barthélémy. Procès-verbaux de ses travaux années 1922 et 1923.

Observations sur le projet de convention de la Société des Nations. Procès-verbaux de ses travaux années 1923 et 1924.

Commission catholique de coopération intellectuelle de l'Union catholique d'Etudes internationales. Session de Fribourg des 10 et 11 juin 1924. (P.-V. de la 3^e séance. Annexe IV au compte rendu de la session. Juin 1924.)

XIV

Commission de Coopération intellectuelle près la Société des Nations.
Rapports sur les travaux des 3^e et 4^e sessions. Paris, novembre 1923. Genève, juillet 1924.

A. TAILLEFER. — Rapport au comité technique de la propriété industrielle. 1923.

SÉRIE DES DOCUMENTS ANNEXES DE LA S. D. N. — Rapport supplémentaire soumis par le sénateur Ruffini et approuvé par la commission, auquel sont joints un mémorandum sur les réponses des gouvernements du projet du sénateur Ruffini relatif à la protection de la propriété scientifique et une résolution adoptée par la commission, le 29 juillet 1924, lors de sa quatrième session plénière. (Paris Berger-Levrault. A. 29-1924 XII. C. 600. M. 208. 1924 XII. C. 217. M. 74 1925 XII).

REVUES ET PERIODIQUES

G. GARIEL. — La proposition de loi française de M. J. Barthélémy sur le droit de la pensée créatrice et la réforme de la loi de 1844 sur les brevets d'invention. (*La propriété industrielle*. Berne, juin 1922, pp. 83 et s.)

Etat actuel de la question de la propriété scientifique. (*La propriété industrielle*, Berne, août, septembre, octobre et novembre 1923.)

FERNAND JACQ. — Le droit de suite aux inventeurs sur leurs découvertes. (*Journal des économistes*, Paris, mars 1922.)

La propriété scientifique (*Revue générale de l'électricité*, 17 mars 1923.)

Un projet international de la protection de la propriété scientifique. (*Revue générale de l'électricité*, 5 janvier 1924.)

E. RÖTHLISBERGER. — Rapport sur la question de la propriété scientifique. (*Le droit d'auteur*, 15 janvier 1923.)

N. STOLLI. — La propriété scientifique. (*La propriété industrielle*. Berne, année 1924, pp. 190 et s.)

CESARE VIVANTE. — La propriété scientifique devant la Société des Nations. (*Annales de droit, commercial, français, étranger et international*. Paris, 1924. N° 2, avril, juin.)

SOCIÉTÉ D'ETUDES LÉGISLATIVES. *Bulletin*. Année 1924, pp. 230 et s.

P. LOYER. — La propriété scientifique. Définition et mesures proposées pour sa protection. (*Le génie civil*, Paris, 22 mars 1924.)

A. BERGET. — La science nouvelle. (*La Revue Universelle* T. XXI. N° 9. 1^{er} août 1926, p. 369).

M. BERTHELOT. — *Revue des deux Mondes* 1895. T. 51. p. 586.

JOURNAL OFFICIEL de la République Française N° 68. 60^e année.
Lundi, 19 mars et mardi, 20 mars 1928.

OUVRAGES DIVERS — TRAITES RECUEIL DE JURISPRUDENCE

H. POINCARÉ. — La science et l'hypothèse (Edition définitive. Paris: Flammarion).

M. VIGNERON. — Essai sur la protection de la Propriété scientifique.
Thèse pour le Doctorat ès sciences juridiques. (Tulle 1925).

POUILLET. — La propriété artistique et littéraire. Marchal et Billard
Paris, 3^e édition.

— Traité des Brevets d'invention. Marchal et Billard. Paris
4^e édition.

— Traité de Dessins et modèles de Fabriques. Marchal et Billard. Paris 4^e édition.

AUBRY ET RAU. — Cours de droit civil français.

DALLOZ. — Jurisprudence générale.

Supplément à l'ancien répertoire.

Nouveau répertoire pratique de Jurisprudence et de Législation.

Dalloz périodique.

L'ŒUVRE SCIENTIFIQUE

Sa Protection Juridique
est-elle pratiquement réalisable.

INTRODUCTION

- I. — *Lacune de la Loi française concernant les découvertes et inventions scientifiques.*
- II. — *Les réactions qui se sont manifestées en faveur de l'extension aux œuvres scientifiques de la législation protégeant les œuvres de l'esprit.*
- III. — *Position du problème. Plan*

Les hommes de lettres, les artistes, les inventeurs, les savants n'ont pas toujours été l'objet des légitimes égards et de la considération auxquels ils sont, bien qu'à des titres divers, équitablement en droit de prétendre. Ils ont connu tour à tour les fortunes les plus diverses. Aujourd'hui même si leur suprématie à tous se trouve établie sans conteste, si l'importance et le mérite de leur fonction sociale sont universellement reconnus, certains d'entre eux, les savants,

voient cependant leurs travaux exclus de la protection accordée par le législateur aux œuvres de l'esprit.

Découvertes ou inventions scientifiques tombent dans le domaine public dès leur apparition, chacun peut librement et gratuitement les utiliser à sa guise, en tirer même telle application lucrative qu'il exploitera pour son plus grand et exclusif profit, sans que l'auteur de ces mêmes découvertes ou inventions puisse en aucun cas élever la moindre protestation. Il a pour lui la gloire qu'attachent à son nom l'importance et la fécondité de ses travaux. Il a dû jusqu'ici s'en contenter. « La gloire est attrayante, écrivait Beaumarchais (1), mais on oublie que, pour en jouir seulement une année, la nature nous condamne à dîner trois cent soixante-cinq fois. » Vraies pour les écrivains à l'époque où elles furent écrites, ces lignes ne le sont pas moins aujourd'hui, pour le savant. Encore cette gloire, à laquelle, au surplus, bien peu atteignent, il n'est pas donné au savant d'en jouir en toute assurance ; un rival, non moins dénué de mérites que de scrupules, tente-t-il de la lui ravir en s'attribuant le mérite de son œuvre que le véritable auteur demeure le plus souvent sans recours contre l'usurpateur.

Cet espèce d'ostracisme qui frappe ainsi les savants n'a pas été sans soulever de légitimes protestations. Dès la fin du xix^e siècle, des voix autorisées (2) réclamèrent l'ex-

(1) Cité par POUILLET. *Traité de la propriété littéraire et artistique*. III^e Edition refondue par G. MAILLARD et M. CLARO, p. 13.

(2) On trouvera un très complet historique du mouvement en faveur du savant tant dans les articles de M. GARIEL parus dans la *Propriété industrielle* de Berne en juin 1922, pp. 83 et s., et août 1923 (voir la *Bibliographie* à la fin du présent ouvrage) que dans l'*Etude* consacrée par Mlle MUNIER à la question du droit des savants. SUZANNE TH. MUNIER : *Les droits des auteurs de découvertes ou inventions scientifiques*, essai de philosophie et de technique juridique suivi d'un projet de loi. Paris, Dalloz, 1925, page 14.

tension, aux œuvres scientifiques, de la législation protectrice des autres œuvres de l'esprit ; l'essor croissant de l'industrie, sous l'impulsion de conquêtes scientifiques d'une fécondité inouïe jusqu'alors, justifiait surabondamment ces interventions en faveur des savants. Elles restèrent toutefois sans écho jusqu'en ces dernières années, et peut-être le seraient-elles demeurées longtemps encore si le déséquilibre économique et social consécutif à la guerre n'avait provoqué, en faveur des intellectuels, une réaction assez vive et suscité l'éclosion de nombreux projets de réforme.

Nous ne nous dissimulons nullement, certes, que l'exercice de leur profession se heurte, pour les intellectuels, à de sérieuses difficultés dans une société comme la nôtre où l'on peut chaque jour noter les progrès d'un matérialisme grossier. Mais le mal est moins récent qu'on ne serait porté à le croire et ces difficultés que rencontrent les intellectuels, existent depuis longtemps, la crise actuelle n'a guère fait que les accentuer. D'ailleurs l'avenir de l'intelligence pose un problème infiniment complexe et d'ordre très général qu'il ne nous appartient pas de résoudre. Sa complexité même nous commande en l'espèce une extrême circonspection.

Quelque douloureuses qu'en soient les répercussions, il serait en effet téméraire d'attribuer au bouleversement consécutif à la guerre et à ses effets une portée trop absolue ; l'équilibre est d'autant plus lent à se rétablir que le choc a été plus violent, mais ce sont moins les oscillations du pendule que la position de son axe qu'il importe de considérer. Certes, le départ est délicat à faire en l'espèce, entre ce qui passera et ce qui subsistera. Et ceci, encore, ne peut que nous inciter à la plus grande réserve ; persuadés que des remèdes hâtifs ou insuffisamment appropriés risqueraient, par le moyen d'une insensibilisation passagère, de

prolonger, si même ils ne l'établissent définitivement un état pathologique social dont il importe avant tout d'atteindre les causes pour supprimer les effets.

Quoi qu'il en soit, notre législation appelle néanmoins dès à présent d'incontestables réformes, dans ceux de ses textes notamment qui concernent la protection des œuvres de l'esprit contre l'emprise des tiers. La meilleure preuve en est dans la floraison de projets (1) et de propositions de lois, quels que soient, par ailleurs, le mérite intrinsèque ou l'opportunité de leurs dispositions, tendant à adapter des textes un peu vieillis moins à un ordre de choses imprévu, et, nous persistons à le croire, passager, qu'à des nécessités plus durement ressenties aujourd'hui, encore bien qu'elles ne soient pas nouvelles.

Parmi les lacunes de notre législation qu'il importe ainsi de combler, l'absence complète de dispositions réglementant l'utilisation par les tiers des découvertes ou des inventions purement scientifiques apparaît néanmoins, d'ores et déjà, comme devant faire l'objet d'une intervention législative. Cette réglementation s'impose-t-elle véritablement au législateur ? Est-il possible de la réaliser d'une façon pratique pour la satisfaction générale ? Tel est précisément l'objet de cette étude.

★★

La question dite de la « propriété scientifique » — et nous tenons dès à présent à faire les plus expresses réserves sur cette terminologie — posée il y a plus d'un demi-siècle, a

(1) On peut citer entre autres les projet devenu la loi du 20 mai 1920 sur le droit de suite des auteurs d'œuvres artistiques et littéraires. Le 29 juillet 1924 a été déposé sur le bureau de la Chambre des députés un projet de loi sur les brevets d'invention par M. Raynaldy. Documents parlementaires. 1924. N° 360.

connu au lendemain de la guerre, à la faveur du mouvement que nous avons signalé plus haut, un regain d'actualité et suscité un immense mouvement de curiosité sympathique. La presse s'est emparée de la question. Journaux et revues ont publié des articles enthousiastes. A la faveur d'une campagne menée par le *Journal*, des réunions ont été organisées au cours desquelles furent émis des vœux en faveur des savants. On retrouvera tant dans les articles de M. Gariel que dans la sérieuse Etude consacrée par Mlle Munier aux droits des auteurs de découvertes ou inventions scientifiques le complet historique de cette nouvelle genèse (1). L'idée de reconnaître aux savants des droits comparables à ceux des inventeurs industriels et des auteurs d'œuvres littéraires ou artistiques a reçu du public un accueil trop empressé pour ne pas se traduire aussitôt d'une façon plus concrète et plus juridique que par des résolutions de Congrès. M. le Professeur Joseph Barthélemy, de la Faculté de droit de Paris, député du Gers, le premier tenta de donner une forme législative aux vœux ainsi exprimés ; le 4 avril 1922, il déposait sur le bureau de la Chambre des Députés une proposition de loi « sur la propriété scientifique et la réforme de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention » (2).

Bientôt après, M. Louis Gallié, avocat à la Cour d'Appel de Paris, et M. le D^r Dalimier rédigeaient au nom de la Confédération des travailleurs intellectuels un projet de loi très complet en 11 articles instituant et sanctionnant les droits du savant sur son œuvre (3).

(1) *Opera cit.*, loc. cit. et MUNIER, *op. cit.* pp. 16 et 17.

(2) JOSEPH BARTHÉLEMY, Député du Gers. Proposition de loi sur la Propriété scientifique et la réforme de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention (Séance du 4 avril 1922.) Documents parlementaires, 1922. Annexe 4233, p. 624.

(3) R. DALIMIER et LOUIS GALLIÉ. La propriété scientifique. Projet de la C. T. I. Paris, Rousseau, 1923, p. 85.

Hors de nos frontières, la question n'était pas moins à l'ordre du jour. En 1923 fut élaboré, sous les auspices de la Société des nations, un projet de convention internationale sur la Propriété scientifique, à la suite du très remarquable rapport soumis à la Commission de coopération intellectuelle par M. Francesco Ruffini, sénateur du royaume d'Italie (1). Pendant le même temps, M. Georges Gariel, professeur à la Faculté de Fribourg, premier vice-directeur des bureaux internationaux de la Propriété littéraire, artistique et industrielle de Berne publiait dans *La Propriété Industrielle* une série d'articles (2) sur la question qui nous occupe, dans lesquels il suggérait un système particulier de récompenses nationales et internationales à allouer aux savants, selon leurs mérites et l'importance de leurs travaux, système selon lui préférable à tous autres systèmes, antérieurement préconisés, de droits individuels à reconnaître aux savants sur leurs œuvres scientifiques.

Il n'est pas jusqu'aux pouvoirs publics qui ne se soient préoccupés du sort des savants et n'aient paru devoir jeter dans la balance le poids d'une intervention attendue. M. de Monzie, alors Ministre de l'Instruction publique, déclarait dans son discours d'ouverture du Congrès international de la Propriété artistique et littéraire qui s'est tenu à Paris, du 2 au 6 juin 1925 : « Je me préoccupe également de recon-

(1) SÉNATEUR F. RUFFINI. Rapport sur la Propriété scientifique élaboré au nom de la Commission de Coopération intellectuelle près la Société des Nations. Série des documents annexes de la Société des Nations A. 38, 1923, XII.

(2) G. GARIEL. La proposition de Loi française de M. Joseph Barthélemy sur le droit de la pensée créatrice et la réforme de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention. « La Propriété industrielle », Berne, juin 1922.

Etat actuel de la question de la Propriété scientifique. « La Propriété industrielle », Berne. N° d'août, septembre, octobre et novembre 1923.

naître un droit de priorité aux découvertes de laboratoire susceptibles d'utilisations pratiques ; comme toute combinaison du génie inventif, une formule catalyse ou de synthèse chimique mérite d'être consacrée au profit du savant qui l'a trouvée... Il faut négocier et légiférer encore pour exercer dans ces domaines inédits, quasiment insaisissables, la légitime emprise du droit. » (1).

Toutefois, depuis plus de deux ans qu'ont été prononcées ces paroles, on attend encore le projet du gouvernement. Les ministères, il est vrai, se sont succédés nombreux depuis cette époque. Il est incontestable, néanmoins, que la question ne semble plus éveiller dans le grand public qu'un médiocre intérêt. La proposition de M. Joseph Barthélemy semble définitivement enterrée et les récentes discussions de la nouvelle loi sur les brevets d'inventions industrielles, tout en faisant ressortir la nécessité de consacrer à la protection des œuvres scientifiques des dispositions propres et indépendantes, ne témoignent pas d'un grand désir d'entrer dans la voie des réalisations. L'opinion publique reste indifférente et l'on a pu appréhender que le problème ne retombe, pour un temps indéterminé, dans l'oubli. (2).

Nous nous refusons, quant à nous, à partager ces craintes. Mlle Munier (3) qui les a formulées et dont le nom reviendra

(1) Cité par M. MARCEL PLAISANT. Rapport fait au nom de la Commission du commerce et de l'industrie chargée d'examiner le projet de loi sur les Brevets d'invention par Marcel Plaisant, député du Cher. Annexe au procès verbal de la séance de la Chambre des Députés du 9 juin 1925. Troisième Législature, session de 1925. N° 1690, Paris, Imprimerie de la Chambre des Députés, p. 63.

(2) Au moment où nous nous livrons à l'impression, nous apprenons la nomination d'une commission interministérielle chargée précisément de rédiger un projet de loi consacrant les droits des auteurs de découvertes et d'inventions. On trouvera en annexe à la fin de cette étude le texte de l'arrêté du 19 mars 1928, qui a déterminé la composition de cette commission.

(3) *Op. cit.*, pp. 18 et 19.

maintes fois au cours de cette brève étude, s'est d'ailleurs, sur ce point, donné à elle-même le plus éclatant démenti. L'on peut même se demander si le mouvement en faveur des savants n'a pas, comme nous l'avons dit plus haut, gagné en profondeur ce qu'il a paru perdre en étendue.

La reconnaissance, au profit des auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques, de droits comparables à ceux dont jouissent les auteurs d'œuvres artistiques ou littéraires comme les auteurs de découvertes ou d'inventions industrielles ne va pas en effet sans soulever de graves problèmes et les premières tentatives de réalisation citées plus haut n'ont pas manqué, dès leur apparition, de susciter les réactions les plus diverses. Les critiques ne sont pas toutes dictées par un état d'esprit trop étroitement conservateur ni même par la seule défense d'intérêts égoïstes comme on pourrait être parfois tenté de le croire.

La création d'un droit nouveau requiert, outre des connaissances très spéciales, de longues réflexions. C'est aux juristes qu'il appartient, une fois exprimé le vœu des intéressés, d'élaborer s'il y a lieu une technique appropriée. Et l'on ne peut, à cet égard, que se féliciter de voir les Facultés s'efforcer d'étendre l'emprise du droit positif à des réalités qui s'en trouvaient précédemment exclues.

Faut-il ou ne faut-il pas conférer aux savants, de même qu'aux auteurs d'inventions industrielles, d'œuvres littéraires ou artistiques, tels droits qui leur permettront en définitive de retirer de leurs travaux certains avantages pécuniaires proportionnés à l'importance ou à la fécondité de leurs découvertes ou de leurs inventions? Et comment le

faire? Telle est la proposition, en apparence assez simple, à laquelle se réduit le problème.

Mais cette simplicité n'est que façade ; à la question ainsi posée, les uns répondent non, les autres oui, encore ces derniers eux-mêmes sont-ils loin de s'accorder sur le choix des moyens propres d'assurer aux savants la rémunération pécuniaire de leurs efforts.

On a tôt fait de proclamer que le savant est victime d'une injustice qui n'a que trop duré ; qu'il ne doit pas auteur d'une découverte, demeurer pauvre quand la fortune vient à ceux-là qui se sont bornés à l'exploiter, que ses travaux, à lui, savant, ne le cèdent nullement en mérite et en valeur, à ceux des écrivains, des artistes ou des inventeurs et qu'il est à bon droit digne de la même protection. Malheureusement, ces arguments d'ordre plus sentimental que juridique, et, jusqu'à un certain point, négatifs, ne nous apportent aucun élément de solution.

Il y a le droit et il y a la morale. Loin de nous la pensée de les opposer l'un à l'autre. Quoi qu'il en soit, et si désirable soit-il de voir un jour se confondre leurs domaines respectifs, si même comme l'a dit Mlle Munier (1) : « Le droit est une assimilation croissante des réalités par l'ordre orienté vers la Justice », on doit reconnaître cependant qu'il subsiste encore quelques réalités d'une assimilation passablement pénible.

Ce qui importe, au vrai, c'est de savoir en quoi consiste l'injustice réelle ou figurée qu'on dit frapper le savant et, si elle existe, de quel ordre elle relève ; c'est de savoir si les faits qui lui donnent naissance sont susceptibles d'être appréciés par le droit ou s'il n'appartient qu'à la seule morale de les sanctionner selon ses règles propres.

(1) *Op. cit.*, p. 22.

Ce premier point, d'ailleurs, suppose préalablement tranchée une autre question, celle de savoir dans quelle acception entendre les mots savant, science, découverte et invention purement scientifique. Toute branche, grande ou petite, des connaissances de l'esprit humain ne se prétend-elle pas une science et savant quiconque y croit exceller ? Force est donc de préciser, partant de restreindre, les données du problème. Et pourtant la nécessité de définir n'éclate pas avec une telle évidence que l'on n'ait pu déjà relever, non sans quelque ironie, ces paroles prononcées en juin 1924, à la 3^e séance de la session constitutive de la commission de coopération intellectuelle de l'Union Catholique d'Etudes Internationales : « Les idées morales, était-il dit, « devraient être protégées au même titre que les idées scientifiques fécondes. Le Bolchevisme n'est-il pas l'aboutissement logique, absolu, de théories de la vieille école libérale ? » (1).

Ce n'est pas tout et c'est ici que surgissent de nouvelles difficultés. L'œuvre scientifique une fois définie, le fondement d'équité de sa protection ayant été dégagé, il faut se demander si la cessation d'une injustice qui, en définitive, n'atteint qu'un petit nombre d'hommes ne risque pas d'en léser une infinité d'autres par les répercussions qu'elle peut avoir. En d'autres termes, désirable au point de la stricte équité, la réforme proposée est-elle utile au plus grand nombre ? Car, même sans vouloir donner le pas à la quantité sur la qualité, le législateur se voit, de par sa fonction même, dans la nécessité de ne statuer que pour l'utilité commune avec le minimum de gêne et de contrainte pour chacun. L'intérêt général domine les intérêts particuliers,

(1) Procès verbal de la troisième séance cité par Mlle MUNIER, *op. cit.* p. 24 et la note.

qu'il s'agisse d'individus considérés isolément ou de tel groupe d'individus déterminés.

Quoi qu'on en ait pu dire en effet (1), une réforme ne se justifie pas seulement par ses possibilités de réalisation. Il apparaît tout au contraire que le choix des moyens propres à la réaliser, comme de la méthode à suivre pour les mettre en œuvre avec efficacité doit être commandé principalement par la perception qu'on peut avoir des répercussions probables de cette réforme sur les conditions économiques et sociales qui lui préexistent et au milieu desquelles elle devra se réaliser.

La plupart des auteurs apportent sur ce point des solutions le plus souvent originales et généralement opposées les unes aux autres. Les uns, avec M. Gariel (2), jugeant avantageux de constituer un jury avec mission de décerner aux savants des récompenses proportionnées au mérite ou à l'importance de leurs travaux ; ces récompenses pécuniaires seraient prélevées sur un fonds commun alimenté par une contribution supplémentaire levée sur les industriels et les commerçants présumés exploiter les applications des auteurs (3), il n'est pas de vérité hors de la reconnaissance, au profit du savant, d'un droit de propriété — *sui generis*, il est vrai — sur leurs découvertes ou leurs inventions. D'autres auteurs (4), suivant une formule un peu mystique, seraient partisans d'étendre aux savants « le droit commun des travailleurs de la pensée ». D'autres enfin (5), trouvant dans l'œuvre scientifique des éléments originaux qui la séparent des autres productions de l'esprit, jusque-là proté-

(1) MUNIER, *op. cit.*, p. 24.

(2) *Op. citat.*

(3) MM. DALIMIER et GALLIÉ.

(4) M. JOSEPH BARTHÉLEMY.

(5) M. le Sénateur RUFFINI, Mlle MUNIER, M. VIGNERON.

gées, se prononcent en faveur de la création de droits personnels originaux non moins différents des brevets d'invention que des droits d'auteurs proprement dits. D'ailleurs, les divers systèmes aboutissent en définitive et par des voies plus ou moins détournées à imposer à quiconque exploite une application dérivée d'une découverte ou d'une invention scientifique, l'obligation de partager, dans une certaine proportion et sous certaines conditions, avec l'auteur de la découverte ou de l'invention des profits tirés de son exploitation industrielle ou commerciale.

Mais quelque parfait que puisse être le mode adopté de répartition entre l'industriel et le savant des bénéfices auxquels ils ont respectivement concouru, on s'est pris à douter de l'efficacité de la réforme si elle venait à n'être réalisée que par un seul Etat à l'intérieur de ses frontières. Le souvenir des abus auxquels donnait lieu, avant les grandes conventions de Berne et de Paris, l'absence de toute réglementation internationale en matière de brevets d'invention ou de propriété littéraire légitime à coup sûr ces appréhensions (1).

On s'est aussi demandé si même la réforme ainsi réalisée par un seul Etat, ne présentait pas quelques dangers et n'était pas de nature à le placer à maints égards et notamment au point de vue économique, dans une situation défavorable vis-à-vis des autres Etats, et si, dans ces conditions, il n'était pas préférable de suivre l'exemple plutôt que de le donner. Or, comme en ces matières on se résout difficilement à faire le premier pas, on a pensé qu'il valait mieux s'abstenir de toute initiative nationale et attendre,

(1) COESARE VIVANTE. *La propriété scientifique devant la Société des Nations*. Extrait des *Annales de droit commercial français, étranger et international*, 1924, N° 2. Tirage à part. Paris, Rousseau, 1924, p. 5.

sinon même provoquer l'élaboration d'une convention internationale préalable par laquelle tous les Etats contractants s'engageraient à réaliser chacune dans les limites de ses frontières, la réforme envisagée et dans les mêmes conditions. Ainsi se trouverait maintenue l'égalité des rapports économiques entre Etats.

A l'inverse, les dangers signalés plus haut ont pu paraître fort exagérés, peut-être même, illusoires et l'on a craint de se lier sur ce point particulier sans aucune expérience nationale préalable par une convention internationale dont la dénonciation unilatérale n'irait pas sans entraîner des complications d'une extrême gravité.

La société des nations, quel que soit l'esprit dans lequel elle a été créée et dans lequel elle fonctionne, peut-être même pour l'une et l'autre raison, n'a pas semblé donner à cet égard des garanties suffisantes. En outre, l'élaboration d'un texte propre à donner satisfaction à tous les pays intéressés susceptible de concilier les points de vue opposés de races et de communautés juridiques profondément différentes, suppose un travail de préparation tel que la réforme attendue risquerait de se trouver ajournée *sine die*.

Sous son apparente simplicité, la question de la protection juridique de l'œuvre scientifique se révèle ainsi infiniment complexe et bien des fois encore il sera sans doute nécessaire de la remettre sur le métier avant que le problème ait reçu sa solution définitive et nous nous estimerions quant à nous, suffisamment satisfaits, si, dans les développements qui vont suivre, nous arrivons à préciser quelques notions encore un peu vagues, ou à suggérer quelqu'idée dont tirerait parti peut-être un jour ceux qui, après nous, s'efforceront de donner une consécration juridique aux légitimes aspirations des savants trop longtemps méconnus.

En ce qui concerne le plan que nous avons cru devoir adopter, nous avons divisé cette étude en deux parties correspondant aux deux questions essentielles que pose la protection juridique de l'œuvre scientifique : Fondement théorique. Organisation pratique. C'est ainsi que dans la première partie, après avoir analysé l'œuvre scientifique dans sa conception, nous la considérerons en elle-même et par comparaison avec les inventions brevetables, les œuvres littéraires ou artistiques (ch. I). Alors connaissant l'œuvre scientifique dont nous aurons dégagé les éléments essentiels et les caractéristiques originales, s'il en est, nous rechercherons (ch. II) si comme l'œuvre d'art ou l'invention brevetable elle justifie l'intervention du législateur en faveur de son auteur.

Dans la seconde partie, nous examinerons sous quelle forme peut et doit se réaliser cette intervention, dans le domaine national ou international (ch. I.) en conférant au savant un droit individuel ou en l'appelant simplement à la distribution de récompenses proportionnées au mérite ou à l'importance de ses travaux (ch. II). Ayant conclu à la reconnaissance d'un droit individuel nous préciserons ce que sera ce droit (ch. III), ses conditions d'exercice (ch. IV). Un dernier chapitre sera consacré aux sanctions dont il convient de le renforcer pour lui donner une réelle efficacité ; nous efforçant enfin de condenser en un projet de loi le résultat de nos recherches et de nos réflexions.

PREMIÈRE PARTIE

RECHERCHE DES FONDEMENTS THÉORIQUES
DU DROIT
RÉCLAMÉ POUR LES SAVANTS

Qu'on les envisage dans leurs principes ou qu'on les considère dans le détail de leurs dispositions, les lois ne sont pas, sauf exception, l'œuvre arbitraire d'un législateur capricieux. La justice et l'utilité même ne sont pas les seules limites de son activité. Si en fait le souverain fait les lois, s'il ne tient qu'à lui de hâter ou de différer le moment où elles recevront la sanction de son autorité, il est incontestable néanmoins qu'il n'est de réforme durable que celle qui se rattache juridiquement aux institutions qui l'ont précédée, ou qui tout au moins procède du même fonds de principes communément reçus.

L'élaboration d'un droit nouveau suppose ainsi l'existence non pas seulement d'un fondement d'équité et de convenance, mais aussi, et non moins, d'un fondement de droit. La recherche de ce triple fondement pour les droits à reconnaître éventuellement aux savants fera l'objet de cette première partie.

Quelqu'attrait que présente également la recherche des raisons d'ordre philosophique susceptibles de déterminer l'intervention du législateur, nous avons cru néanmoins devoir, sinon nous en abstenir presque totalement, à tout le moins, ne pas nous y attarder. C'est à bon droit qu'on a pu,

par boutade, il est vrai, définir la philosophie « L'art de chercher la vérité sans la trouver jamais ». Les explications qu'elle propose, les raisons qu'elle donne sont trop subjectives et les systèmes qui se succèdent, en se renversant, trop éphémères pour constituer les bases d'un droit nouveau.

Ce qu'il importe de connaître, c'est l'idée scientifique, et la façon dont elle s'élabore, l'œuvre scientifique dont l'accomplissement peut justifier la vocation de son auteur à l'exercice de certains droits originaux. C'est ainsi que nous avons consacré un premier chapitre à l'étude de l'œuvre scientifique envisagée tant en elle-même que par comparaison avec les œuvres artistiques et littéraires et les inventions brevetables, nous réservant d'examiner dans le second chapitre si l'intérêt général comme l'intérêt particulier des savants appelle, en définitive, la reconnaissance, au profit de ces derniers, de certains droits propres à leur assurer, comme aux auteurs ou aux inventeurs, certains avantages matériels à raison de leurs travaux scientifiques.

CHAPITRE PREMIER

L'ŒUVRE SCIENTIFIQUE. — DÉCOUVERTE ET INVENTION

Il n'est peut-être pas rigoureusement exact de prétendre que, sous l'empire de notre législation, le savant se voit totalement exclu de la protection légale accordée soit aux inventeurs, soit aux auteurs d'œuvres artistiques ou littéraires.

Tout d'abord et en premier lieu, il est certain que la publication par le savant du résultat de ses travaux sous une forme littéraire, ou même verbale (1) — s'il s'est contenté de l'exposer dans des leçons professées en public, — bénéficie des dispositions du décret du 19 juillet 1793 et de la loi du 14 juillet 1866. Mais, comme on le verra plus loin, cette protection de l'œuvre scientifique est bien mince et s'avère, en tous cas, radicalement insuffisante.

En second lieu il arrive que certaine découverte d'ordre plus particulièrement scientifique, telle par exemple celle du brome ou du carbure de calcium, fassent l'objet des moins discutables des brevets d'invention. Il ne faut pas se méprendre toutefois sur le sens et la portée de la protection ainsi

(1) POUILLET. *De la propriété littéraire et artistique*, III^e Ed. : par G. MAILLARD et CH. CLARO, p. 72, § 54 et p. 77, § 58. Jurisprudence. Paris, 27 août 1928. *Gazette des Tribunaux* du 28 août 1928. — Paris, 30 juin 1836, *id.*, 1^{er} juillet 1836. — Paris, 18 juin 1840. — Dalloz, J. G. V^o. Propriété littéraire et artistique, N^o 129. — Trib. correct. de la Seine, 2 mars 1843, *id.*, *ibidem*. — Tribunal civil de la Seine, 9 décembre 1893, Esmein, Pataille 96-11.

accordée à l'œuvre scientifique par la loi du 5 juillet 1844. Si en effet quelques découvertes ou inventions scientifiques ont pu bénéficier des dispositions légales qui régissent la matière des brevets, c'est le fait d'une coïncidence heureuse et d'ailleurs purement fortuite par laquelle ces découvertes ou ces inventions d'un caractère manifestement scientifique se trouvent en même temps susceptibles d'une application, c'est-à-dire d'une utilisation industrielle, immédiate et d'ailleurs rigoureusement définie ; c'est même, peut-on dire, malgré leur caractère scientifique, qu'elles se trouvent ainsi protégées.

La loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention dispose en effet, en son article premier que « Toute nouvelle
« découverte ou invention *dans tous les genres d'industrie*
« confère à son auteur sous les conditions et pour le temps
« ci-après déterminés, le droit exclusif d'exploiter à son pro-
« fit ladite découverte ou invention ». Et l'on y lit plus loin (art. 30) que « seront nuls et de nul effet les brevets délivrés
« dans les cas suivants : 1°, 2°, 3°, *si les brevets portent*
« *sur des principes, méthodes, systèmes, découvertes et*
« *conceptions théoriques ou purement scientifiques dont on*
« *n'a pas indiqué les résultats industriels* ».

Ainsi, aucun doute n'est permis, et, abstraction faite de ses résultats industriels immédiatement indiqués, ou de la forme littéraire sous laquelle son auteur la porte à la connaissance du public, l'œuvre scientifique, qu'il s'agisse de découvertes ou d'inventions, se trouve formellement exclue, en France, et aussi d'ailleurs à l'étranger jusqu'en ces dernières années, de la législation protectrice des œuvres intellectuelles.

Faut-il à cet égard regretter les dispositions prohibitives de la loi de 1844 et faire nôtres les critiques dont on l'a criblée du fait que de l'œuvre théorique de science pure s'en

est trouvée exclue ? Nous ne le croyons pas ; nous pensons même que le législateur de 1844 a fait preuve d'une grande sagesse et d'une prudence dont il faut lui savoir gré. Nous en verrons plus loin les raisons.

Ce que nous voulons seulement retenir maintenant de la loi de 1844 afin de définir et de préciser ce qu'il faut entendre dans la langue du droit par découverte ou invention scientifique, c'est la définition qu'elle donne de la découverte et de l'invention scientifiques : « tous principes, méthodes, systèmes, découvertes ou conceptions théoriques ou purement scientifiques dont on n'a pas indiqué les résultats industriels ». En d'autres termes, c'est la découverte ou l'invention scientifique dont on n'aperçoit pas immédiatement, vu leur caractère purement théorique, les possibilités d'application à des fins pratiques et plus spécialement industrielles.

La jurisprudence dont les espèces les plus typiques ont été analysées par M. Vigneron (1) a d'ailleurs suffisamment précisé cette notion de la découverte ou de l'invention scientifiques dans les cas où la validité d'un brevet, pris pour une invention strictement industrielle, avait fait l'objet de contestations à raison de prétendues antériorités déduites de l'existence de découvertes ou d'inventions purement théoriques déjà connues. En fait, les brevets ainsi attaqués ont toujours été validés toutes les fois que l'antériorité prétendue consistait uniquement en une expérience de laboratoire ou dans la seule notation d'un phénomène physique, chimique, ou biologique précédemment inaperçu dont l'utilisation pratique avait échappé à la perspicacité de son observateur.

Mais cette définition légale de l'œuvre scientifique, même ainsi précisée par la jurisprudence, et nous entendons

(1) *Essai sur la protection de la Propriété scientifique*. Thèse MARCEL VIGNERON. Thèse pour le doctorat juridique. Tulle, 1924, pp. 24 et s.

par cette expression générique d'œuvre scientifique la découverte aussi bien que l'invention n'est, en somme, qu'une définition négative. Nous savons ce qu'elle n'est pas, mais nous ignorons l'essentiel. Force nous est donc de définir à notre tour ce que c'est que l'œuvre scientifique considérée en elle-même pour savoir si, en définitive, elle appelle, en faveur de son auteur, l'intervention du législateur. Car définir n'est pas seulement mutiler. Certes une définition, par la précision qu'elle apporte au concept qu'elle se propose de traduire, en exclut nécessairement certains éléments, mais outre que c'est une nécessité dictée par ce besoin de clarté, qui est inhérent à l'esprit humain, le droit s'accommode mal des notions dont l'excessive compréhension ne compense pas l'imprécision des termes employés pour les exprimer.

Il importe, en effet, dès le début de cette étude de dissiper un malentendu qui pourrait s'y glisser. Disons donc dès maintenant qu'il ne saurait être ici question de rechercher s'il échet d'une façon générale de donner à quiconque se prétend l'auteur d'une méthode, d'un système ou d'une idée nouvelle quelconque le droit de s'opposer à son utilisation à des fins pratiques ou tout au moins celui de revendiquer une part des profits matériels dont l'origine peut être rapportée d'une façon plus ou moins médiate au système ou à la méthode en question. L'infinie complexité du problème à résoudre en rendrait la solution sans doute à jamais impossible. Au surplus une pareille entreprise, rendant vains les efforts tentés pour la réaliser, dépasserait, au point de les trahir, les aspirations des savants, un peu confuses il est vrai, dont nous avons rappelé les diverses manifestations dans les pages qui précèdent.

On remarque, en effet, que tous les vœux émis à ce jour, comme aussi les études et les projets qui les ont suivis, n'ont trait qu'aux sciences naturelles dans leur acception la plus

étendue. Les mots « découvertes scientifiques, inventions scientifiques » s'y entendent de tout progrès réalisé sur l'inconnu dans la connaissance du monde physique ; dans ces conditions, nous ne pouvons bien évidemment envisager que les seules découvertes ou inventions se rapportant à la connaissance du monde physique par quoi l'on définit la science ; aussi bien les développements qui vont suivre concernant l'œuvre scientifique, ne se rapporteront qu'aux découvertes et aux inventions rentrant dans le domaine des sections scientifiques composant les académies des Sciences et de Médecine.

*
**

Encore faut-il s'entendre sur cette définition que nous avons donnée de la science : connaissance du monde physique. Dans l'introduction de son ouvrage, *La Science et l'Hypothèse*, Henri Poincaré n'écrivait-il pas en effet : « ... ce « qu'elle peut atteindre (la science) ce ne sont pas les choses « elles-mêmes comme le pensent les dogmatistes naïfs, ce sont « seulement les rapports entre les choses. En dehors de ces « rapports il n'a pas de réalité connaissable » (1). C'est donc *représentation* plutôt que connaissance du monde physique qu'il faudrait dire pour définir la science. Telle est bien, au surplus, l'orientation de la science contemporaine. « Jadis, on cherchait à donner des réalités une explication « causale, si l'on peut dire ; aujourd'hui, on s'efforce à en « obtenir des représentations mathématiques analogues aux « phénomènes étudiés et qui permettent, par le jeu des « calculs et des analyses bien conduites, d'en prévoir de

(1) H. POINCARÉ, *La Science et l'Hypothèse*. Edition définitive. Paris, Flammarion. Introduction p. 4 *in fine*.

nouveaux. » (Alph. Berget. La science nouvelle, *La Revue Universelle*, 1^{er} août 1926, p. 368.)

A cette connaissance ou mieux à cette représentation, ou, si l'on veut encore, à cette explication du monde physique, il est bien évident qu'on n'atteint pas d'une façon immédiate et brutale par l'intuition directe. De même, il n'est guère plus que les observateurs superficiels ou les lycéens dont parle Henri Poincaré (1) pour s'imaginer que les lois scientifiques procèdent de quelques principes évidents par une succession infaillible de syllogismes dont l'enchaînement s'impose à notre raison d'une façon rigoureuse et nécessaire. « Le raisonnement syllogistique reste incapable de rien ajouter aux données qu'on lui fournit, ces données se réduisent à quelques axiomes et on ne devrait pas trouver autre chose dans les conclusions » (2). Les choses ne sont pas aussi simples, malheureusement.

L'expérience est le fondement de la connaissance. Il n'est donc, à l'origine, que d'ouvrir les yeux. Or ce que nous percevons, et cela seul que nous pouvons percevoir directement du monde physique, ce sont les phénomènes, c'est-à-dire des faits, simples ou complexes selon qu'on les envisage isolément ou dans la multiplicité de leurs combinaisons. C'est, proprement, la découverte. Une observation plus minutieuse, une patiente analyse permettra tout au plus de discerner les éléments constitutifs de ces phénomènes ; sans doute aussi de déterminer les conditions qui ont présidé à leur apparition. Nécessaire, l'observation, à elle seule, est toutefois impuissante à fonder la science. Elle ne pourra jamais, en effet, qu'accumuler des faits isolés sans liens les uns avec les autres : « Certes on fait la science avec les faits comme une maison

(1) H. POINCARÉ, *op. cit.* Introduction, p. 2.

(2) H. POINCARÉ, *op. cit.*, p. 10.

« avec des pierres, mais une accumulation de faits n'est pas
« plus une science qu'un tas de pierres n'est une mai-
« son (1) ».

Purement analytique, une science serait donc à celle que nous voyons progresser chaque jour un peu ce qu'est la casuistique au droit, moins encore peut-être, c'est-à-dire stérile ou presque.

Une bonne expérience, en effet, « c'est celle qui nous fait
« connaître autre chose qu'un fait isolé, c'est elle qui nous
« permet de prévoir, c'est-à-dire celle qui nous permet de
« généraliser. Car sans généralisation la prévision est impos-
« sible, les circonstances où l'on a opéré ne se reproduisent
« jamais toutes à la fois. Le fait observé ne se reproduira
« donc jamais ; la seule chose que l'on puisse affirmer, c'est
« que, dans des circonstances analogues, un fait analogue se
« reproduira. Pour prévoir, il faut donc au moins invoquer
« l'analogie, c'est-à-dire déjà généraliser ».

Or ce pouvoir de généralisation que lui refuse l'observation, même la plus minutieuse, des phénomènes physiques, c'est en lui-même que l'esprit humain devra et pourra le trouver : « Si timide que l'on soit, il faut bien que l'on interpole ;
« l'expérience ne nous donne qu'un certain nombre de points
« isolés, il faut les réunir par un trait continu ; c'est là une
« véritable généralisation. Mais on fait plus, la courbe que
« l'on tracera passera entre les points observés et près de ces
« points ; elle ne passera pas par ces points eux-mêmes. Ainsi
« on ne se borne pas à généraliser l'expérience, on la corrige ;
« et le physicien qui voudrait s'abstenir de ces corrections et
« se contenter vraiment de l'expérience toute nue serait forcé
« d'énoncer des lois bien extraordinaires. Les faits tout nus

(1) H. POINCARÉ, *op. cit.*, p. 175.

« ne sauraient donc nous suffire ; c'est pourquoi il nous faut
« la science ordonnée ou plutôt organisée. On dit souvent
« qu'il faut expérimenter sans idée préconçue. *Cela n'est pas*
« possible (1), non seulement ce serait rendre toute expé-
« rience stérile, mais on le voudrait qu'on ne le pourrait pas.
« Chacun porte en soi sa conception du monde dont il ne peut
« se défaire aisément. Il faut bien, par exemple, que nous
« nous servions du langage et notre langage n'est pétri que
« d'idées préconçues et ne peut l'être d'autre chose. Seule-
« ment ce sont des idées préconçues inconscientes mille fois
« plus dangereuses que les autres. » (H. Poincaré, *op. cit.*,
p. 177).

Toute généralisation a, en définitive, pour fondement une hypothèse, c'est-à-dire une construction inconsciente ou raisonnée de notre imagination ; même le raisonnement le plus abstrait qui soit, le raisonnement mathématique ou raisonnement par récurrence, suppose un effort d'imagination. Le théorème mathématique renferme, en effet, autre chose que toutes les propositions dont il est la synthèse. Car si chacune de ces propositions est directement vérifiable par des procédés purement analytiques, jamais ces vérifications ne nous élèveront au théorème général qui seul peut être objet de science. « Pour y arriver il faudrait *une infinité* de syllogismes, il faudrait franchir un abîme que la patience de l'analyste, réduit aux seules ressources de la logique formelle, ne parviendra jamais à combler. » (H. Poincaré, *op. cit.* p. 22). Le raisonnement par récurrence suppose l'infini et qu'est-ce que l'idée de l'infini sinon une hypothèse ?

Ainsi nous pouvons conclure de ces considérations très brèves que les lois physiques, théories ou principes, peu im-

(1) C'est nous qui soulignons.

porte le nom dont on les décore, ne sont en réalité que des représentations imaginaires du monde physique d'après les données premières que nous fournit son observation.

Il ne nous appartient pas, soit dit en passant, d'entrer ici dans le débat qui met aux prises les nominalistes et les réalistes sur l'exactitude plus ou moins grande de ces représentations, quelles que soient, il est vrai, nos préférences pour les conclusions de la doctrine réaliste représentée par Henri Poincaré. En effet, que l'expérimentation vienne ou non confirmer par la suite l'exactitude de telle ou telle théorie, ou plutôt de telle de ses conséquences, nous voulons simplement retenir ceci que sans l'hypothèse, partant sans un effort d'imagination subjective de l'esprit, toute science est radicalement impossible.

Au surplus, l'histoire des théories scientifiques vient confirmer ces conclusions d'une manière éclatante en nous montrant la caducité de ces lois prétendues, d'abord accueillies avec réserves, puis considérées comme donnant la solution définitive de tel problème jusqu'alors réputé insoluble, enfin rejetées comme fantaisistes ou puériles par les auteurs de nouvelles théories vouées d'ailleurs à la même fortune que les précédentes. Les alchimistes du moyen âge et leur conviction de l'unité de la matière passent aujourd'hui pour des précurseurs pleins de génie. L'indivisibilité comme l'immutabilité des atomes ne rencontre plus que des incrédules depuis la découverte de la radioactivité, et la théorie des protons et des électrons. La matière n'apparaît plus que comme une condensation d'énergie et du même coup se trouve anéantie la division de Lavoisier entre le pondérable et l'impondérable. Le dogme de son indestructibilité qui depuis Lucrèce régnait en souverain, s'écroule. « Et pour les phénomènes de la lumière,

« à quelles transformations n'assistons-nous pas en ce mo-
« ment? Au début, l'hypothèse de l'émission était admise déjà
« par les anciens et Newton lui donna une consécration scien-
« tifique. Mais la théorie des ondulations, pressentie par Des-
« cartes, développée d'une façon admirable par Fresnel au
« cours du xix^e siècle, vint la supplanter en expliquant ce
« qu'elle n'expliquait pas. Cette victoire de la théorie ondu-
« latoire semblait alors définitive. Mais voici que le tube de
« Crookes nous montre que l'émission est un phénomène tan-
« gible ; les rayons cathodiques promènent avec art des trains
« de corpuscules. La découverte de la « pression de radia-
« tion » vient encore à l'appui de ce retour à la théorie de
« l'émission ; et si l'on étend la théorie des *quanta* aux phé-
« nomènes lumineux, c'est le renouveau des anciennes hypo-
« thèses. La chimie, créée par un physicien, Lavoisier, tend
« à n'être plus qu'un chapitre de la physique ; la notion des
« équilibres chimiques y a contribué pour beaucoup. Ces
« équilibres sont rentrés dans la famille des phénomènes régis
« par la thermodynamique et l'union des atomes pour former
« des molécules paraît pouvoir s'expliquer par le déplace-
« ment des particules électrisées qui forment l'édifice ato-
« mique. Des systèmes d'équations régissent ainsi l'équilibre
« constitutif des molécules, ainsi que les phases, gazeuse,
« liquide ou solide, par lesquelles elles peuvent passer. Et
« alors la physique et la chimie deviennent une phase de la
« mécanique qui, elle-même, n'est qu'un chapitre de la science
« suprême, la mathématique. Mais voici qu'au moment où
« nous ramenons toutes les sciences expérimentales à la mé-
« canique, une théorie nouvelle et subversive, celle de la
« relativité, vient mettre en doute les principes mêmes de
« cette mécanique que nous considérons, à juste titre, comme
« la base de toutes nos connaissances. » (Alphonse Berget,

La Science nouvelle. *Revue Universelle*, T. XXVI, n° 9, 1^{er} août 1926, p. 369.)

On pourrait sans doute objecter que, vraies pour l'invention scientifique, ces considérations cessent de l'être dès qu'on envisage la découverte proprement dite, c'est-à-dire l'observation d'un fait ou la révélation d'un corps ignoré jusqu'au jour où l'on en perçoit l'existence. A vrai dire cette objection nous semble spécieuse, puisque, quelle que soit l'apparence de paradoxe que révèle sa réfutation, il n'est pas moins certain, au moins dans la plupart des cas, qu'on ne voit que ce qu'on regarde. L'œil, comme l'intelligence, ne perçoit que ce sur quoi il fixe son attention. Or dans le domaine scientifique la simple observation repose elle-même sur une hypothèse préconçue que les faits observés viendront confirmer ou détruire. Si l'on objecte cependant qu'à l'origine, tout au moins, il y a eu observation sans hypothèse préalable, nous croyons pouvoir aussi, de notre côté, soutenir qu'en dehors des cas, fort exceptionnels d'ailleurs, d'une découverte purement fortuite, il n'est plus, dans l'état actuel de la science de découverte proprement dite au sens où l'on entend par découverte la révélation d'un phénomène par l'observation directe, immédiate et brutale ; l'observation ne tendant plus qu'à des vérifications par le moyen de l'expérimentation.

Ainsi la découverte et l'invention scientifiques peuvent être, à bon droit, considérées comme les deux aspects d'une même opération que nous appellerons l'œuvre scientifique, selon qu'on l'envisage dans son résultat ou dans les moyens employés pour l'obtenir. Et la découverte et l'invention se rejoignent alors qu'elles semblaient le plus éloignées l'une de l'autre et leur similitude vient ainsi confirmer les résultats de l'analyse à laquelle il nous a paru indispensable de les soumettre avant de rechercher si elles sont, elles aussi, suscepti-

bles comme l'œuvre artistique ou littéraire et l'invention industrielle, de retenir l'attention du législateur.

*
**

L'œuvre scientifique nous apparaît donc et avant tout comme une construction subjective, une représentation imaginaire de la réalité physique et nous rappelant la confirmation éclatante qu'est venue donner l'expérimentation à telle hypothèse audacieuse conçue par un cerveau de génie, nous serions tentés de reprendre, en l'appliquant à la science la boutade d'Oscar Wilde sur les rapports de l'art avec la nature, et d'écrire à notre tour que « La nature imite la science ».

L'œuvre scientifique, malgré son apparente rigueur mathématique, n'est pas, en effet, tellement éloignée, au moins quant au mécanisme de sa conception, de l'œuvre d'art. L'inspiration de l'artiste, à l'examiner d'un peu près, n'est, en effet, semble-t-il, autre chose que la réaction d'une sensibilité plus ou moins aiguë aux données brutes des sens, de même que l'œuvre scientifique nous est apparue comme étant une réaction propre, tantôt analytique et tantôt synthétique de l'intelligence comme aussi de l'imagination au contact des mêmes choses.

Le savant et l'artiste ne font qu'exprimer sur des plans différents et traduire, chacun dans la langue qui lui est propre, leur vision de la nature, vision réelle ou déformée, mais toujours subjective, seulement l'artiste n'est sensible qu'aux formes extérieures dont il ne retient que des impressions esthétiques alors que le savant ne veut considérer, sous les apparences, que des forces dont l'équilibre ou l'antagonisme engendre les merveilles où se complait l'artiste. Avec cette différence encore, qui n'infirme en rien notre rapprochement, que

l'artiste, qui n'a d'autre guide que sa fantaisie, recherche à nous émouvoir sans souci bien souvent du suffrage de la foule, alors que le savant, tout au contraire, oriente ses efforts dans un sens tel que sa vision du monde physique, dont l'expérimentation viendra contrôler l'exactitude, corresponde, autant qu'il est en son pouvoir, à la réalité même.

La conformité, jugée parfaite, de la représentation scientifique à la réalité physique a pu parfois faire oublier l'élément subjectif prépondérant de l'œuvre scientifique. Les Allemands, peut-être à cause qu'ils sont peu pourvus de génie inventif abondamment départi aux peuples latins ou asiatiques, et parce qu'ils ont, à cet égard, conscience de leur infériorité, ont tenté (1), sans succès d'ailleurs, d'établir que la découverte comme l'invention scientifique est un produit du milieu conditionné par l'évolution. Nous nous inscrivons en faux contre une conception aussi subversive de la façon la plus formelle. Si, en effet, on l'admettait, il faudrait, pour demeurer logique avec soi-même, dénier même aux inventeurs, dans le sens de la loi de 1844 sur les brevets d'invention, tout droit à raison de leurs inventions, et supprimer du même coup les brevets d'invention.

L'invention brevetable, en effet, encore qu'elle ne vise en aucune façon à donner du monde physique une représentation quelconque, n'en a pas moins avec l'œuvre scientifique, au moins quant à la façon dont elle prend naissance, des points de similitude évidents.

La tendance au moindre effort ou, pour employer le langage des philosophes, le principe hédonistique, ou, plus simplement, le souci de l'économie des moyens, nous obsède et

(1) EMILE BOUTROUX, *La science allemande dans* PETIT et LEUDET. *La science allemande*, pp. 50 et 51. Cité par Mlle MUNIER, *op. cit.*, p. 55.

nous incite à satisfaire des besoins sans cesse accrus et renouvelés, toujours plus impérieusement ressentis ; mais en cette matière, poser le problème n'est pas le résoudre, ou du moins, pour poser convenablement le problème il ne suffit pas d'éprouver, plus ou moins vivement, un besoin déterminé. On perçoit une carence, on a la notion d'un vide et le propre de l'inventeur est précisément d'imaginer les éléments susceptibles de le combler.

En dehors des inventions dues au pur hasard, l'invention brevetable, avant de se concrétiser dans la matérialité de son objet, apparaît comme une notion purement conceptuelle ou idéale. Mais, ainsi que l'a dit Claude Bernard (1), l'idée est tout d'abord une hypothèse, c'est-à-dire une vue synthétique qui englobe et dépasse la signification intrinsèque des données brutes sur quoi elle se fonde. Dans le cas de l'invention brevetable, on peut dire que l'inventeur ne fait que tirer de données négatives, une synthèse positive permettant l'obtention d'un résultat utile à ses yeux d'inventeur.

Comme d'ailleurs lorsqu'il s'agit d'une œuvre scientifique, ce résultat, d'autres en sentiront les imperfections, rechercheront et concevront sans doute les moyens d'y remédier. Quant au caractère original, disons même subjectif, de l'invention brevetable, nous n'en voulons pour preuve que les variantes que présentent certains brevets, parfois pris simultanément (2), et qui tendent néanmoins à un résultat analogue.

Nous croyons avoir établi par ces développements un peu rebutants qu'il n'existe en fait aucune différence essen-

(1) Cité par Mlle MUNIER, *op. cit.*, p. 56.

(2) Voir les exemples cités par M. JOSEPH BARTHÉLEMY dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi, p. 14. *Documents parlementaires*, 1922, Annexe 4233.

tielle entre ces trois manifestations de l'activité de l'esprit humain, que sont l'œuvre scientifique, l'œuvre artistique ou littéraire, et l'invention brevetable, en ce qui concerne tout au moins les conditions de leur formation. Mais ceci n'explique pas l'ostracisme dont les savants ont été jusqu'ici l'objet. De cet ostracisme il nous appartient de dégager les motifs, s'il en est, de manière à en peser la valeur, alors seulement nous pourrons rechercher si les raisons qui ont conduit le législateur à intervenir en faveur des artistes et des inventeurs n'imposent pas tout autant son intervention au profit du savant, et si même il n'en existe pas de plus fortes encore pour donner à celui-ci des droits comparables à ceux dont jouissent actuellement ses frères plus fortunés.

CHAPITRE II

LES FONDEMENTS PROPOSÉS DE LA PROTECTION

DE L'ŒUVRE SCIENTIFIQUE

Nous avons examiné dans le chapitre qui précède l'œuvre scientifique considérée en elle-même, puis par rapport aux autres productions de l'esprit en faveur desquelles est intervenu le législateur, et nous avons pu constater qu'il n'existait entre elles, au moins quant à leur conception, aucune différence essentielle. Fallait-il en conséquence conclure immédiatement à la nécessité d'une réglementation législative en faveur de l'œuvre scientifique elle aussi ? C'eût été agir d'une façon trop hâtive et vraiment peu scientifique. De ce que dans son élaboration le travail du savant, au sens restreint que nous avons assigné à ce mot, présente avec le travail de l'artiste et avec celui de l'inventeur une analogie incontestable, s'ensuit-il qu'il doive être lui aussi protégé ? Pas nécessairement.

Equitable et féconde dans un sens déterminé, une réglementation législative peut se révéler dans d'autres cas très voisins complètement inopportune. D'autre part il n'est pas certain, vu la différence, très réelle celle-là, de leurs objets, que l'œuvre scientifique soit susceptible d'une protection

comparable à celle de l'œuvre artistique ou littéraire, ou de l'invention brevetable. Nous ne parlons même pas du mode de protection qu'il conviendra d'adopter, le cas échéant, mais de la possibilité même et de l'opportunité d'une protection, dont nous devons alors dégager le fondement juridique en l'absence duquel cette protection risquerait de demeurer dans un isolement nuisible à son efficacité. Il nous appartient donc, quant à présent, de rechercher le triple fondement d'équité d'utilité et de droit sur lequel pourront s'édifier les droits dont le sentiment public appelle de ses vœux la consécration législative.

Cette recherche présente un double intérêt : parce qu'elle nous permettra de voir tout à la fois et s'il y a lieu et s'il est possible, de dégager au profit du savant le principe d'une rémunération quelconque à raison des services parfois éminents qu'il rend à la société et, dans l'affirmative, comment il conviendra le mieux de lui laisser tirer profit de ses travaux.

Sur le premier point seulement il s'en faut que l'accord soit réalisé et ceci tient peut-être à ce que les divers fondements proposés sont trop sujets à discussion. Nous ne prétendons pas en faire la critique approfondie et moins encore nous flattons-nous que ceux que nous nous efforcerons de mettre en lumière demeureront à l'abri de toute contestation.

Quant au deuxième point, celui du choix des moyens à mettre à la disposition des savants pour tirer de leurs œuvres scientifiques un profit proportionné à leur utilité, il fait non moins l'objet de divergences très marquées, l'on a vu en effet se manifester à cet égard deux tendances opposées représentées l'une et l'autre par des hommes éminents, ce qui ne laisse pas de rendre singulièrement difficile le choix qui s'impose néanmoins tant elles semblent inconciliables. Mais

ceci fera plus spécialement l'objet de la seconde partie de cette étude.

Nous n'avons jusqu'ici envisagé que la genèse de l'œuvre scientifique, ou, si l'on veut, nous n'avons guère étudié que le mécanisme de sa conception. Il faut aller plus loin.

Hypothèse qui tend à expliquer l'apparition de phénomènes naturels physiques, chimiques ou biologiques par la représentation synthétique des forces qui concourent à leur manifestation, l'œuvre scientifique, de par sa nature même, appelle des vérifications et des confrontations aux résultats antérieurement acquis. Bien rarement, cette critique scientifique laisse subsister dans sa physionomie originale la découverte ou l'invention. D'ailleurs la critique est la condition du progrès. Un esprit trop facilement satisfait est nécessairement routinier, et dans le domaine scientifique ce n'est pas le sage, il s'en faut, qui se contente de peu. Or, l'expérimentation, faisant suite à la découverte ou à l'invention scientifique, révèle les inexactitudes de l'hypothèse primitive, elle en dénonce les lacunes et provoque ainsi, par le moyen des éléments inédits qu'elle apporte, la construction de nouvelles hypothèses qui, à leur tour, mettront les chercheurs sur la voie de nouvelles découvertes. L'œuvre scientifique, envisagée sous cet aspect particulier, pourrait être comparée au grain de sénévé de l'Écriture, en ce qu'elle contient en germe toutes les conquêtes non encore réalisées sur le domaine de l'inconnu. Ceci d'ailleurs ne saurait diminuer le mérite personnel de chacun de ceux qui dans l'avenir coopéreront aux acquisitions nouvelles puisqu'aussi bien nous pensons avoir montré qu'aucun progrès ne peut naître

de la simple juxtaposition des faits, et que dans toute découverte comme dans toute invention on retrouve à la base un élément subjectif lié au génie propre de son auteur.

Ce n'est pas tout, et l'œuvre scientifique renferme encore d'autres promesses. Soit qu'elle révèle l'existence des forces, ou de corps insoupçonnés jusque-là, soit qu'elle formule les règles auxquelles obéit la reproduction de phénomènes familiers, ou dévoile les propriétés de corps antérieurement connus, la découverte ou l'invention scientifique nous donne les moyens d'asservir à nos besoins une nature indifférente ou hostile. L'influence des grandes découvertes scientifiques sur l'essor industriel contemporain est en effet trop indiscutable pour qu'il soit besoin d'insister sur ce rôle propre que joue à cet égard l'œuvre scientifique. Marcelin Berthelot écrivait déjà il y a plus d'un demi-siècle, parlant de la découverte de Papin : « Nulle histoire ne marque mieux la progression
« des industries modernes qui transforme les sociétés
« humaines ; comment elles ont pour point de départ et pour
« base essentielle les travaux de théorie pure des savants
« tels que Galilée et Toricelli, qui découvrent les faits et
« principes fondamentaux dans leurs laboratoires ; puis
« viennent les inventeurs d'applications scientifiques... qui
« aperçoivent les applications sans toujours les réaliser ; jus-
« qu'au jour où les ingénieurs qui, eux, n'ont trouvé ni les
« faits, ni les principes, ni même deviné leurs applications,
« réussissent à les mettre en œuvre par des procédés vrai-
« ment pratiques, empruntés à leur expérience technique :
« ils les réalisent enfin à leur profit particulier et à celui de
« la Société. » (Berthelot. *Revue des Deux Mondes*, 18.951, T. 51. P. 586, cité par M. Vigneron *op. cit.* P. 29).

C'est précisément pour la raison qu'il n'est, autant dire, aucune industrie à l'heure actuelle, qui ne doive, aux découvertes ou aux inventions scientifiques de pure théorie, la plupart de ses possibilités techniques d'exploitation, que l'on a principalement en ces dernières années, crié à l'injustice et au scandale en opposant un industriel type qui s'enrichit rapidement et démesurément, à un savant type, lui aussi, mourant dans la pauvreté sans pouvoir prétendre droit à aucune part, même minime, des richesses dérivées de ses propres travaux.

On sent tout ce qu'a d'excessif ce dyptique, retracé par M. Joseph Barthélemy en des termes où le lyrisme le dispute à l'exagération. D'ailleurs ce point de vue semble assez récent, et pour les promoteurs du mouvement, en faveur des savants, l'injustice résidait bien plutôt dans ce fait que seul le savant se voyait refuser tout droit sur sa découverte ou sur son invention, alors que les artistes et les inventeurs, au sens que donne à ce mot la loi de 1844 pouvaient se considérer comme investis sur leurs œuvres d'un droit qu'ils qualifient même de propriété. L'inégalité entre les savants d'une part, et les artistes ou les inventeurs d'autre part, choquait bien plus que la pauvreté réelle ou figurée des savants (1).

Pourtant on ne peut s'empêcher de constater que c'est surtout à dater du moment où, par suite de la découverte de l'imprimerie, puis de la gravure, ou plus généralement de l'apparition des procédés industriels de vulgarisation, l'œuvre artistique ou littéraire est devenue source de profit pour ceux-là qui en entreprenaient la reproduction, que les hommes de lettres et les artistes ont vu consacrer législativement

(1) S. TH. MUNIER, *op. cit.*, p. 14 *in fine* et RUFFINI, *op. cit.*, pp. 10 et s.

les droits qu'ils revendiquaient sur les productions de leur génie.

L'idée d'un droit, au moins moral, de l'artiste ou de l'écrivain est ancienne. Les Romains ont flétri le plagiat.

Hé, quoi l'on dit communément
Qu'un chacun n'est maître du sien

s'écriait Villon, par manière de protestation et non sans mélancolie, en rappelant qu'on avait édité, sous le nom de « Petit Testament », des vers qu'il ne destinait pas à être publiés.

Mais il est curieux de noter que c'est bien moins à cause du lieu tout moral qui les unissait à leurs écrits et dont ils proclamaient hautement l'existence, que les auteurs littéraires se sont vu reconnaître un droit sur leurs œuvres, qu'en raison des bénéfices appréciables que représentait pour les éditeurs l'impression et la vente de leurs écrits. Une lettre du roi Louis XVI du 6 septembre 1776 et qui précéda de peu la déclaration de 1777, est caractéristique à cet égard.

« Le privilège en librairie, y lit-on, est une grâce fondée
« en justice, pour l'auteur elle est le prix de son travail;
« pour un libraire elle est la garantie de ses avances. Mais
« la différence du motif doit régler naturellement la diffé-
« rence d'importance du privilège. L'auteur doit avoir le
« pas et pourvu que le libraire reçoive un avantage propor-
« tionné à ses frais et un gain légitimé, il ne peut avoir à
« se plaindre (1).

On ne peut plus clairement faire remonter à sa véritable

(1) C'est nous qui soulignons. Cette lettre est citée par POUILLET. *La propriété artistique et littéraire*, III^e Edition, Paris, 1908, p. 11. Elle a été reproduite par les Goncourt dans leurs « Portraits intimes du XVIII^e siècle ».

source la richesse que retire le libraire ou l'éditeur de la publication d'une œuvre d'art ou d'un manuscrit.

En matière d'inventions brevetables, c'est bien encore le fait de procurer des avantages pécuniaires, de faire naître de nouvelles richesses, qui constitue aussi le fondement du droit reconnu à l'inventeur. Si le brevet d'invention, tel que nous le concevons aujourd'hui, est l'œuvre de la période intermédiaire, ce serait une erreur d'admettre que la loi Le Chapelier l'a créé de toutes pièces ; elle n'a fait qu'uniformiser et réglementer définitivement ce qui existait déjà. L'affirmation grandiloquente et passionnée par le chevalier de Boufflers du droit de propriété des inventeurs sur leurs inventions (1) apparaît comme une explication trouvée après coup, et ne doit tout au plus être tenue que comme une réaction, d'ailleurs excessive, contre le caractère, à la vérité, précaire, du droit antérieurement reconnu aux inventeurs, mais le fondement réel de ce droit, on le trouve tout entier dans la déclaration de 1762 (2).

Sous l'Ancien Régime, en effet, l'existence des jurandes et des maîtrises, avec leurs règlements corporatifs, disputaient aux inventeurs le droit d'exploiter leurs inventions, soit qu'ils ne fussent pas agrégés aux groupements dont relevait l'exercice de leur industrie, soit que leurs procédés, nécessairement inconnus jusque-là, ne heurtassent trop

(1) Rapporté par POUILLET. *Traité théorique et pratique des brevets d'invention*. 4^e Ed. Introduction, p. I. Voir *ibid.* l'exposé des motifs de la loi de 1791. Voir également p. XIX. Voir également sur Boufflers, p. 7 du Rapport fait au nom de la Commission du commerce et de l'industrie chargée d'examiner le projet de loi sur les Brevets d'invention par MARCEL PLAISANT, député. *Documents parlementaires*. Chambre des députés, session de 1925. Annexe au procès verbal de la séance du 9 février 1925, N° 1690.

(2) Sur l'Edit de 1762. Voir également POUILLET, *id.* § 1, p. 2 et la citation du travail de M. MALAPERT paru dans le *Journal des économistes* de juillet 1878.

ouvertement les méthodes antérieurement pratiquées qu'imposaient avec rigueur les règlements de métiers. Le système était trop rigide ; le règlement n'avait, certes, rien d'immuable, et si le groupement y trouvait son compte, il le modifiait bientôt dans le sens de l'invention, sauf à n'admettre pas dans son sein l'ingénieur inventeur, considéré comme un concurrent trop dangereux.

C'est alors qu'on remédia à ces inconvénients par le moyen de privilèges conférant aux inventeurs, nonobstant toute réglementation antérieure, le droit exclusif d'exploiter leur invention, partant de s'assurer les profits dont elle était la source. Mais cette rémunération particulière, ainsi accordée aux inventeurs, du service qu'ils rendaient à la société demeurait subordonnée à l'exploitation de l'invention. Le privilège prenait fin avec l'exploitation dont la cessation faisait présumer que l'invention ne présentait pas ce caractère d'utilité que lui attribuait son auteur. Stérile, l'invention ne justifiait plus en effet aucune rémunération spéciale.

Plus tard seulement intervint l'idée d'un marché intervenu entre la société d'une part et l'inventeur d'autre part. Vu les avantages réels ou figurés d'une invention donnée, la société a intérêt à ce que la découverte ou l'invention brevetable ne soit pas tenue secrète, le monopole d'exploitation sera conféré à l'inventeur pour prix de son secret en lui assurant pour un temps, réduit il est vrai, mais d'une façon autrement certaine, les avantages de son secret.

Or, en fait, les arguments d'équité, comme d'utilité sociale qui ont déterminé, en faveur des artistes, l'intervention du législateur, militent plus puissamment encore en faveur des savants dont la découverte ou l'invention nous est apparue comme le *primum movens* d'un double courant d'acquisitions scientifiques et de réalisations industrielles

d'un caractère indéniablement plus lucratif, que la publication d'une simple œuvre d'art ou de littérature, si goûtée soit-elle.

L'oubli complet dans lequel ont été jusqu'ici laissés ces derniers trouve peut-être son explication dans des circonstances de fait assez étrangères aux caractères spécifiques de l'œuvre scientifique comparées à ceux de l'œuvre d'art ou de l'invention brevetable.

D'une part, en effet, c'est seulement à une époque relativement récente, à peu près vers la seconde moitié du xix^e siècle, au moment où Marcelin Berthelot écrivait les lignes citées plus haut, que, sous la poussée de merveilles et innombrables découvertes scientifiques, l'industrie a connu un essor sans précédent qui a permis l'édification de fortunes considérables, et que le rôle joué par la science dans le développement de l'industrie est apparu dans son évidente netteté.

D'autre part, il ne faut pas oublier que les droits, groupés sous le nom de droits d'auteur, n'ont pas été conférés spontanément à leurs actuels bénéficiaires ; ils ont été, bien au contraire, conquis de haute lutte. Jaloux des prérogatives de leur esprit, les hommes de lettres trouvèrent dans leur plume l'arme idéale pour faire triompher leurs revendications, et les voix isolées qui se sont timidement élevées en faveur des savants sont peu de chose, en vérité, en comparaison de l'immense effort déployé par les écrivains pour le triomphe de leurs revendications. Plaidoyers, pamphlets et libelles réclamaient chaque jour plus âprement la consécration des droits des auteurs. Certains écrits jugés subversifs étaient-ils condamnés et brûlés par la main du bourreau, d'autres plus violents encore étaient publiés au mépris des

sentences rendues. Enfin, les Encyclopédistes, faisant capituler le pouvoir central, obtinrent le succès que l'on sait (1).

Il n'en reste pas moins que la situation du savant, auteur d'une découverte ou invention scientifique, au regard de l'industriel qui en exploite des applications dérivées semble très voisine de celle de l'auteur littéraire en face du libraire, à cette différence près, toutefois, que l'œuvre scientifique se trouve par hypothèse dépourvue d'utilisation pratique immédiate, quand tout au contraire le libraire n'a d'autre travail à fournir que l'impression du manuscrit tel qu'il est sorti des mains de l'homme de lettres. L'un reproduit alors que l'autre adapte. Toutefois, cette particularité ne saurait nous égarer. Si, pour être susceptible d'applications industrielles, l'œuvre scientifique appelle l'intervention d'un intermédiaire qui en révélera les possibilités d'adaptation à des fins pratiques, c'est bien la découverte ou l'invention scientifique qui, même dans sa forme théorique et abstraite, demeure à l'origine de ses applications et des bénéfices qu'elles procurent à tel point qu'on a pu considérer le savant comme étant le collaborateur de l'inventeur pour l'obtention du résultat industriel dont il s'enorgueillit. Et l'objection n'aurait quelque portée qu'en ce qui concerne l'étendue du droit à reconnaître au savant ainsi appelé à partager avec son collaborateur les profits dont il demeure la *causa remota*.

Il n'est donc pas téméraire de prétendre que le savant, lui aussi, comme l'artiste ou l'inventeur, est fondé en équité à recueillir une part des richesses qui sans lui n'auraient vu le jour.

(1) POUILLET, *op. cit.*, pp. 5 à 12 et les notes.

Certes une pareille prétention ne va pas sans soulever maintes protestations : l'on pourrait dire notamment qu'il n'y a aucune bonne raison, quelle que soit l'importance de la découverte ou de l'invention d'en récompenser son auteur, car enfin, si grand que puisse être son mérite, le savant n'a fait qu'utiliser les travaux de ses devanciers.

Sans doute, mais il en a tiré la synthèse, et pour reprendre la métaphore d'H. Poincaré il fait d'un tas de pierres une maison qui sans lui n'existerait pas, il est juste qu'il en reçoive le prix. Toutefois cette maison, un autre tôt ou tard l'eût construite ; peut-être, mais il est le premier qui en ait eu l'idée, et cette seule considération emporte le reste.

D'autres objections sont soulevées, plus sérieuses celles-là, au moins en apparence. Si l'on suppose en effet reconnu le droit pour les savants de venir au partage des bénéfices procurés par l'exploitation des applications dérivées de leurs inventions, il en résultera pour l'industrie une lourde charge, qui s'ajoutant à toutes les autres pourrait entraîner des répercussions douloureuses pour les individus comme pour les Etats, sans omettre d'ajouter qu'attirés par l'appât d'un gain immédiat, les corps scientifiques risqueraient peut-être de s'orienter vers des recherches susceptibles d'aboutir à des résultats moins spéculatifs que lucratifs. En un mot le dépérissement de l'industrie et la commercialisation de la science seraient le premier effet de la réforme envisagée.

Dans sa réponse à l'enquête menée par la société des Nations à la suite du projet de M. le Sénateur Ruffini, l'Angleterre (1), nation à la vérité plus industrielle que scientifique, s'est assez habilement retranchée derrière cette seconde

(1) Voir *infra*, p. 81.

considération pour opposer une fin de non recevoir aux sollicitations de Genève.

Ces objections nous semblent quant à nous spécieuses. On a longuement épilogué sur la commercialisation de l'art imputable, assure-t-on, à la consécration des droits d'auteur. Mais on oublie que si la possibilité de faire argent de son ciseau, de son pinceau ou de sa plume a permis l'éclosion de talents médiocres dont la production tombe aussitôt dans l'oubli, elle n'a jamais empêché, bien au contraire, le génie de s'affirmer. Dans le cas qui nous occupe la réponse est plus facile encore, car si l'on n'assure pas au savant la possibilité de tirer de son travail un profit légitime, sauf à attirer vers une demi-science des esprits mesquins, on risque, en s'y refusant de voir se détourner des laboratoires, faute d'y trouver le nécessaire, des individus d'élite. Cette commercialisation prétendue de la science même ainsi ramenée à ses justes limites semble au surplus peu à craindre en raison de l'interdépendance étroite des notions scientifiques qui, pour l'obtention de résultats immédiatement applicables à l'industrie, contraindra de s'attacher préalablement à l'étude de problèmes d'un ordre plus élevé. Le peu que l'on fera pour le savant vaut donc mieux encore que de ne rien faire du tout.

L'industrie non plus ne se trouvera pas tellement en péril du fait que les profits iront pour partie à ceux-là qui les ont rendus possibles, ce partage assurément constituera une charge, mais sera-t-elle si lourde qu'on veut bien le dire ? Cela dépend un peu de la façon dont on réalisera la réforme. A cet égard on ne peut guère parler de certitudes, en outre il faut observer que cette charge ne frapperait pas l'industrie d'une façon immédiate et brutale, les situations acquises étant bien entendues respectées. Et il faut aussi considérer que l'industrie ne manquera pas d'y trouver elle aussi son

compte : la science ainsi stimulée dirigeant l'industrie vers des activités nouvelles pour le profit commun des deux parties intéressées.

Ainsi la réforme proposée semble à la fois conforme à l'équité et, du point de vue de l'intérêt général, plutôt favorable ; l'on aurait donc mauvaise grâce, dans ces conditions, à prétendre qu'elle constituerait une ingérence insupportable de l'Etat dans les rapports entre particuliers. Cette ingérence nous la considérons comme nécessaire et bienfaisante dans la mesure seulement où, par la sanction civile et pénale qu'elle leur donne, elle consacre des droits de nature à stimuler les initiatives individuelles, la jugeant néfaste, et en conséquence la repoussant d'une façon formelle dès qu'elle tend à se substituer, pour l'exercice de ces mêmes droits, à leurs titulaires.

Reconnaissons néanmoins que cette dernière critique trouve sa justification dans certains projets instituant des caisses de récompenses à distribuer aux savants et alimentés par un supplément d'impôt prélevé sur le commerce et l'industrie, projet dont nous repoussons catégoriquement l'esprit et l'économie.

■
**

Mais alors se pose la question de savoir si la réforme attendue, est susceptible d'une réalisation juridique. A cet égard, des difficultés plus sérieuses se rencontrent.

On sait qu'en matière d'œuvres artistiques et littéraires, le législateur n'a tenu compte que des moyens dont l'auteur avait fait choix comme exprimant le plus fidèlement sa conception personnelle, et qu'il considérait comme seuls susceptibles de le faire partager. Aussi bien la loi n'a-t-elle

protégé que l'expression, phrase, contour, harmonie ou cadence, l'idée ou la conception artistique demeurant dépourvue de toute protection.

Or en matière scientifique, ce qui compte, c'est l'idée, de quelque façon qu'on l'exprime. Mais l'idée scientifique, par là même qu'elle se réduit à une représentation mathématique, vraie ou fausse, peu importe, du monde physique est exclusive des nuances presque insaisissables qui différencient entre elles les représentations esthétiques du même objet. On peut même avancer que l'idée scientifique est en quelque sorte indépendante de son expression. Nous pensons en effet pouvoir conclure de l'analyse que nous avons faite de l'œuvre scientifique qu'elle se réduit à une équation, c'est-à-dire à un rapport. Et ce rapport subsiste, identique à lui-même, de quelque manière qu'on en désigne les termes : soit l'égalité $a = b$, que le terme a) soit représenté par x), et le terme b) par y), l'égalité n'en subsiste pas moins.

Ne pourrait-on pas alors émettre quelque doute quant à la possibilité de reconnaître au savant certains droits voisins de ceux dont jouissent les auteurs d'œuvres artistiques ou littéraires, pour cette raison que le droit français n'a pris jusqu'ici en considération, dans le domaine des créations de l'esprit, que la seule forme dans laquelle a été traduite l'idée, et conclure par voie de conséquence à la faillite de la réforme envisagée, sans même parler de difficultés inextricables auxquelles on ne manquera pas de se heurter dès lors que l'on essaiera de rechercher l'idée, dans son essence toute abstraite, sous les innombrables manifestations dont elle est susceptible. Nous ne le croyons pas.

D'abord, il est très douteux que le législateur de 1793 se soit posé la question de savoir s'il y avait lieu de protéger, outre la forme dans laquelle elle a été exprimée, l'idée artis-

tique ou la conception littéraire envisagée abstraction faite de ses moyens d'expressions. La loi de 1793 a sanctionné législativement une réglementation antérieure et sans rien innover n'a guère fait que rétablir les privilèges des auteurs supprimés le 4 août 1789 (1) et que, généraliser la protection antérieurement accordée aux œuvres de l'esprit dont la reproduction industrielle ou commerciale était, pour quiconque s'y livrait, source indiscutable de profits. Ne furent ainsi protégés que les écrits, considérés dans leur matérialité, les compositions musicales littéraires ou artistiques susceptibles d'une reproduction immédiate et lucrative. Ainsi l'idée artistique ou littéraire avec ses nuances infiniment subtiles, et d'ailleurs si délicate à saisir dans son essence en dehors de ses moyens d'expression, s'est trouvée exclue des préoccupations du législateur. Ce n'est que plus tard qu'on s'est demandé si l'idée abstraite elle-même ne méritait pas la même protection.

Il est, en outre, peu exact de prétendre que le droit français ne tient jamais compte que de l'expression, abstraction faite de l'idée qu'elle traduit. Nous ne retiendrons pas même le fait que certains brevets d'inventions n'ont en réalité pour objet qu'une idée pure, pour cette raison qu'on pourrait soutenir que l'objet du brevet réside moins dans l'idée elle-même que dans l'application qui en est faite en vue d'un résultat industriel. Ainsi la lampe dite de Davy utilisée bien avant lui pour l'éclairage des maisons des indigents, n'eut pas été susceptible d'être brevetée pour les propriétés que lui découvrit Davy, si celui-ci n'avait pas indiqué les avantages réels de son emploi pour l'éclairage des galeries de mines dont la présence du grisou avait contraint d'abandonner l'exploitation.

(1) POUILLET, *op. cit.*, p. 13.

Le droit français nous offre d'autres exemples de la protection de l'idée en elle-même ; si l'on se reporte en effet à la théorie de la propriété des lettres missives confidentielles, on constate qu'un même écrit fait l'objet de trois droits distincts. On distingue en effet : 1° la propriété des *litterarum scriptarum* ; 2° Le droit d'auteur du signataire sur la forme littéraire de la lettre missive ; 3° enfin l'obligation pour le destinataire de ne pas en divulguer le contenu envisagé indépendamment des termes qui l'expriment. Obligation, dont la violation entraîne des sanctions. C'est donc bien l'idée abstraite, exprimée dans la lettre missive que le droit prend ici en considération en dehors de ses moyens d'expression ; c'est le fait seul de la répandre, de quelque manière que l'on s'y prenne, alors qu'elle doit être tenue secrète, qui entraîne une sanction. De même encore chaque fois qu'il y a violation d'un secret, secret professionnel ou secret de fabrique. On voit donc qu'à cet égard l'objection plus haut signalée n'est pas dirimante.

On a toutefois cité, d'ailleurs à un autre point de vue, dans les diverses études auxquelles a donné lieu le sujet de cet ouvrage, un jugement, rendu en 1920 par la troisième chambre du Tribunal de la Seine (1), déboutant un professeur de la Faculté de Lille d'une action en contrefaçon qu'il avait dirigée contre un ingénieur dans les circonstances suivantes. Cet ingénieur avait publié à Paris, un traité sur le moteur à explosion qui faisait une très large utilisation du cours professé par le demandeur pendant la guerre à Lille. Cette décision s'explique par les conditions un peu étroites dans lesquelles la loi a renfermé l'exercice de l'action en

(1) *Le Temps*, 10 mars 1923. *De la forme en matière scientifique*. Cité par Mlle MUNIER, *op. cit.*, p. 83 et par RUFFINI. Rapport § 3, p. 5.

contrefaçon, mais nous pouvons lui opposer un arrêt de la Cour de Rouen, du 7 juin 1849 (arrêt Collot D. P. 52.2.24) qui, il est vrai, ne semble pas avoir fait jurisprudence. Cet arrêt nous paraît néanmoins tout à fait caractéristique en ce qu'il nous montre comment on peut suivre l'idée scientifique sous ses différentes manifestations. Dans l'espèce jugée par la cour de Rouen, un traité d'art vétérinaire avait été résumé par un tiers et la vente du résumé nuisait à celle du traité. L'arrêt commence par préciser que le résumé exclut la contrefaçon littéraire, puis, et c'est ce qui fait l'intérêt de la décision, il décide néanmoins qu'il y a lieu à des dommages-intérêts au profit de l'auteur du traité, si la reproduction de ses conceptions scientifiques, même sous une forme originale, et partout exclusive de la contrefaçon, lui a causé un préjudice certain en diminuant la vente de l'ouvrage où elles étaient exposées.

Cet arrêt Collot présente encore un autre intérêt et va, s'ajoutant aux considérations qui précèdent, nous permettre d'indiquer comment nous concevons et sur quoi nous pensons pouvoir fonder le droit dont nous réclavons, au profit des savants, la consécration législative. On ne peut plus clairement affirmer, en effet, que les profits tirés par la simple relation d'une conception scientifique et, *a fortiori* de son application à des fins industrielles, doivent être rapportés en toute équité à celui qui a émis de telles conceptions; certes, d'autres problèmes plus complexes se poseront dans la pratique, mais nous croyons, vu le caractère rigoureux de l'idée scientifique, que, pour délicate qu'elle soit, leur solution n'en sera pas moins possible.



Certains auteurs, considérant plus spécialement l'effort créateur indéniable qui se retrouve à la base de la découverte comme de l'invention scientifique, ont cru pouvoir conférer aux savants un véritable droit de propriété sur leur œuvre. Mais outre qu'ils se sont vu tout aussitôt dans l'obligation de réduire à néant la portée de leur création, ils n'ont apporté à l'appui de leur thèse que des affirmations et les justifications qu'ils proposent n'en sont pas ; leur argumentation se réduit tout au plus à une pétition de principe dépourvue d'intérêt. MM. Dalimier et Gallié posent en ces termes « les fondements de cette propriété des créations de « l'esprit » (Dalimier et Gallié *p. cit.*, p. 65) pour dissiper (?) les doutes que peut concevoir l'esprit sur la possibilité de cette propriété.

« L'intelligence de l'homme, écrivent-ils, peut se manifester de deux manières bien différentes : tantôt, et c'est « de beaucoup, le cas le plus fréquent, *elle exécute un travail* qui ne réclame d'elle que les qualités d'attention et « de discernement qu'un apprentissage approprié lui a permis d'acquérir. C'est une activité du même genre que celle « que déploie le muscle éduqué d'un ouvrier, mettons d'un « artisan, pour son travail manuel. L'homme loue le travail « de son intelligence comme l'ouvrier loue le travail de ses « mains, sans ajouter quelque chose de lui-même. Tantôt, et « c'est malheureusement pour l'humanité le cas le plus rare, « l'intelligence devient *une source de production nouvelle*, « elle devine, elle imagine, elle invente, elle enfante, *elle « crée*, et le produit merveilleux de son activité, c'est *l'idée*, « force toute puissante, miracle du cerveau humain d'où découlent toutes les œuvres fécondes, et, en particulier toutes

« les découvertes et toutes les inventions. Pour nous le droit
« de propriété naît avec l'enfantement de l'œuvre et il y a
« lieu d'élargir sa conception en établissant un lien entre
« l'homme et la création de son esprit. Conteste-t-on à
« l'homme la propriété de ses goûts, de ses sentiments, de
« sa raison » ? Telles sont les vues... originales de MM. Dalimier et Gallié. Malheureusement le mot propriété, dans la langue du droit revêt un sens un peu spécial et tout différent. Leur principal argument se réduit en fait à un simple jeu de mots résultant d'une confusion entre ce qui est propre et ce dont on est propriétaire. Sans même se référer aux éléments fondamentaux du droit de propriété, on est contraint de reconnaître qu'une chose, même immatérielle, telle qu'une universalité, ne peut être l'objet d'un droit de propriété qu'autant qu'elle est susceptible d'appropriation, c'est-à-dire de possession, de jouissance exclusive. Or, de par sa nature même, l'idée n'est pas susceptible d'appropriation, d'elle aussi l'on peut dire que c'est un

*Pain merveilleux qu'un Dieu partage et multiplie...
Chacun en a sa part, et tous l'ont en entier.*

Avant même de l'avoir exprimée, celui qui a conçu une idée peut-il se flatter d'être seul à la « posséder » ? Quelle assurance peut-il avoir que nul autre cerveau ne l'a déjà conçue avant lui ou ne la concevra quelque jour ?

M. Vignerón s'est efforcé de justifier le droit de propriété du savant sur son œuvre d'une façon plus juridique en invoquant, par analogie, la théorie de l'occupation (1). Mais l'occupation ne constitue un mode d'acquérir la propriété qu'au-

(1) VIGNERON. *Essai sur la protection de la propriété scientifique*. Thèse pour le doctorat. Tulle, 1925, pp. 41 et s.

tant que l'objet occupé est lui-même susceptible de propriété et c'est ce qu'il ne nous montre pas pour ce qui est de l'idée. D'ailleurs, peut-on parler de l'occupation d'une idée?

C'est donc à juste titre que Mlle Munier a complètement repoussé cette conception de la possibilité d'un droit de propriété sur l'idée. « C'est un sentiment instinctif de justice, » écrit-elle, qui nous dit que tout apport intellectuel comme « de toute autre nature, doit être rémunéré directement dans « la mesure même de sa valeur. » (1). Mais cette argumentation, nous l'avouons, ne nous convainc pas, et n'apporte, au problème du droit à reconnaître aux savants aucun élément de solution en ce qu'elle présuppose définie une chose indéfinissable : la valeur de l'apport intellectuel.

Nous aurions aimé savoir ce qui fait la valeur d'une idée et comment on la mesure, de manière à lui proportionner la rémunération équitable que postule l'apport intellectuel. Mais de ceci, Mlle Munier ne nous dit pas un mot et nous ne saisissons pas nettement quel pourrait être le critérium de la valeur de l'idée pure.

Peut-on dire qu'elle doive être en fonction des efforts qu'elle a coûtée? nous ne le croyons pas possible, car en outre des difficultés inextricables que soulèvera l'appréciation de ces efforts et leur évaluation en argent, on doit convenir qu'une fois sortie du cerveau de son auteur, l'idée scientifique semble en quelque sorte douée d'une vie propre absolument indépendante du plus ou moins grand mérite de son

(1) *Op. cit.*, p. 39. Les conceptions de Mlle Munier sur le fondement des droits du savant semblent à la vérité un peu flottante. Un peu plus loin, *op cit.*, p. 59, note 3, elle cherche à rémunérer un enrichissement social. D'ailleurs, elle indique, au début de son ouvrage, p. 24, que le meilleur moyen de faire accepter la conception juridique du droit des savants est d'en montrer les possibilités de réalisation pratique.

auteur. Au surplus, ce serait refuser toute valeur aux illuminations du génie. Car, ici non plus, le temps ne fait rien à l'affaire, au moins dans certains cas.

Il ne saurait être davantage question d'apprécier d'une manière générale la valeur de l'idée du point de vue de la morale. Il est trop d'idées, en matière scientifique notamment, qui échappent à sa juridiction. Si par ailleurs on tentait d'apprécier la valeur morale d'une idée d'après l'usage qui en est fait, on se trouverait aussitôt devant un problème insoluble à cause de l'infinie diversité des cas particuliers, sans compter qu'il pourrait arriver que la rémunération se traduisît par des représailles en vertu même du sentiment instinctif de justice qu'on invoque.

Essayons de remplacer les notions du bien et du mal par celle du vrai et du faux. La solution du problème ne sera pas plus avancée. La réalité ou la fausseté d'une hypothèse scientifique n'apparaît pas du jour au lendemain et sa vérification absolue, peut-être impossible, reculerait indéfiniment la rémunération attendue par son auteur. N'oublions pas non plus que, même fausse, une idée scientifique ne laisse pas parfois d'être féconde par les réactions qu'elle provoque.

Faut-il alors parler de valeur économique de l'idée scientifique ? Mais, ainsi que l'a très justement remarqué M. Vigneron (1), l'idée, même scientifique, n'a pas de valeur marchande par elle-même. Les applications dont elle est susceptible sont plus ou moins lucratives, l'idée scientifique plus ou moins féconde en applications, mais elle n'en demeure pas moins économiquement parlant sans valeur intrinsèque.

(1) VIGNERON. *Op. cit.*, p. 49.

★★

Nous ne croyons pas, quant à nous, qu'on puisse trouver dans l'œuvre scientifique la justification d'un droit sur l'idée aboutissant à un monopole d'utilisation devant lequel, au surplus, reculent les partisans même du droit de propriété sur l'idée, en s'empressant de l'assortir de licences obligatoires qui paralysent heureusement les conséquences de leurs principes. Nous ne croyons pas davantage qu'il faille considérer l'œuvre scientifique comme susceptible de servir de base à des transactions quelconques. Et nous pensons qu'il est préférable de s'attacher aux faits plus qu'à de théories plus ou moins imprégnées de philosophie par lesquelles on s'efforce, généreusement d'ailleurs, de donner aux savants la situation prépondérante à laquelle la dignité comme la qualité de leurs travaux leur donne droit.

Si les considérations qui vont suivre semblent empreintes d'un positivisme un peu étroit, nous n'y avons été conduit que par le désir de soustraire le plus possible le droit que nous désirons voir reconnaître aux savants aux critiques d'ordre théorique dont il ne manquera pas néanmoins de faire l'objet.

L'œuvre scientifique, nous l'avons montré, demeure à la base des réalisations industrielles fondées sur la connaissance des lois physiques dont elle dégage les termes. Il s'ensuit que le savant peut être considéré comme *la causa remota* des profits que procure l'exploitation de ces applications dérivées de l'œuvre scientifique. Il nous a donc paru préférable afin de déterminer avec précision les rapports à établir entre savants d'une part, et tous tiers utilisant leurs travaux, de l'autre, de faire appel à une notion voisine de la théorie de l'enrichissement sans cause. Nous disons seulement voisine.

La théorie classique n'admet, en effet, l'enrichissement sans cause qu'autant que l'augmentation d'un patrimoine résulte de l'amoindrissement corrélatif d'un autre patrimoine, lequel amoindrissement fait ici défaut quelle que soit l'étendue des profits que le savant aura permis de recueillir à l'usager de sa découverte ou de son invention théorique.

La notion classique de l'enrichissement sans cause, dégagée dans un ordre écomomique et social profondément différent du nôtre, apparaît d'ailleurs aujourd'hui singulièrement vieillie et la jurisprudence que ne guide en cette matière aucun texte de loi a su lui donner une extension coutumière remarquable. Ce n'est plus seulement l'appauvrissement matériel d'un patrimoine au profit d'un autre qui fonde l'action de *in rem verso*. Cette action tend à devenir, d'une façon générale, la sanction de la règle que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui. La théorie classique a ainsi subi une évolution comparable à celle de la gestion d'affaires dont le champ d'applications s'est considérablement accru. Et la Cour de Cassation (Req. 15 juin 1892 D. P. 92-1-596) en est venue à décider : « Que l'action de *in rem verso* « n'ayant pas fait l'objet d'une réglementation législative, et « dérivant du principe d'équité qui défend de s'enrichir « aux dépens d'autrui, il s'ensuit que son exercice n'est sou- « mis à aucune condition déterminée et que, pour sa rece- « vabilité, il suffit que la partie qui l'intente allègue l'exis- « tence d'un avantage qu'elle aurait par un sacrifice ou « par un fait personnel procuré à celui contre lequel elle « agit. »

Mais la théorie classique n'a-t-elle pas, en outre, été entendue par la loi elle-même à des cas qui ne coïncidaient pas exactement avec ses cadres un peu étroits.

La loi du 6 novembre 1918, modifiant et complétant la

loi de 1841 sur l'expropriation, permet à l'autorité expropriante d'obtenir le paiement d'une indemnité, fixée par le jury d'expropriation, de tous les propriétaires ou autres intéressés dont les fonds ou les entreprises bénéficient, à raison des travaux publics entrepris, d'une plus-value dépassant d'au moins quinze pour cent la valeur primitive de leur fonds.

La loi de 1807 sur l'expropriation, sans préciser le montant de la plus-value, contenait déjà une disposition analogue.

Il a paru choquant au législateur qu'un tiers puisse profiter gratuitement des travaux effectués non pas spécialement pour lui mais pour la collectivité et dont il retire néanmoins un avantage personnel particulier (1).

Or, pour reprendre le mot de Kant, si toute nouvelle découverte ou invention constitue un service rendu à la société en ce sens qu'elle augmente indiscutablement la somme des connaissances humaines, si elle constitue un nouveau jalon dans le chemin du progrès, elle ne constitue qu'un service en quelque sorte médiateur rendu à la société, mais c'est bien un service immédiat que rend son auteur au commentateur qui la divulgue, comme à l'industriel qui l'adapte, pour son plus grand profit, à la satisfaction d'intérêts matériels, et ce service est assurément comparable à l'avantage particulier procuré à quelques personnes par des travaux entre-

(1) M. le Professeur BARTHÉLEMY (exposé des motifs de sa proposition de loi. *Documents parlementaires* 1922. Annexe 4233, p. 3) a noté lui aussi que le droit postulé par les savants repose effectivement sur une idée d'enrichissement sans cause. Mais il s'est malheureusement abstenu de développer cette idée. « Si par son activité intellectuelle, écrit-il, un homme a permis des bénéfices qui *auraient été impossibles sans lui*, la justice exige qu'il obtienne une part de ces bénéfices. »

Mlle MUNIER, *op. cit.* p. 59, note 3, s'écarte au contraire de cette idée, en considérant que la découverte ou l'invention ne constitue qu'un enrichissement *social*.

pris pour la collectivité dans l'intérêt général, en dehors de toute considération personnelle. C'est d'ailleurs bien cette notion d'une sorte d'enrichissement sans cause qu'on retrouve tant dans la lettre du Roi Louis XVI (1) que dans la déclaration de 1762. Et c'est aussi cette motion qui nous guidera dans la détermination des droits à reconnaître aux auteurs de découvertes ou d'inventions à l'encontre de tous ceux qui en peuvent tirer un particulier profit.

C'est donc sur un terrain en quelque sorte quasi contractuel qu'il faudra, selon nous, se placer, sans pour cela répudier néanmoins d'une façon complète ce droit moral que Mlle Munier désigne sous le nom de droit à l'honneur de la découverte donnant à tout auteur le moyen de s'opposer à ce qu'un tiers revendique comme sienne sa propre découverte. Mais dans notre conception, le droit au nom ou à l'honneur de la découverte n'est qu'un aspect particulier du droit du savant. Réclamant un paiement, il devra produire son titre, c'est-à-dire le lien qui l'unit à son œuvre. Ce lien, nous montrerons plus loin comment nous pensons qu'il doit s'établir. Il est donc équitable de lui donner le moyen de défendre son titre contre les atteintes dont il peut être l'objet.

En revendiquant l'honneur de sa découverte, en assurant à celle-ci la survivance de son nom, le savant ne fera en réalité que sauvegarder son titre. Il ne peut donc être question de lui conférer de droits distincts, droit pécuniaire et droit à l'honneur. Formule généreuse certes, mais trop peu rigoureuse pour la langue du droit et peut-être aussi trop dénuée de fondement juridique.

Certes, un pareil fondement assigné au droit des savants semble s'écarter des conceptions individualistes qui ont pré-

(1) Voir *supra*, p. 42.

sidé à l'élaboration de notre Code civil. Il rejoint en effet le fondement historique dégagé des droits d'auteur et des droits de brevet conçus sous l'empire d'une législature plus paternelle disent les uns, plus socialiste prétendent les autres, mais qui, en définitive, s'opposait aux excès des initiatives individuelles. Dans le domaine des faits, la raison du plus fort est toujours la meilleure, mais le droit a précisément pour but d'atténuer la brutalité des faits et de les soumettre à des règles de justice et d'équité.

Mais il faut en toute chose observer une juste mesure, de même que poussé à l'extrême l'individualisme aboutit à l'anarchie née de l'antagonisme, d'égoïsmes sans frein, de même il serait dangereux d'étendre à l'infini cette notion d'enrichissement sans cause. On risquerait, si l'on ne prenait garde, d'en limiter le fonctionnement au cas où l'enrichissement peut être apprécié d'une manière immédiate et concrète, de ruiner tout esprit d'initiative individuelle et d'aboutir à un collectivisme absolu dans ses effets autant que mortel dans ses conséquences. Dans le cas particulier qui nous occupe, le savant qu'on a pu comparer, ainsi que nous l'avons rappelé, au collaborateur de l'industriel, coopère d'une façon immédiate et tangible presque aux exploitations industrielles dont le projet lui échappait jusqu'alors — *sic vos non vobis...* s'écriait à son tour M. Joseph Barthélemy dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi, en appelant de ses vœux le jour où le savant pourra enfin retirer de ses travaux une rémunération correspondante à leur importance et à leur fécondité.

Nous pensons ainsi avoir montré que la situation inférieure faite au savant ne s'explique guère que par des raisons contingentes, de temps ou de routine, et que la réforme

approche de la maturité, sans laquelle les fruits en demeureraient hâtifs et peut-être stériles.

On objecte encore les complications inextricables qu'entraînerait la sanction législative du droit dont nous pensons avoir montré les fondements d'équité. Nous serions presque tentés d'écrire, de droit naturel. La réponse, ici, dépend de la façon dont sera réglementé l'exercice de ce droit. Certes la tâche est difficile mais sa difficulté même la rend pleine d'attrait. Elle fait l'objet de la seconde partie dans laquelle, forts du bon droit des savants, nous nous efforcerons de rechercher les moyens de faire triompher leurs légitimes aspirations.

Les objections d'ordre théorique que soulève sa reconnaissance ont été esquissées au cours de l'introduction de cette étude. Il faut maintenant reprendre en détail les objections d'ordre pratique qu'on n'a pas manqué pareillement de formuler à l'encontre du droit des savants.

Cet examen n'aura pour seul objet d'en mesurer la portée, mais il tendra bien plus à rechercher le moyen de les écarter et surtout d'ajuster les éléments d'une technique juridique propre à mettre pratiquement en œuvre les données théoriques précédemment dégagées.

DEUXIÈME PARTIE

LE DROIT DE PRIORITÉ SCIENTIFIQUE

Il importe peu, lorsqu'il s'agit de réaliser une réforme, de n'en apporter que des justifications théoriques nécessaires, elles sont à elles seules impuissantes à déterminer l'adoption de la réforme envisagée, si l'on n'indique pas, en même temps, les possibilités de réalisation dont elle est susceptible.

Mais si, comme nous l'avons vu, il est relativement aisé de rattacher à un fondement acceptable le droit réclamé pour les savants de se prévaloir de leurs découvertes ou de leurs inventions, à l'encontre de ceux qui en tirent profit, du fait que les mêmes découvertes ou inventions constituent pour ceux-ci une source indéniable de richesse, il est infiniment plus délicat d'imaginer les moyens propres à assurer l'exercice de ce droit d'une nature un peu spéciale.

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION INTERNE OU INTERNATIONALE

Le développement rapide et continu des relations internationales, l'extension, par delà les frontières, des transactions commerciales dans le cours et surtout vers la fin du xix^e siècle, ont éveillé entre nations le désir de mettre en harmonie, dans leurs dispositions essentielles, leurs législations respectives afin de favoriser les échanges. C'est ainsi qu'on assiste, à la fin du siècle dernier, à la réunion de conventions internationales qui, si elles ne sont pas parvenues, espoir chimérique, à fondre les lois nationales en un code uniforme dont l'adoption aurait supprimé toute possibilité de heurts, elles ont eu, du moins, pour effet d'aboutir à des accords limités, il est vrai, mais dont les avantages n'ont pas tardé à s'affirmer d'une manière indiscutable, soit qu'ils posent des principes généraux dont l'application rend plus aisée la solution des conflits de lois, soit qu'ils préviennent, par des mesures appropriées et consenties d'un commun accord, la naissance même de certains conflits.

Il ne faudrait pas toutefois se méprendre sur la raison profonde de ces accords et n'y voir que l'expression d'un désir d'harmonie et de simplification. Il n'y a pas que des rivalités politiques entre Etats et, pour n'être pas sanglantes,

les autres n'en sont pas moins âpres. Or, si l'on veut éviter des surprises dans le domaine des relations économiques entre états, il faut avant tout poser les règles du jeu. Ici le nombre des joueurs sera garant de leur observation, la contrainte réciproque diminuant les chances du recours à la force brutale.

Il n'est donc pas surprenant de constater que l'effort des nations ait porté tout d'abord sur certains points où précisément la concurrence étrangère s'avérait grosse de conséquences. Les grandes conventions de Berne et de Paris sur la propriété artistique et littéraire et sur les brevets d'invention, les arrangements de Madrid n'ont en réalité pour objet que d'assurer la sauvegarde des patrimoines respectifs, intellectuels et industriels des Etats signataires. Le droit n'est qu'un moyen, le plus élégant, d'atteindre ce but.

Tel est bien, d'ailleurs, dans ce cas qui nous occupe, le sentiment que l'on retrouve au fond des arguments qu'on invoque en faveur de la réglementation par une convention internationale du droit pour les savants de tirer profit de leurs œuvres. Et ces arguments se trouvent renforcés par le fait qu'aucun pays n'a admis jusqu'ici un pareil droit. L'exemple de l'Italie est en effet trop récent encore qu'il puisse en être fait état sur ce point.

Tout le monde s'entend d'ailleurs sur la nécessité d'une réglementation internationale sans laquelle la protection accordée au savant serait fatalement insuffisante. Les frontières qui limitent l'exercice de son droit n'arrêteront pas l'essor de sa découverte ou de son invention, pour le plus grand profit des industries étrangères qui l'utiliseront d'une façon

toute gratuite, si même la concurrence étrangère sur le marché extérieur, peut-être aussi sur le marché intérieur, n'entraîne pas un dépérissement de l'industrie nationale au plus grand dommage du pays initiateur, comme aussi du savant dont le profit se trouvera par là même sensiblement réduit.

De même, en cas de reconnaissance simultanée ou successive par plusieurs pays, pris isolément, du droit de priorité scientifique, on verrait en l'absence de tout accord entre ces pays novateurs, s'élever des conflits de lois infiniment délicats dont les espèces qui se sont présentées en matière de brevets d'invention ou de droits d'auteur, antérieurement aux conventions citées plus haut, ne donnent sans doute qu'une faible idée, tant sont délicats les problèmes que soulève la réglementation du droit des savants.

L'on en est venu, dans ces conditions, à se demander s'il ne convenait pas mieux, préalablement à toute initiative nationale, « de s'accorder sur le point de vue législatif par « une convention unique, appliquée séparément par les tribunaux des pays contractants » (Vigneron, *op. cit.* p. 72 *in fine*). Car enfin, « il est de toute évidence que le centre de « gravité du système protecteur des droits en question (droits « d'auteurs et brevets d'invention) se déplace rapidement en « passant du terrain national au terrain international » (Ruffini, Rapport à la Commission de coopération intellectuelle près la Société des nations, § 8, p. 13 *in fine*). Pourquoi dans ces conditions ne pas brûler l'étape de la réglementation nationale préalable, supprimer les tâtonnements et les hésitations et construire d'emblée un édifice homogène et durable? On a suffisamment reproché aux conventions de Berne et de Paris de n'être que des mosaïques de textes disparates et de ne constituer en définitive que des monuments de casuistique juridique appelant des révisions périodiques. Ici des

législations nationales préexistantes ne viendraient pas entraver l'effort des législateurs internationaux.

La conception est séduisante, mais sa réalisation délicate, aussi bien ses partisans ne se dissimulent pas les obstacles qu'elle pourra rencontrer. Lors des conventions de Berne et de Paris... « Il s'agissait simplement comme le disait « M. Droz dans le discours déjà cité (discours prononcé par « M. Numa Droz, président du Congrès de Genève, le « 18 septembre 1886) de prendre la moyenne des législations « existantes, faire arriver jusqu'à ce point les Etats encore « en arrière, sans obliger d'ailleurs les autres à rétrograder, « ni empêcher qui que ce soit d'aller de l'avant dans le sens « d'une protection plus grande du droit d'auteur ». Dans « notre cas, il s'agit, au contraire, de faire accepter par « toutes les législations un principe qu'elles ont jusqu'à présent exclu, ou explicitement ou implicitement, ou tacitement mais, en tout cas, d'une manière également tranchante. Il s'agit, difficulté bien plus inquiétante encore, « de rallier à la nouveauté juridique que nous proposons « tout le vaste et complexe monde des magistrats et des praticiens qui seront naturellement portés à tirer parti du « moindre défaut dans l'application pour nous opposer sans « plus une fin de non recevoir. » (Ruffini, Rapport § 12, p. 19.

Sans relever ce qu'a de peu flatteur pour les magistrats et les praticiens la crainte exprimée par M. le sénateur Ruffini, il faut reconnaître que ses autres appréhensions sont justifiées. L'on doit cependant constater que les circonstances actuelles se prêtent tout particulièrement à des échanges de vues entre nations. « La tendance de plus en plus dominante « est en faveur de l'internationalité (1). » Les Etats ci-devant

(1) RUFFINI, *op. cit.*, p. 13.

belligérants, et quoiqu'à un degré moindre sans doute, ceux qui sont demeurés neutres sont animés, semble-t-il, d'un immense désir de paix d'où l'on peut, sans optimisme excessif, et en s'en tenant aux seules déclarations officielles, attendre des concessions réciproques, d'autant mieux consenties que chaque pays contractant y trouverait en définitive son compte. Et puis il existe aujourd'hui un organisme qui, précisément, assure d'une façon permanente entre la plupart des Etats du monde la liaison qui manquait autrefois. Mlle Munier (1) a très finement remarqué que la solution des problèmes d'ordre politique, dont on évite d'ailleurs de résoudre les plus irritants, par l'ingénieux moyen du renvoi aux commissions, ne suffisait pas à occuper l'activité de la société des nations. Elle se doit, en effet, de justifier le nombre imposant de ses ministres. Il lui appartenait sur ce point de prendre une initiative. Elle n'y a pas manqué. Sur l'invitation de la commission de coopération intellectuelle, M. le professeur Ruffini, sénateur du royaume d'Italie, le 1^{er} septembre 1923, a déposé sur le bureau de la Commission de coopération intellectuelle un projet de convention détaillée en 23 articles, faisant suite à un rapport minutieux sur la question (2).

*
**

Nous ne prétendons pas, vu la haute autorité qui s'attache au nom de M. le Sénateur Ruffini, faire la critique détaillée de son travail. Mais nous remarquerons seulement quant à

(1) *Op. cit.* Voir *infra* la note de la p. 10.

(2) RUFFINI. Rapport sur la propriété scientifique, élaborée au nom de la Commission de Coopération intellectuelle près la Société des Nations. (Série des documents annexes de la S. D. N., A. 38, 1923, XII. Paris, Berger-Levrault, 1923.

présent que le principe même d'une convention internationale du droit de priorité scientifique n'a pas rencontré que des approbations.

M. le Professeur Ernest Röthlisberger, directeur des Bureaux Internationaux Réunis de la propriété industrielle, littéraire et artistique de Berne, écrivait dans le *Droit d'Auteur*, organe de ces bureaux (année 1923, pp. 5 et s.). « Jamais jusqu'ici, un progrès de cette nature n'a été réalisé « directement par la voie internationale. Chaque réforme a « dû être expérimentée et éprouvée dans plusieurs pays. « Lorsqu'elle a vaincu les obstacles dans un rayon limité, elle « a trouvé des imitateurs ailleurs et a passé ensuite dans les « relations entre peuples. Le droit de suite, adopté en France « et en Belgique, en faveur des artistes, devra d'abord faire « ses preuves dans ces deux pays, et être recommandé dans « les congrès privés avant qu'il puisse être question d'en « faire un article d'une convention internationale. L'évolu- « tion est, à cet égard, extrêmement lente. Il ne faut pas « violenter le temps, telle est la grande règle de sagesse « dans la vie internationale. Après un stage parfois long, « viendra, pour toute réforme, un moment propice qu'il « faudra saisir. Cette règle s'appliquera aussi à la transfor- « mation des notions sur la propriété scientifique. »

De ce qu'il juge, avec raison sans doute, peu concluant l'exemple tiré du droit de suite (1), M. le Sénateur Ruffini n'en a pas pour cela réfuté l'objection et son argumentation se réduit presque exclusivement à un acte de foi dans les tendances à l'internationalité en matière de propriété artistique, littéraire et industrielle. Mais ces tendances sont moins marquées qu'il ne le supposait.

(1) RUFFINI. *Op. cit.* Rapport § 8, p. 12.

Les réponses d'ailleurs peu nombreuses faites par les Etats consultés au questionnaire qui leur a été adressé par la Société des Nations après l'adoption du projet Ruffini par la Commission de coopération intellectuelle sont, à cet égard, dignes d'être notées (1). Presque toutes, elles donnent raison à M. Röthlisberger, et témoignent vis-à-vis de l'idée d'une convention internationale préalable à toute réglementation nationale, d'un enthousiasme très relatif. A la vérité, elles le repoussaient presque unanimement et, en tout cas d'une façon très nette. Si en effet l'on excepte les Etats-Unis d'Amérique (2), la République Dominicaine (2), le Pérou (2), le Guatemala (2), le Siam (2), et l'Irlande (3) qui se contentent d'accuser réception de la lettre du secrétaire général de la Commission de coopération intellectuelle, on ne trouve guère que dans les réponses des Gouvernements de l'Inde (5) et du Mexique (5) l'acceptation du principe d'une Convention Internationale initiale. Le Gouvernement Néerlandais (6) se prononce nettement dans le sens d'une adaptation préalable de la législation nationale précédant l'établissement d'une convention internationale. De même la Hongrie (7) et le Japon (8) qui prend position plus nettement encore et considère comme

(1) Série des documents annexes de la Société des Nations, Commission de coopération intellectuelle. Propriété scientifique A-29, 1924, XII. A 29 (a), 1924 XII ou C. 600 M. 208, 1924, XII et C. 217 M 74, 1925 XII. Paris, Berger-Levrault, 1924 et 1925.

(2) Documents annexes de la Société des Nations. Propriété scientifique A 29, 1924 XII, p. 4.

(3) Documents annexes de la Société des Nations. Propriété scientifique C. 217. M. 74, 1925, 12, p. 3.

(4) *Id.* A 29, 1924, XII, p. 7.

(5) *Id.* A 29, 1924, XII, p. 4.

(6) *Id.* A 29, 1924, XII, p. 6.

(7) *Id.* C. 217. M. 74, 1925, XII, p. 3. La conférence des juges généraux de Hongrie de 1861 posait déjà, art. 23, le principe de la protection des œuvres scientifiques.

(8) *Id.* A. 29 (a), 1924, XII, p. 1.

tout à fait prématurée la réunion d'une convention internationale.

Par l'organe de l'Académie des Lincei (1) qui donne ainsi raison en partie à M. le Professeur Cesare Vivante (2), l'Italie considère que le projet Ruffini doit être largement revu au point de vue technique et juridique et « émet le vœu » qu'en attendant, le Gouvernement du Roi étudie les moyens « d'encourager et de récompenser le travail scientifique (3) ». On sait que la réalisation de ce vœu est aujourd'hui chose faite, et qu'une loi italienne récente étend les droits d'auteurs à toute découverte ou invention scientifique dépourvue de toute utilisation pratique immédiate. Le Gouvernement Autrichien (4) tout en appréciant les motifs qui ont inspiré le rapport du Sénateur Ruffini déclare quant à lui et à son regret, dans l'impossibilité d'adhérer au projet de convention internationale. Les charges qu'entraînerait son adoption pour l'industrie autrichienne et dont on ne peut prévoir, même approximativement la portée, lui semblent ne pouvoir être supportées par la jeune République d'Autriche, dans les conditions économiques où elle se débat actuellement.

La réponse du Gouvernement Britannique (5), contient des considérations non moins subjectives et aussi peu favorables à l'adoption du projet. Il juge peu désirable pour lui de coopérer à une Convention Internationale, et l'argumen-

(1) *Id.* A. 29, 1924, XII, p. 7.

(2) G. VIVANTE. *La propriété scientifique devant la Société des Nations*. Extrait des *Annales de Droit commercial français, étranger et international*, 1924, N° 2. Tirage à part. Paris, Rousseau, 1924.

(3) Série des documents annexes de la S. N. D. Commission de Coopération intellectuelle. Propriété scientifique A 29, 1924, X, p. 7.

(4) Série des documents annexes de la Société des Nations. Commission de Coopération intellectuelle. Propriété scientifique A. 29, 1924, XII, p. 5.

(5) *Id.* p. 6.

tation développée dans le rapport du Sénateur Ruffini ne lui semble pas convaincante. La science anglaise, lisons les savants anglais, n'a pas besoin de la protection qui lui est offerte, des subventions largement accordées, assurent à ses serviteurs les moyens d'une existence confortable. La perspective d'un gain, proportionné à l'importance des utilisations pratique de leurs travaux serait au surplus de nature à pousser les jeunes savants vers des recherches moins scientifiques que pratiques, ce qui serait un désastre. Mais surtout la répugnance de l'Angleterre, pays de réalisateurs plus que d'inventeurs, à faire peser sur l'industrie un tribut quelconque, se trahit dans ces objections toutes théoriques qu'elle formule à l'encontre du droit de priorité scientifique.

Il semble encore nécessaire au Gouvernement Suédois (1), étant données les circonstances actuelles, que les litiges entre l'auteur d'une découverte et le détenteur d'un brevet soient réglés séparément pour chaque pays. Quant à la Belgique (2), si elle donne son adhésion au principe du droit de priorité scientifique, elle évite de se prononcer sur la question qui nous occupe, de même le Danemark (3).

Enfin, tout en souhaitant de voir donner à certains savants la possibilité de retirer un profit matériel de leurs découvertes ou inventions purement scientifiques, la Finlande (4) accompagne sa réponse de telles réserves qu'elle

(1) Documents annexes de la S. D. N. Commission de coopération intellectuelle. Propriété scientifique A. 29 (a), 1924, XII, p. 1.

(2) *Id.* A 29, 1924, XII, p. 4.

(3) *Id. ibidem.*

(4) *Id.* C. 217 M. 74, 1925, XII, p. 1. Le gouvernement finlandais considère que « admis le principe de la même protection de toute « création intellectuelle, il faut reconnaître que l'application intégrale de ce principe n'est guère possible, car, dans la plupart des « sciences, l'activité de leurs adeptes ne peut conduire directement « à des applications pratiques, même alors que les résultats scientifiques ont pour conséquences des profits économiques importants. » Et la réponse du gouvernement finlandais cite le cas de

peut être, ou peu s'en faut, considérée comme une fin de non recevoir. Telle est la faveur avec laquelle a été accueillie l'initiative de la Société des Nations, malgré la tendance à l'internationalisme sur laquelle se fondaient tant d'espoirs.

Car ce qu'il faut retenir de ces réponses, et ce sur quoi elles sont unanimes, c'est la nécessité impérieuse d'un complément d'études et d'informations sur l'opportunité comme sur la possibilité de l'organisation du droit. Et sur ce point on perçoit avec une extrême netteté la difficulté que présente une réglementation internationale dépourvue des enseignements tirés d'initiatives nationales. Si, comme nous l'écrivions plus haut, les circonstances actuelles se prêtent admirablement à des échanges de vues entre nations, encore faut-il que ces nations aient, sur ce point, des idées précises ; or elles n'en ont pas. C'est le saut dans l'inconnu qui les

doctrines économiques ou autres qui sont susceptibles de donner un essor nouveau à la vie économique ; elle ajoute que nombre de sciences, histoire, philosophie, linguistique, sociologie, jurisprudence (*sic*) ne sont susceptibles d'engendrer aucun profit économique.

Aussi bien n'entendons pas protéger les acquisitions scientifiques qui n'engendrent aucun profit économique. Nous avons eu soin de préciser d'ailleurs que notre étude ne visait que les sciences naturelles (voir *supra* p. 13 et *infra* pp. 126 et s. et que seules devaient être protégées les découvertes et inventions qui pouvaient être considérées comme constituant, vis-à-vis de celui qui en tire des applications pratiques, commerciales ou industrielles, une espèce d'enrichissement sans cause.

Le gouvernement finlandais hésite encore devant les difficultés qu'entraînerait l'application du principe de la protection de l'œuvre scientifique quant à la détermination de la priorité de la découverte ou de l'invention et à la perception de la redevance, à la solution des conflits ; il conclut en conséquence, si le principe doit être adopté, à l'institution d'une Caisse de récompenses imitée du système de M. Gariel, de préférence à la reconnaissance d'un droit individuel au profit du savant.

Rien ne fait ressortir plus clairement le vice fondamental de la méthode préconisée par M. le sénateur Ruffini et la nécessité, préalablement à toute convention internationale, de recourir à des expériences nationales permettant l'élaboration raisonnée d'un statut international du droit des savants.

effraye. La Commission de coopération intellectuelle l'a fort bien senti elle aussi, et son rapport sur les travaux de ses 3^e et 4^e sessions (cité dans la *Propriété Industrielle* de Berne, année 1925, pp. 57 et 58) dénote qu'elle n'a plus la même confiance dans la possibilité d'une réglementation internationale initiale du droit des savants. « Il semble bien, y lit-on, « que les circonstances actuelles ne sont pas encore très « favorables à l'idée d'une convention internationale. Il con- « viendrait peut-être *de procéder par étapes*, (c'est nous qui « soulignons), et d'étudier en tous cas, de très près une autre « solution, présentée à la fois, avec de certaines variantes, « par M. de Torres-Quevedo, les Bureaux de Berne et l'Union « catholique d'études internationales, application d'un sys- « tème de récompenses substitué à l'exercice d'un droit indi- « viduel entre savants et réalisateurs. *Il s'agirait d'organiser « la protection scientifique d'abord nationalement* ». Nous soulignons à dessein le dernier membre de phrase. Il a son importance et permet, en considérant l'autorité qui s'attache à l'institution dont il émane, de conclure à l'impossibilité actuelle de rompre avec les traditions, en créant d'emblée un droit nouveau applicable à toutes les nations indistinctement sans le secours d'essais préalables par ces mêmes nations prises individuellement.

Faut-il s'en plaindre ? Nous ne le croyons pas quant à nous et nous pensons même tout au contraire qu'il eût été regrettable qu'il n'en fût pas ainsi. Car enfin, sans nier aucunement les avantages incalculables d'une réglementation internationale, dont tout le monde, au surplus, reconnaît l'indispensable nécessité et que nous souhaitons très sincèrement de voir aboutir dans un avenir le plus rapproché possible, les faiblesses de la méthode proposée par la Commission de coopération intellectuelle sautent aux yeux.



Les réponses faites au questionnaire de la Commission de coopération intellectuelle montrent que, même en dehors de toute réglementation législative, certains des pays favorables au principe du droit de priorité scientifique, et ils sont la grosse majorité, ont déjà sur son mode d'exercice, des idées arrêtées, sinon tout à fait précises, exclusives du surplus les unes des autres. La difficulté la plus inquiétante, pour reprendre les expressions de M. le Sénateur Ruffini citées plus haut (1), ne serait peut-être donc pas tant de faire admettre par toutes les législations le principe d'un droit qu'elles ont, jusqu'à présent, refusé de sanctionner, mais bien « de prendre la moyenne de leurs conceptions respectives ». C'est ici que le défaut de toute expérience nationale se ferait sentir le plus vivement. Des conceptions purement théoriques s'opposeraient, appuyées d'arguments purement théoriques eux aussi, dans des conditions telles que chacun risquerait de demeurer éternellement sur ses positions primitives, faute d'exemples jurisprudentiels propres à infirmer ou à confirmer les théories antagonistes, ou tout au moins capables d'atténuer ce qu'elles ont d'excessif dans leur intransigeance doctrinale (2).

Supposons néanmoins ces obstacles franchis ou tournés par le secours de quelque biais ; les puissances contractantes sont tombées d'accord sur un texte qui a su rallier l'unanimité des suffrages. Encore faut-il maintenant que la convention passe en force de loi à l'intérieur de chacun des pays signataires. Qui peut assurer que la sanction législa-

(1) Voir *supra* pp. 71 et 72.

(2) M. le professeur COESARE VIVANTE a souligné vigoureusement (*op. cit.* p. 5) les défauts d'une telle méthode.

tive viendra rendre applicable dans chaque état le texte adopté au prix de tant de difficultés ? Mlle Munier (3) a fort bien dégagé le vice du système ; l'absence de toute autorité superposée aux souverainetés en présence, et susceptible de les contraindre à respecter leurs engagements, laisse craindre légitimement que certains pays, sinon tous, hésitent à faire le premier pas, dans l'incertitude de se voir suivis par leurs cosignataires. On retombe ainsi dans les difficultés que la méthode proposée se flattait précisément d'écartier.

Ce n'est pas tout, et en supposant acquise la sanction législative de la convention dans chacun des Etats contractants, il est douteux qu'à l'usage la réglementation adoptée procure à tous les usagers une égale satisfaction. Des remaniements apparaîtront bientôt inévitables. Mais une telle convention manque de souplesse. La modification d'une simple loi interne n'est pas déjà si aisée. Devant les lenteurs d'une révision, certains pays n'hésiteront pas à dénoncer un pacte peut-être signé à contre-cœur qui, à leur sens, leur porte préjudice plutôt qu'il ne leur procure les avantages qu'ils en avaient escomptés. Doux la possibilité de conflits d'autant plus graves qu'ils ne seront plus de simples conflits d'intérêts privés entre particuliers mais entre nations, d'où, par voie de conséquence, l'apparition de crises internationales avec leur accompagnement de représailles économiques toujours dommageables. A cet égard encore la méthode proposée n'apparaît pas tellement préférable à la méthode inverse et ses inconvénients semblent même l'emporter de beaucoup sur ceux que peut présenter une réglementation nationale initiale.

Il ne suffit pas en effet que de poser des principes

(3) *Op. cit.* pp. 44 et 45.

communs à tous les Etats contractants relativement à la reconnaissance du droit des savants. Il faut encore prévoir une procédure susceptible d'assurer l'exercice normal de ce droit. Et plus encore qu'ailleurs la méthode de la commission de coopération intellectuelle apparaît grosse d'aléas.

M. Vigneron (1) et M. Ruffini, appellent de leurs vœux l'institution d'une juridiction internationale unique chargée de régler tous les conflits selon des règles de procédure uniforme. Mais les tendances propres de chaque communauté juridique se traduisent d'une façon plus marquée dans les règles de procédure de chaque Etat que dans les principes de droit dont la procédure a charge d'assurer la mise en œuvre pratique et dont elle doit, le cas échéant, concilier les dispositions dans ce qu'elles peuvent avoir d'antagoniste. C'est la mentalité nationale qui se révèle ici avec toutes ses particularités et ses nuances propres. Les partisans de l'existence d'une juridiction internationale, chargée d'appliquer uniformément et d'une manière identique des principes communs sont ainsi forcés de considérer comme problématique et lointaine l'existence d'une pareille juridiction (2).

Et l'on ne saurait tirer argument sur ce point des conventions internationales réglementant, par delà les frontières nationales, l'exercice des droits, dits de propriété intellectuelle, actuellement existants ; ces conventions, en effet, ne posent que des règles tendant à concilier les procédures respectives des puissances signataires sans imposer à ces puissances aucune renonciation à leurs règles de procédure respectives.

Mais supposons que cette juridiction internationale ait pu être réalisée et que la procédure applicable aux conflits

(1) VIGNERON, *op. cit.* p. 76.

(2) RUFFINI, Rapport p. 24. VIGNERON *id. ibid.*

soulevés par l'exercice du droit des savants ait été rendue uniforme ; la convention rend obligatoires à l'intérieur de chaque puissance contractante, les décisions de ce Tribunal international sans aucune des formalités protectrices des intérêts nationaux. Alors, écrit M. le professeur Vivante (*op. cit.* 11), « ce sera une course à l'étouffement de l'industrie nationale. De l'Italie (1) et de l'étranger, tous les auteurs de découvertes scientifiques et leurs héritiers, ou ceux qui prétendent l'être, pourront se ruer l'un après l'autre, l'un et l'autre, sur l'industrie nationale qui a commis la faute d'appliquer une découverte scientifique. Souvent la revendication scientifique servira à masquer une tentative de la concurrence internationale ».

La réforme, on le voit, n'est pas mûre, au moins sous son aspect international et ceci ne peut que nous inciter davantage à coopérer à une réglementation nationale dont les enseignements constitueront ultérieurement les matériaux indispensables à l'édification d'un statut international des savants.

*
**

Au surplus l'on s'est peut-être exagéré les derniers inconvénients d'une réglementation initiale interne. Car enfin, la réglementation du statut des savants par une convention internationale préalable à toute expérience nationale fait un peu penser, qu'on nous pardonne le rapprochement,

(1) M. le professeur VIVANTE est Italien.

Le gouvernement hongrois, dans sa réponse à la Commission de Coopération intellectuelle sur la question de la propriété scientifique ne voit pas sans inquiétude l'institution du Tribunal arbitral prévue en l'art. 17 du projet de convention et qualifie même l'initiative d'audacieuse.

à la jument de Roland. Il ne lui manque qu'une chose, ou peu s'en faut, pour qu'elle atteigne la perfection, c'est d'exister, et si tant est qu'elle voie jamais le jour on peut appréhender que sa gestation ne se prolonge outre mesure. Une loi interne a chance d'aboutir plus vite.

A cet égard, l'exercice immédiat d'un droit, même limité à l'intérieur des frontières de son pays, apparaîtra sans nul doute au savant préférable tout de même à l'expectative d'une protection peut-être plus parfaite, mais combien plus lointaine. Un tiens vaut mieux...

Des mesures appropriées pourront d'ailleurs atténuer les imperfections d'une réglementation purement interne et protéger tout à la fois la science et l'industrie nationale contre les agissements des savants et des industriels étrangers. Il va de soi tout d'abord que les savants étrangers seraient en principe exclus de la protection. En outre, et comme l'a vu très justement Mlle Munier (1), on pourrait non seulement assujettir tous les industriels exploitant à l'intérieur des frontières des applications dérivées d'une découverte purement scientifique au paiement d'une redevance à l'auteur de cette découverte, mais bien ceux-là qui mettront en vente sur le marché national des produits similaires de provenance étrangère.

Les savants y trouveront leur compte et non moins les industriels par suite de l'équilibre rétabli, au moins sur ce point, entre les charges qui pèsent respectivement sur ces industries concurrentes.

En exonérant en même temps de la redevance les produits destinés à l'exportation (2), l'industrie nationale se

(1) *Op. cit.* p. 139 *in fine*.

(2) Mlle MUNIER, *op. cit.* p. 139 *in med.* suggère un système d'exonération imité du draw-back dont elle ne précise malheureusement pas le mode de fonctionnement, renvoyant dans l'art. 6 de

retrouverait en état de lutter sans infériorité, toutes choses égales d'ailleurs, avec les industries étrangères, sans compter que cette exonération stimulerait probablement les exportations. Quant à la crainte de voir passer à l'étranger avec les industries, les capitaux et la main-d'œuvre, elle nous semble bien illusoire et cette vue pessimiste apparaît d'ailleurs en ce qui concerne la France à peu près dénuée de tout fondement.

Dans ces conditions nous n'hésitons pas à nous rallier à la thèse contraire à celle qu'avait soutenue la commission de Coopération intellectuelle et nous optons franchement pour l'élaboration d'un statut national du droit des savants préalable à toute tentative de réglementation internationale. Si l'on songe en effet aux délais que nécessiterait son établissement, aux frais qu'elle entraînerait, aux aléas de son fonctionnement, on y relève presque tous les inconvénients inhérents à une loi purement nationale et d'autres bien plus graves qui lui sont propres.

Il nous appartient maintenant de rechercher ce que peut être cette réglementation nationale. Nous reconnaissons, d'ailleurs bien volontiers, que l'initiative de la Société des Nations a eu pour heureux résultat de poser la question du droit des savants dans le monde entier. Et nous voulons espérer qu'elle suscitera dans les divers Etats consultés l'éclosion de lois internes, selon leurs tendances propres, d'où se tireront les enseignements qui fourniront les données expérimentales indispensables à la saine élaboration d'une réglementation internationale aujourd'hui prématurée, mais que nous appelons de nos vœux, comme étant seule capable d'assurer aux savants la plénitude de leurs droits.

son projet à un décret qui *serait* chargé de le définir. M. GARIEL a d'ailleurs montré d'une façon lumineuse les inconvénients d'un pareil système qui n'est guère applicable au cas qui nous occupe. (*La Propriété industrielle*. Berne, 1925, p. 210 et s.).

CHAPITRE II

DROIT INDIVIDUEL OU SYSTÈME DE RÉCOMPENSES

Tout le monde s'accorde à considérer l'œuvre scientifique, qu'il s'agisse d'une découverte proprement dite ou d'une invention, comme un service rendu par le savant à la collectivité, ou si l'on veut comme un accroissement du patrimoine collectif, mais l'accord cesse dès qu'il s'agit de déterminer le moyen le plus convenable d'assurer à son auteur la rémunération correspondante à l'importance du service qu'il a ainsi rendu. Les uns (1) à vrai dire peu nombreux, estiment que la gloire qui s'attache au nom de l'inventeur, expression de la reconnaissance publique, constitue une contrepartie suffisante. D'autres (2) pensent que si la renom-

(1) La Société d'Etudes législatives (*Bulletin*, année 1924, N° 3, pp. 230 à 233, Assemblée générale du vendredi 21 mars 1924, sous la présidence de M. Berthélemy, doyen de la Faculté de droit de Paris, président de la Société) semble avoir repoussé le principe même des droits postulés pour les savants. M. COLSON, avec la Société d'Etudes législatives, déclarait toutefois qu'il n'entendait pas combattre une idée, n'ayant rien à mettre à sa place. Il considérerait cependant que la reconnaissance de ces droits serait de nature à paralyser les recherches scientifiques. Nous en avons réfuté cette assertion. Voir *supra* pp. 49 et s.

(2) M. GABRIEL. Etat actuel de la question de la propriété scientifique. « La propriété industrielle de Berne », (septembre, octobre et novembre 1923), M. de Torrès Quevedo cité par M. RUFFINI. Rapport pp. 13 et 14. M. OSTERRIETH. *La propriété industrielle de Berne*, année 1924, p. 210, repousse également la conception d'un droit direct à conférer au savant. « L'application d'un principe ou d'une

mée à son prix, elle ne saurait à elle seule rétribuer convenablement le savant de ses labeurs, et ne voyant ou ne voulant voir dans les conquêtes de son esprit autre chose que le service qu'il a rendu à la collectivité ou craignant simplement que l'exercice du droit individuel auquel ils s'étaient primitivement ralliés ne soit de nature à entraîner de trop graves complications (1), sont d'avis de créer des caisses de récompenses dont un jury composé de savants, d'industriels et de représentants de l'Etat assurera la répartition entre les divers ayants droit. D'autres enfin (2) considèrent que l'attribution de ces récompenses revêtait un caractère d'aumônes plus ou moins déguisées, essentiellement incompatibles avec la dignité de la science ; aussi proposent-ils de donner aux savants le droit de réclamer, individuellement et ainsi qu'ils aviseront, à tous ceux qui utilisent lucrativement le résultat de leurs travaux, une partie des profits qu'ils retirent de leur exploitation.

Il est aisé, par les développements de la 1^{re} partie de voir que nous nous rangeons à cette façon de voir, encore que nous y ayons été déterminé par d'autres raisons.

Il n'en est pas moins intéressant, avant d'exposer, dans

« idée qui sert uniquement de moyen pour obtenir des connaissances, ne se meut que sur le terrain intellectuel et ne peut être utilisée techniquement dans l'industrie, elle se soustrait donc à l'appropriation individuelle exclusive. »

C'est à notre sens une méprise et nous croyons avoir montré dans le chap. II de la première partie de notre étude qu'on peut rattacher l'exercice d'un droit direct ou individuel à une notion toute différente de l'appropriation de l'idée que, nous l'avons dit, nous repoussons catégoriquement — la notion d'enrichissement sans cause.

(1) Rapport de la Commission de Coopération intellectuelle près la S. D. N., travaux des troisième et quatrième régions, cité *supra*, p. 83.

(2) M. Joseph BARTHÉLEMY, *Op. cit.* R. DALIMIER et L. GALLIÉ, *op. cit.* Mlle MUNIER, *op. cit.* M. VIGNERON, *op. cit.* M. LOYER. *La Propriété scientifique. Le Génie civil*, N° du 22 mars 1914.

les chapitres qui vont suivre, comment nous concevons l'exercice du droit individuel que nous réclamons pour les savants, d'examiner l'un et l'autre des systèmes proposés.

Hâtons-nous, au surplus, d'ajouter que la question du fondement du droit de priorité scientifique ne saurait être de nouveau débattue à cette occasion. Il s'agit seulement de savoir, quel que soit le fondement auquel on pense devoir rattacher le droit des savants, de quelle façon et par quels moyens il leur sera donné de l'exercer de la manière la plus propre à leur donner satisfaction sans encourir, et par là justifier, les critiques que nous avons rappelées plus haut (1).



« L'idée d'un prix à décerner, une fois pour toutes, « nous dirions presque à forfait, à l'homme de science qui « aurait contribué de n'importe quelle façon à la formation « d'un produit industriel n'est pas neuve » (Ruffini, rapport § 9, p. 14 *in fine*). Ceci ne suffit pas à la faire écarter. L'ancienneté ou la nouveauté d'une idée n'en fait pas le mérite et ce n'est pas le lieu de renouveler quelque querelle des Anciens et des Modernes, mais cette idée a eu le malheur d'être en son temps, défendue, et très brillamment, par des partisans résolus de l'abolition des brevets. Les noms de Michel Chevallier et Malapert y demeurent attachés (2). Et c'est assez pour que M. le professeur Ruffini et après lui Mlle Munier (3), quoique avec une indignation moins vive, et aussi pour d'autres motifs, la repoussent catégoriquement.

(1) Voir *supra*, pp. 49 et s.

(2) Cités par RUFFINI, *ibid. id.*

(3) *Op. cit.*, pp. 89 et s.

Cette raison ne nous semble pas péremptoire, d'autant moins en l'espèce que ceux-là même qui reprennent, en faveur des savants, l'idée d'un système de récompenses, ne sont pas suspects de chercher à mettre l'homme de science « hors de cause le plus rapidement et le plus sommairement possible en lui donnant une obole. Tout comme on s'empresse de donner au mendiant trouble-fête une aumône pour qu'il s'en aille à la grâce de Dieu ! » (Ruffini. Rapport *ibidem*, pp. 14 et 15.) M. Gariel. M. de Torrès Quevedo, M. Osterrieth (1), bien loin de chercher à étouffer les timides revendications des savants, sont animés, nous en sommes persuadés, du plus sincère et du plus ardent désir de les faire triompher et d'accorder à ces mêmes savants la juste rémunération de leurs durs et parfois dangereux travaux.

C'est apparemment que ce système présente, même pour l'homme de science, de sérieux avantages. Et c'est aussi parce que, soucieux de mettre ses droits au delà de toute atteinte, les partisans de ce système ont jugé que seul il permettait de résoudre harmonieusement le problème en en respectant toutes les données.

Les prémisses toutefois nous semblent discutables. M. Gariel part du principe que le savant rend service à la collectivité chaque fois qu'il découvre un coin du voile qui nous dérobe la connaissance de la nature. Et il va plus loin ; pour lui le savant ne rend service qu'à la collectivité à laquelle seule il appartient de le récompenser au moyen de prélèvements opérés par l'Etat sur l'ensemble des bénéfices

(1) M. OSTERRIETH. *La propriété industrielle de Berne* (année 1924, p. 210) ne se rallie d'ailleurs à ce système que parce qu'il considère comme impossible l'appropriation individuelle exclusive de l'idée scientifique. Nous sommes pleinement d'accord avec lui sur ce dernier point, mais ceci n'infirmé en rien nos propres conclusions.

industriels et commerciaux. Ici nous sommes en désaccord formel avec lui, car enfin la question est moins de savoir si c'est à l'Etat, personnification de la collectivité, qu'il appartient de rémunérer directement le savant que de savoir comment il lui assurera cette rémunération. Or nous pensons avoir démontré qu'en outre du service médiateur qu'il rend à la société, le savant en rend un, immédiat celui-là, et qui plus est, appréciable en argent, à tous ceux-là qui mettent en pratique les suggestions de la science. D'ailleurs, M. Gariel s'en rend bien compte lui-même confusément, sans quoi préciserait-il dans son étude que le fonds de récompenses doit être alimenté par des prélèvements faits sur les bénéfices industriels et commerciaux de telle façon que les bénéfices procurés par l'exploitation d'un commerce ou d'une industrie dérivés d'un genre d'inventions ou de découvertes iront de préférence aux auteurs de ces découvertes et de ces inventions. Force lui est donc de justifier son système par des considérations indépendantes de la notion de service rendu par le savant à la collectivité sur laquelle il pense pouvoir fonder le droit du savant. L'étude de ces considérations n'en sera pour nous que plus intéressante puisqu'aussi bien nous n'hésiterons pas, si elles nous paraissent convaincantes, à nous rallier au système de M. Gariel.

Pour son second argument tiré de ce que le savant met gratuitement son œuvre à la disposition de tous, il se retourne contre lui : si, en effet, la collectivité profite de façon toute gratuite des efforts du savant et de leurs résultats, à quoi bon vraiment faire appel à l'ensemble de ses membres, à plus forte raison à une catégorie définie d'entre eux, pour se procurer les fonds qui viendront payer une acquisition gratuite.

D'ailleurs l'argument est médiocre, puisque le problème

consiste précisément à rechercher comment faire cesser cette gratuité. Pourquoi même ne pas supprimer brevets et droits d'auteurs puisqu'auparavant l'on pouvait exploiter librement et sans bourse délier les trouvailles de certains esprits assez fous pour vouloir sortir de la routine ?

Mais la situation du savant n'est pas tout à fait identique à celle de l'inventeur et le brevet, avec son monopole d'exploitation, se justifie aux yeux de M. Gariel par cela même que l'inventeur exploite son invention à ses risques et périls. Les aléas de l'entreprise sont pour lui ; que les bénéfices de l'exploitation viennent les compenser, rien n'est donc plus juste, rien n'est plus moral. Quant au savant, il est selon M. Gariel radicalement inapte à recueillir les bénéfices d'une entreprise alors qu'il n'en partage aucun des risques. Le syllogisme est ingénieux mais il emporte tout l'édifice de M. Gariel ; on ne s'explique plus, en effet, le prélèvement opéré au profit du savant sur les *bénéfices* industriels et commerciaux en vue de la constitution de la caisse des récompenses si le bénéfice ne peut aller qu'à celui-là seul qui court les risques de l'entreprise. En outre il méconnaît radicalement l'évolution de la notion d'entreprise. L'actionnariat ouvrier, qu'on excuse ce néologisme fort à la mode, la distribution d'un intérêt éventuel supplémentaire en sus de l'intérêt servi par quelques sociétés à leurs obligataires ont modifié la notion classique. Et sans prendre des exemples aussi récents on voit dans les sociétés par actions allouer des actions d'apports à des associés qui n'ont en réalité apporté à la société que leur compétence ou leur activité, sans courir d'autre risque que de voir s'évanouir la perspective de partager les bénéfices sociaux, au cas où la société viendrait à disparaître, risque évidemment qui n'a rien de comparable à celui qu'envisage, pour l'exploitant, M. Gariel.

Enfin, sans subir aucun des risques auxquels s'expose l'éditeur, l'auteur littéraire ou l'artiste ne recueille-t-il pas, lui aussi, une part des profits de son entreprise ?

Mais tout ceci n'est que théorie et ne saurait empêcher l'adoption du système si son application pratique se révélait réellement avantageuse. De fait, il semble, à première vue, désirable par la grande simplicité de son fonctionnement. Le savant se contenterait d'attendre la récompense de ses travaux sans cesser de vaquer à ses recherches. On redoute, en effet, que l'exercice d'un droit direct contre les exploitants des applications pratiques de ses découvertes ne trouble la sérénité de son activité et que le temps consacré à la poursuite de ses droits ne le soit au détriment de ses spéculations scientifiques. Or l'institution d'une caisse de récompenses, automatiquement alimentée par l'impôt, supprimerait naturellement toute possibilité de conflit entre les intéressés : le soin de décerner des prix aux plus méritants incomberait à un jury spécial sans qu'il y ait lieu de faire la discrimination, certainement fort délicate, entre les applications industrielles dérivées de ses découvertes ou de ses inventions et celles qui n'en sont nullement tributaires, sans qu'il y ait lieu non plus de calculer la part légitime de profit à revenir au savant, calcul difficile et presque impossible même, dit-on, dans le cas où l'invention est due aux travaux successifs de plusieurs savants comme aussi dans l'hypothèse où telle fabrication se trouve être la mise en œuvre simultanée de plusieurs découvertes ou inventions.

La seule difficulté qui subsiste comme dans le système opposé, mais qu'il appartiendrait encore au seul jury de résoudre souverainement, c'est d'une part l'établissement d'un lien de filiation si l'on peut dire entre l'œuvre scienti-

fique et son auteur et d'autre part la preuve de la priorité de sa découverte.

Dans le système de M. Gariel (1) le soin de distribuer les récompenses prévues pour rémunérer le mérite ou l'importance des découvertes ou des inventions scientifiques est confié à une commission administrative mixte, ou, si l'on veut, à un jury où seraient à la fois représentés l'Etat, la science et l'industrie. Une telle représentation semble, en effet, devoir donner aux savants les plus hautes garanties, les parties intéressées devant statuer naturellement en pleine connaissance de cause sous la médiation suprême des représentants de l'Etat. Mais le fait précisément d'appeler à juger des parties intéressées laisse pénétrer en notre esprit quelque doute quant à l'excellence de l'institution envisagée. Si le jugement des pairs apparaissait jadis comme le remède le plus efficace contre les erreurs judiciaires, cette conception, appréciable sans doute lorsqu'il s'agissait principalement de régler des questions où soit l'honneur soit la considération d'une caste ou d'un groupe se trouvait atteinte par les soupçons dont était l'objet l'un quelconque de ses membres, paraît être aujourd'hui tenue en médiocre estime et semble même présenter de graves inconvénients. Sans vouloir insister sur le peu de résultats donnés par la composition des commissions arbitrales instituées par la loi du 8 mars 1818, on voit encore aujourd'hui battre en brèche l'institution des conseils de guerre, survivance du jugement par les pairs.

Et, dans le cas particulier qui nous occupe, on peut craindre, en effet, de voir le jury imaginé par M. Gariel, influencé par des questions de doctrine ou de personnes,

(1) G. GARIEL. Etat actuel de la propriété scientifique. *La Propriété industrielle de Berne* (septembre, octobre, novembre 1923).

sans parler du chauvinisme scientifique dont on pourrait citer maints exemples. Les corps scientifiques, au surplus, ne sont pas toujours à l'abri des engouements de la mode, — car il est des modes jusque dans le domaine de la science — et des réactions en sens inverse qui les accompagnent. Les polémiques auxquelles ont donné lieu les travaux d'Einstein en font foi. Des compétitions occultes pourraient ainsi, à la faveur d'une argumentation scientifique, se faire jour et étouffer le vrai mérite.

Enfin pour apprécier si une découverte ou une invention constitue un service rendu à la collectivité tel qu'il appelle une récompense, le recul du temps sera indispensable, la rémunération ne viendra peut-être que longtemps après les premières applications pratiques de l'œuvre scientifique ainsi récompensée, et le savant verra, impuissant, s'ajourner indéfiniment le moment où il pourra recueillir le fruit de ses efforts. Et puis, l'on ne voit guère sur quelles bases on se fonderait pour proportionner l'étendue de la récompense du travail à rémunérer. L'appréciation sera forcément incertaine sinon arbitraire et, nous renvoyons sur ce point à ce que nous dit plus haut de la valeur et de la fécondité de l'œuvre scientifique (1).

Par ailleurs il n'est pas certain que le projet de M. Gariel recueille également les suffrages du commerce et de l'industrie. La perspective d'un impôt supplémentaire sur les bénéfices industriels et commerciaux a bien des chances de le rendre impopulaire et de compromettre sa réalisation législative.

Notons aussi l'un des défauts, très grave, du système : son extrême rigidité. Qu'un savant ajoute à la pénétration

(1) *Supra*, 1^{re} partie, ch. II.

de l'esprit le désintéressement du cœur, qu'il se refuse à tirer profit de ses découvertes, il pourra toujours affecter sa récompense à des fins désintéressées mais s'il entend renoncer aux récompenses qui lui seront décernées, l'impôt cessera-t-il de frapper ceux-là qui feront entrer ses acquisitions théoriques dans le domaine des réalisations pratiques, c'est peu probable pour ne pas dire impossible étant donné son mode de perception.

Enfin, l'une des raisons qui rendront pour quelques-uns désirable l'adoption de ce système mais qui, ajoutée aux autres nous la fait repousser d'une façon absolue, c'est sa tendance nettement étatiste. Sans insister sur les frais qu'entraînerait, au détriment même des savants, la mise au point et le fonctionnement d'une telle organisation par suite de l'accroissement de fonctionnaires qu'elle exigerait, il nous paraît inadmissible, sauf le cas d'absolue nécessité, qui n'existe pas en l'espèce, que l'Etat se substitue ainsi aux particuliers dans l'exercice de leurs droits ; et, pour souligner à cet égard un des vices du système, notons que l'un des remèdes proposés aux inconvénients d'une réglementation purement nationale, loin de faire disparaître ces inconvénients, ne ferait que les aggraver. Nous avons indiqué, en effet, qu'il nous paraissait possible de protéger l'industrie nationale rendue tributaire de la science nationale contre la concurrence étrangère par différents moyens, notamment en décidant de permettre au savant d'exercer ses droits à l'encontre des importateurs de fabrications dérivés de ses travaux. L'exercice par l'Etat des droits du savant dans un système de récompenses calqué sur les conceptions de M. Gariel et leur protection revêtirait l'aspect d'une taxe à l'importation qui n'irait pas sans provoquer le relèvement correspondant des tarifs douaniers étrangers ; ces repré-

sailles, par leurs répercussions, interdiraient l'application de ce remède dont nous avouons ne pas imaginer d'équivalent. Il faudrait alors laisser l'industrie nationale dans un état d'infériorité sensible vis-à-vis de la production étrangère et tarir en même temps l'une des sources où auraient pu s'alimenter les fameuses caisses de récompenses, ou bien attendre l'époque lointaine d'une convention internationale.

Ainsi les avantages du système de récompenses apparaissent plus illusoires que réels et ne parviennent pas à faire oublier les défauts. Ce système a d'ailleurs peu de partisans, et auprès de ceux-ci sa faveur provient peut-être de ce que l'on s'est exagéré les inconvénients de la conception opposée.

* *

Il est indéniable que l'exercice, par le savant, d'un droit individuel à l'encontre de tous ceux qui tirent un profit industriel ou commercial de sa découverte ou de son invention, n'ira pas sans complications. Il s'en suivra nécessairement des conflits et des procès. Mais n'est-ce pas une conséquence nécessaire du développement et du perfectionnement des rapports juridiques. Dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi, M. Joseph Barthélemy (1) faisait spirituellement remarquer qu'il était moins aisé de conduire une automobile qu'un chariot attelé de bœufs ; qui voudrait pourtant revenir au mode de locomotion cher aux rois fainéants ?

Et puis l'on s'est peut-être démesurément exagéré les complications qu'entraînerait l'exercice d'un droit individuel et l'on peut concevoir, même dans une matière où l'on ne puisse guère émettre que des hypothèses, un ensemble de mesures propres à limiter le nombre et la gravité des

(1) Proposition de loi déjà citée; exposé des motifs, p. 15.

conflits que l'on craint de voir naître de la vocation du savant à l'exercice d'un droit individuel.

D'ailleurs les problèmes que soulèvera l'exercice par le savant d'une action directe contre ceux qui font usage de sa découverte, n'ont rien *a priori* d'insurmontable et l'on peut penser, sans faire preuve d'un optimisme excessif, qu'on arrivera sans trop de peine à discerner dans une fabrication donnée les principes scientifiques qu'elle a mis en œuvre et dont la paternité, si l'on peut dire, aura été antérieurement établie en la personne du savant. Les tribunaux tranchent journellement, en matière de propriété artistique ou littéraire, comme en matière de brevets d'invention, des questions extrêmement délicates, sans qu'on ait songé un seul instant à proposer pour cette raison l'abolition des brevets ou des droits d'auteurs, pas plus qu'on ne songe à les supprimer du fait que le temps consacré à la poursuite de leurs droits pourrait diminuer la fécondité des hommes de lettres ou des artistes ou le génie des inventeurs.

Enfin, la reconnaissance d'un droit direct au savant aura pour effet, contrairement au système de la caisse de récompenses, d'une part, de donner au savant la possibilité de venir immédiatement au partage des bénéfices qu'il aura rendu possibles, dès qu'apparaîtront les premières applications pratiques de ses travaux purement scientifiques et d'autre part de n'imposer à l'industrie comme au commerce que le minimum de charges puisqu'aussi bien la question du partage des bénéfices avec le savant ne pourra jamais se poser avant l'apparition d'une exploitation dérivée de ses travaux. Certes la détermination de la part des bénéfices à revenir au savant dans une exploitation donnée issue de ses découvertes, reste infiniment délicate et le problème se complique encore dès que l'on suppose plusieurs savants en droit de prétendre au par-

tage des mêmes profits, toutefois nous pensons qu'il est possible de donner au problème une solution, sinon élégante, au moins pratique ; à cet égard nous ne pouvons que renvoyer aux chapitres suivants.

En définitive nous pensons tant au point de vue de l'intérêt particulier des savants et des industriels que de l'intérêt général, qu'il est préférable d'appeler le savant à exercer ses droits directement à l'encontre de tous ceux qui font usage de ses découvertes ou de ses inventions sans tenir compte de l'objection, toute théorique celle-là, tirée de ce que l'idée, et notamment l'idée scientifique n'étant pas susceptible d'appropriation, on ne peut reconnaître au savant un droit privatif sur son œuvre. L'objection est, en effet, sans portée. De ce que nous concluons à l'opportunité de reconnaître au savant un droit individuel à raison des services particuliers qu'il a rendus tant à la collectivité qu'à certains membres de cette même collectivité pris isolément, il ne s'ensuit pas que nous entendons lui conférer sur son œuvre un droit privatif. Nous nous sommes suffisamment défendus de partager cette idée et nous pensons avoir montré qu'on peut, sans faire appel à cette notion, dégager le fondement du droit que nous réclamons pour les savants.

Nous n'avons, au surplus, jamais prétendu établir les fondements d'un pareil droit de propriété sur l'idée, bien au contraire nous sommes-nous efforcés de démontrer l'inanité des efforts déployés dans ce but par MM. Dalimier et Gallié et par M. Vigneron. Il ne faut pas égarer le débat et la question se réduit pour l'instant au point de savoir s'il doit y avoir droit individuel. Ce que sera ce droit, comment on en peut concevoir la réalisation, c'est ce que nous allons examiner dès maintenant.

CHAPITRE III

LE DROIT DE PRIORITÉ SCIENTIFIQUE

Nous n'avons fait jusqu'ici qu'indiquer les raisons pour lesquelles il nous paraissait théoriquement désirable de conférer dès à présent au savant, et sans attendre l'élaboration d'un statut international, un droit individuel propre à lui assurer la rémunération équitable de ses efforts vers la conquête de la vérité scientifique, entendant par cette expression la conquête de la vérité dans l'ordre de la connaissance du monde physique. Il faut maintenant rechercher comment il est possible, pratiquement, d'assurer l'exercice de ce droit.

Il n'est pas dans nos intentions de reprendre en détail les différents systèmes proposés ni d'en faire la critique. Nous voulons cependant, puisqu'aussi bien la question s'est posée, rechercher s'il faut, pour arriver à la consécration du droit dont nous avons dégagé — ou cru dégager — les fondements théoriques, se contenter d'étendre, sous réserve de certaines modifications, la législation applicable soit à l'invention brevetable, soit à l'œuvre artistique ou littéraire.

Le fondement que nous avons assigné au droit des savants se retrouve, en effet, à la base des droits d'auteur comme des brevets d'inventions. Mais ce n'est pas une raison suffisante. C'est moins, en effet, le fondement théorique

d'un droit que les caractères spécifiques de son objet propre, qui doit déterminer le législateur dans le choix des moyens propres à en assurer l'exercice. Ainsi, pour ne prendre que ce seul exemple, la propriété mobilière se gouverne par des règles sensiblement différentes de celles qui régissent la propriété immobilière quant à ses modes d'acquisition et de conservation. La sanction du droit de propriété, suivant qu'il porte sur des meubles ou des immeubles ne diffère pas moins. Dans le domaine qui nous occupe, on constate également de très réelles dissemblances entre les droits dits de propriété intellectuelle, selon qu'ils ont pour objet une invention brevetable ou une œuvre artistique ou littéraire, un dessin ou un modèle de fabrique.

L'on a été d'avis toutefois qu'il suffirait, par le moyen d'une rédaction plus compréhensive de tels de ses articles, d'étendre aux savants le bénéfice de la loi de 1844 sur les brevets d'invention. Au cours des discussions auxquelles a donné lieu, dans le sein du comité technique de la propriété industrielle, l'étude de la question du droit à reconnaître au savant, un membre du comité, praticien éminent autant que juriste distingué, M. Maillard (1), avocat à la Cour d'appel

(1) Comité technique de la Propriété industrielle. Procès-verbaux des séances des 26 février 1923 et du 28 mai 1924. A cette opinion se sont ralliés au cours de la 2^e séance, deux autres membres du Comité : MM. MAYNIÉ et DUCHEMIN.

M. MAILLARD préconise l'adoption du brevet de principe et fonde son opinion sur ce fait qu'en dehors d'un brevet de principe on ne peut guère allouer au savant que des récompenses. « On ne reconnaît pas un droit spécial, ajoutait-il, à un homme politique qui a rendu de grands services à son pays et il n'est pas plus logique de chercher à donner par une loi satisfaction à un sentiment de pitié qu'on a pour les savants ». Nous pensons avoir montré tout au contraire qu'on peut, dans le cas spécial du savant, fonder son droit sur une espèce d'enrichissement procuré d'une façon immédiate soit à l'éditeur d'une publication relatant la découverte de l'invention, soit à l'industriel qui exploite les applications pratiques dérivées de la découverte ou de l'invention.

Voir *supra*, p. 60 et s.

de Paris, s'est nettement prononcé en ce sens. Par ailleurs la loi italienne, due à l'initiative, de M. Galeazzi, étend, elle, aux savants le bénéfice des droits d'auteurs, d'œuvres littéraires ou artistiques.

Nous persistons néanmoins à penser qu'il est préférable de conférer au savant un droit original. La nature des choses nous paraît le réclamer d'une manière impérieuse. Il est impossible, en effet, d'une part, d'étendre pratiquement la loi sur les brevets d'invention, comme les lois qui instituent et réglementent l'exercice des droits d'auteur, à la découverte et à l'invention scientifique, sans en modifier profondément les dispositions fondamentales et il serait peu opportun sans doute de bouleverser l'économie de ces textes éprouvés. D'autre part, une extension pure et simple de ces mêmes textes aboutirait à des solutions absolument inacceptables d'une efficacité ou excessive ou inopérante si même ces solutions ne devaient pas se révéler, à l'usage, radicalement impraticables. Mais ceci a besoin de quelque développement.

Que la loi donne aux inventeurs le droit exclusif d'exploiter leurs découvertes ou leurs inventions, ou qu'elle réserve aux auteurs celui d'éditer ou de faire éditer leurs œuvres d'art ou de littérature, la protection légale consiste essentiellement dans l'un et l'autre cas, en un monopole de reproduction. Et c'est tout à la fois équitable et logique.

Quelle que soit l'ingéniosité qu'elle dénote, quelque grande que puisse être son importance théorique, une découverte ou une invention brevetable n'a véritablement d'utilité sociale partant elle ne postule, au profit de son auteur de rémunération particulière qu'autant qu'elle est exploitée, c'est-à-dire qu'autant que la reproduction, par des moyens appropriés, des éléments constitutifs de son objet en rend

l'usage accessible au plus grand nombre. Il était donc logique, vu le caractère lucratif de cette exploitation, de rémunérer directement l'inventeur en lui en attribuant le monopole, pour un temps et sous des conditions déterminées par des considérations d'intérêt général, et notamment à peine de déchéance si le breveté n'exploite pas son invention par lui-même ou par licenciés. Le législateur a voulu par là que la rémunération corresponde effectivement à un service rendu et empêcher l'inventeur de différer à sa fantaisie les avantages qu'on peut recueillir de son invention.

L'œuvre artistique ou littéraire possède, de son côté, une valeur propre, d'ordre esthétique, complètement indépendante de sa reproduction sur une plus ou moins vaste échelle. Mais si l'on retient que cette reproduction ne va pas néanmoins sans profits pour celui qui s'y livre, il était équitable, toute considération d'intérêt général mise à part, d'assurer à l'auteur de l'œuvre artistique ou littéraire le bénéfice exclusif des bénéfices qu'entraîne sa reproduction. On se rappelle en outre que l'œuvre d'art réside tout entière dans le choix et dans l'agencement des moyens par lesquels son auteur a voulu exprimer l'émotion artistique sous le coup de laquelle il l'a conçue, bien plus elle se confond si intimement avec l'expression des conceptions artistiques de son auteur qu'on ne saurait sans la dénaturer, sinon même l'anéantir du même coup, modifier l'un ou l'autre de ses éléments. Il était donc légitime de donner à son auteur le droit de contrôler la fidélité de la reproduction et même, vu le caractère étroitement subjectif de l'œuvre d'art qui n'est, comme nous l'avons vu, que la projection de la personnalité de son auteur, le droit de s'opposer à toute reproduction. L'appréciation de l'intérêt moral d'un tiers comptant bien souvent pour trop peu dès qu'il s'agit de réaliser des profits

matériels. Et nous voulons par là insister sur ce fait que le monopole ainsi conféré par le législateur à l'inventeur et à l'auteur n'a rien de nécessaire, il ne nous apparaît que comme une création du législateur complètement indépendante des fondements théoriques auxquels chacun estime devoir rattacher les droits d'auteur ou de brevet — création d'ailleurs nullement arbitraire mais conçue comme étant la plus propre, parce que conciliant les intérêts particuliers avec l'intérêt général, à sanctionner les rapports que nous avons pu dégager objectivement entre les parties intéressées.

Il en va tout autrement de l'œuvre scientifique qui n'a, quant à elle qu'une valeur de connaissance, parfois très discutable au surplus. La répétition indéfinie de l'expérience ou des calculs dont elle est l'aboutissement n'ajoutera rien à l'expérience initiale ni aux calculs déjà faits, les supposant par ailleurs conduits avec une consciencieuse rigueur. Mais l'œuvre scientifique nous est apparue par ailleurs comme le principe d'une double série d'acquisitions d'une portée incalculable dans le domaine de la science et dans celui de l'industrie. Ce qui importe donc essentiellement, en l'espèce, c'est qu'elle soit portée à la connaissance des tiers de la façon la plus étendue et sans aucune restriction, de manière à susciter le plus et le plus tôt possible tant l'apparition de nouvelles acquisitions scientifiques que les applications dont elle est susceptible dans le domaine de l'industrie.

Nous n'apercevons donc pas les raisons qui légitimeraient l'institution, au profit du savant, d'un monopole de publication de sa découverte ou de son invention calqué sur le droit d'auteur puisqu'aussi bien le droit exclusif de publier a pour corollaire évident celui de ne pas publier. Il serait alors loisible au savant de paralyser arbitrairement le progrès scientifique, comme le développement industriel. Ces crain-

tes, que nous formulons à dessein, sont sans doute hypothétiques, et l'on pourrait concevoir, comme en matière de brevet pour non-exploitation, un système de déchéances pour refus de publication. Mais comment déterminer le minimum de publication requise à peine de déchéance ? Et pourtant, en l'absence de toute réglementation sur ce point particulier, la publication pourrait demeurer à ce point limitée qu'elle équivaldrait, en fait, à la mise au secret de l'œuvre scientifique, ainsi stérilisée pour tout le temps que durerait un tel monopole. Car, à moins de tomber dans l'absurde, le droit d'auteur, dans le domaine scientifique, devrait nécessairement porter sur l'idée scientifique elle-même et pas seulement sur la forme littéraire que lui a donnée son auteur. Nous ne pouvons, sur ce point, que renvoyer à nos développements précédents. Il serait d'autre part inadmissible que les premiers effets du droit ainsi reconnu du savant se traduisissent par une charge, peut-être lourde, comme serait l'obligation de mettre en vente un ouvrage sans connaître en aucune manière l'accueil qu'il recevra du public. Les éditeurs montreraient des exigences légitimes quant à eux, mais fort onéreuses sans doute pour le savant.

En outre et à supposer même que les difficultés que nous venons de signaler aient été écartées, le droit d'auteur ainsi attribué au savant, ne portant que sur la divulgation de ses travaux ne lui rapporterait qu'un profit sans doute assez mince, à supposer même qu'il y ait profit en comparaison des bénéfices retirés de l'exploitation des industries dérivées de ses travaux de pure théorie.

Faudrait-il alors, en raison de ses insuffisances, compléter ce droit d'auteur un peu spécial, quant à sa nature, en adaptant à la découverte comme à l'invention scientifique la législation des brevets d'invention et assurer ainsi au savant

le monopole de l'exploitation de son idée scientifique, partant réserver à lui seul le droit de déduire toutes les applications et les adaptations à des fins pratiques dont elle est susceptible ? Outre que ce n'est plus l'affaire du savant proprement dit, ce serait créer le brevet de principe, universellement repoussé. Les conséquences monstrueuses d'un tel brevet sont tellement évidentes qu'elles nous dispensent d'en faire la critique. La licence obligatoire imaginée pour en pallier les effets n'est qu'un expédient inventé en faveur d'un système dont il emporte au surplus le fondement (1). Nous pensons qu'il est nécessaire de subordonner l'exercice du droit du savant, tel que nous le concevons, à quelques formalités préalables, mais l'obliger à remplir les formalités requises par la loi de 1844 pour organiser, en définitive, un domaine public payant nous paraît un pur non-sens.

Il faudrait, somme toute, en modifier très sensiblement les lois existantes, les bouleverser de fond en comble pour n'assurer aux savants que de médiocres avantages, sans même insister sur les complications qu'entraînerait la superposition à un droit d'auteur d'un droit de brevet.

Il est encore à noter que la consécration du droit des savants par une simple modification de loi sur les droits d'auteur et les brevets d'invention entraînerait des conséquences inadmissibles au point de vue international. Ces lois se trouvent, en effet, par le jeu des conventions internationales, applicables même aux étrangers. Dans ces conditions, les mesures de défense extérieure rendues nécessaires par l'élaboration d'une loi purement nationale en attendant qu'une convention entre Etats réglemente le statut international des savants, se trouveraient paralysées, tant au

(1) Mlle MUNIER, *op. cit.* p. 156 et la note a fait d'ailleurs justice de cette expression « licence obligatoire ».

détriment des savants français que de l'industrie nationale elle-même jusqu'à ce que soient modifiées les législations respectives des pays adhérents aux conventions existantes. Et ceci suffirait à nous faire repousser le principe d'une modification des lois susvisées si même nous n'avions pas indiqué par ailleurs les inconvénients certains d'une telle modification.

Aussi nous estimons qu'il est indispensable de conférer au savant, par une loi spéciale, un droit nettement original à raison même de l'originalité des problèmes que pose la rémunération des services qu'il rend à la collectivité. Et dès à présent nous posons en principe que la découverte ou l'invention scientifique ne doit, pas plus qu'elle ne l'a fait jusqu'ici, faire l'objet d'aucune appropriation, d'ailleurs toute artificielle, plus ou moins déguisée, même partielle, qu'il s'agisse de la relater, de la commenter, ou d'en tirer les éléments d'exploitations industrielles lucratives. D'ailleurs les partisans les plus déterminés d'un droit sur l'idée, droit né de sa seule conception et qu'ils n'hésitent pas à qualifier de propriété, se dérobent expressément aux conséquences du principe qu'ils ont commencé par poser et se rejoignent avec nous sur ce point, sauf peut-être Mlle Munier (1) qui, tout en repoussant d'une façon formelle la possibilité d'une appropriation théorique de l'idée, donne toutefois au savant un monopole de publication de sa découverte ou de son invention pendant trois ans (2).

(1) *Op. cit.* pp. 176 et 180.

(2) Nous repoussons quant à nous cette appropriation déguisée puisqu'aussi bien il est de l'intérêt évident du savant que sa découverte ou son invention soit l'objet de la plus large divulgation afin de susciter le plus possible d'applications industrielles ou commerciales dérivées de son œuvre scientifique.

★★

Nous nous garderons d'ailleurs, pour la détermination des éléments constitutifs du droit à reconnaître au savant, de tirer argument de l'existence ou de l'inexistence d'un droit de propriété sur l'idée, encore que nous n'ayons pas caché notre manière de penser sur ce point (1). Cette question nous semble, en effet, quant à l'organisation pratique du droit, dépourvue de tout intérêt pratique, puisqu'aussi bien, à supposer même qu'un tel droit se justifie théoriquement, les considérations d'intérêt général que nous avons indiquées çà et là conduiraient, en fait, à l'annihiler complètement. C'est une question d'école, un débat purement théorique, or les théories qui ne sont que des explications proposées de certains faits, sont, à notre sens, trop sujettes aux variations. Les faits, eux, demeurent, c'est eux principalement qu'il importe de considérer. Les législateurs de 1844 se sont soigneusement abstenus de définir l'essence d'un droit qu'ils remaniaient, grâce à quoi leur œuvre a pu se maintenir sans modifications et se plier jusqu'ici aux conditions de la vie moderne.

A leur exemple, nous nous efforcerons simplement de sanctionner les rapports de droit susceptibles d'être établis objectivement entre l'auteur d'une œuvre scientifique, d'une part, et tous ceux-là, d'autre part, qui, de cette œuvre aussitôt mise à leur portée, tirent un profit appréciable en argent.

Ces rapports, nous en avons dégagé la frappante analogie avec ceux qui dérivent de l'enrichissement sans cause et nous avons rapproché, vu leur ressemblance plus parfaite

(1) Voir *supra*, p. 51.

encore, la situation du savant, en face de ceux qui tirent profit de son œuvre scientifique, de la situation d'une collectivité en face des tiers auxquels certains travaux qu'elle a exécutés dans l'intérêt général procurent un enrichissement particulier. Or de même qu'une part de cet enrichissement procuré à certains individus par l'exécution de travaux entrepris dans un but d'intérêt public peut être réclamée par la collectivité qui a pris l'initiative de ces travaux, de même on doit donner au savant la possibilité de prélever un pourcentage des bénéfices qui n'ont pu être réalisés que grâce à la connaissance du résultat de ses travaux.

C'est cette possibilité d'exiger une telle redevance que nous désignerons proprement sous le nom de droit de priorité scientifique. Droit purement pécuniaire et qu'il ne nous paraît guère nécessaire de doubler du droit moral que Mlle Munier appelle, un peu pompeusement, droit à l'honneur de la découverte. A quoi tend en effet ce droit spécial défendu par Mlle Munier ? (1) A empêcher les tiers de s'arroger le mérite de la découverte ou de l'invention, à empêcher toute publication, toute relation de l'œuvre scientifique sans l'attribuer à son auteur. Pour ce qui est du second de ces deux points, il nous paraît ne présenter qu'un intérêt médiocre. Le nom du savant sera généralement accolé à son œuvre, et les conspirations de silence sont peu à redouter, au surplus il serait un peu puéril de faire aux tiers une obligation légale de ne jamais citer ses travaux sans ajouter aussitôt de qui ils sont l'œuvre. Quant au droit, pour le savant, de s'opposer à ce que des tiers s'attribuent faussement le mérite de son œuvre, il n'est pas besoin d'en faire un droit distinct. Les articles 1382 et 1383 du Code civil pro-

(1) *Op. cit.* pp. 81 et 180.

tègent déjà le savant à cet égard et nous verrons en outre comment il conviendra de sanctionner de telles usurpations.

Ce droit de priorité scientifique, tel que nous le concevons, nous tenons à bien préciser qu'il ne saurait en aucun cas apporter d'entraves aux activités dérivées de l'œuvre scientifique. Ainsi, comme par le passé, chacun pourra librement relater, publier et commenter la découverte ou l'invention scientifique dès son apparition, en tirer toutes applications que lui suggèrera son imagination inventive, à charge toutefois, mais à charge seulement par lui, en cas de réclamation de l'auteur de la découverte ou de l'invention de lui verser une redevance proportionnelle aux bénéfices qu'il a retirés, soit de la publication lucrative, soit de l'exploitation industrielle ou commerciale des applications de l'œuvre scientifique. Il ne peut être en effet question d'assujettir au paiement de cette redevance que ceux-là seuls qui tirent des travaux du savant un profit commercial ou industriel. En décider autrement serait multiplier, sans profit pour personne, les contestations et les procès. Ainsi en matière de droits d'auteur ou de brevets d'invention où le monopole de reproduction n'empêche pas les tiers de reproduire, à condition toutefois qu'ils ne le fassent que pour leur propre compte et non dans un but lucratif. Il n'y a en effet contrefaçon dans ces différents domaines qu'autant que la reproduction est faite dans un but industriel ou commercial.

En outre, si la découverte ou l'invention scientifique se borne à l'explication d'un phénomène quelconque d'ordre chimique, physique ou biologique antérieurement connu, son auteur ne pourra, bien évidemment, prétendre aucun droit aux bénéfices procurés par l'exploitation des industries fondées d'une manière empirique sur la seule connaissance de ce même phénomène, et exploitées antérieurement ou

même postérieurement à la découverte ou à l'invention ; à leur égard, en effet, la découverte ou l'invention n'apporte aucun élément de profit nouveau. Mais la connaissance des causes qui régissent ce phénomène peut, à son tour, susciter de nouvelles applications, faire éclore de nouvelles industries ; en pareil cas, l'auteur de la découverte ou de l'invention pourra faire valoir ses droits sur ces applications nouvelles puisqu'aussi bien les profits tirés de ces nouvelles exploitations n'auraient pu être réalisés sans lui (1).

★ ★

Ce n'est pas tout de décider que tout tiers mettant à profit les enseignements d'une découverte ou d'une invention scientifique sera tenu vis-à-vis du savant d'une redevance proportionnelle aux bénéfices qu'il aura réalisés ; il faut encore apporter quelques précisions sur le mode de fixation de cette redevance et sur le temps pendant lequel elle sera due. En d'autres termes il faut aborder la question de l'exercice et de la durée du droit de priorité scientifique, elle est un peu complexe.

On se rappelle les termes de la lettre du roi Louis XVI dont nous avons cité plus haut un extrait : « Le privilège en « librairie, y lisait-on, est une grâce fondée en justice ; pour « un auteur, elle est le prix de son travail ; pour le libraire, « elle est la garantie de ses avances. » (2). Ici le problème se

(1) M. JOHN H. WIGMORE, professeur de droit à la Faculté de Chicago, dans son mémoire présenté le 2 août 1923 (en appendice au rapport de M. le Sénateur RUFFINI, p. 27) à la sous-commission de la Commission de Coopération intellectuelle, avait déjà proposé cette distinction.

(2) Voir *supra*, p. 47.

complique du fait que l'œuvre scientifique doit, pour devenir une source de profits, faire l'objet soit d'une publication littéraire, soit, vu son caractère purement théorique, d'une adaptation à des fins d'ordre pratique. Elle nécessite donc l'intervention d'une tierce personne, auteur littéraire ou inventeur, au sens de la loi de 1844, qui viendra, avec des droits au moins égaux, au partage des bénéfices résultant soit de la publication soit de l'exploitation de l'œuvre scientifique.

Il arrivera d'ailleurs bien souvent que la présentation littéraire de la découverte ou de l'invention scientifique sera l'œuvre de son auteur lui-même, alors les droits du savant, en tant que savant, se confondront avec les droits de l'auteur et la question n'offre, pour nous, aucun intérêt. Il en sera tout autrement lorsque cette présentation littéraire de la découverte ou de l'invention sera effectivement l'œuvre d'un tiers. En pareil cas, l'auteur littéraire sera tenu de verser au savant une part des droits d'auteur lui revenant sur la publication de la découverte ou de l'invention. La détermination de montant des sommes encaissées, à titre de droits d'auteur, par l'auteur de la publication scientifique sera chose relativement aisée. La communication du contrat d'édition pouvant fournir à cet égard des données précises. Mais la fixation du taux de la redevance due au savant sera plus délicate et à défaut d'entente entre les parties il faudra s'en rapporter à la décision du tribunal à qui incombera par conséquent l'appréciation du point de savoir si l'intérêt de la publication envisagée, parlant de son succès en librairie, réside, et pour quelle part, dans la divulgation de travaux scientifiques dont il n'est pas l'auteur. Il faudrait, en tous cas,

que cette divulgation fit, au moins, la partie essentielle de la publication en question.

Pour ce qui est de l'exercice par le savant de son droit à l'encontre des commerçants et des industriels qui font application de sa découverte ou de son invention, il y a lieu, vu la complexité un peu plus grande du problème, de faire quelques distinctions. Il faut insister, en premier lieu, sur ce point que le droit du savant, comme en cas de publication littéraire, est en fonction de l'enrichissement qu'il a, par ses propres travaux, procuré à quiconque fait, de sa découverte ou de son invention, un usage industriel ou commercial. Il s'ensuit que les exploitations déficitaires ne seront en aucun cas tenues, vis-à-vis du savant, du paiement d'une redevance quelconque. Nous verrons un peu plus loin quelle autre conséquence il convient de tirer de ce principe que nous avons cru devoir rappeler une fois de plus pour empêcher toute possibilité de rapprochement entre la redevance ainsi perçue par le savant et une sorte de loyer dû pour la jouissance de l'idée scientifique mise par son auteur à la disposition des tiers. Quelqu'étrange que paraisse une telle assimilation entre deux choses aussi dissemblables, nous l'avons entendue énoncer par des esprits convaincus de l'existence d'un droit de propriété sur l'idée. De là à conclure qu'implicitement nous l'admettons, nous aussi, il n'y a qu'un pas. Nous voulons empêcher qu'il soit franchi.

Il faut considérer ensuite que l'adaptation à des fins pratiques de vues théoriques émises par le savant aura, le plus souvent, donné lieu à la prise d'un brevet. C'est donc, en principe, le breveté ou son cessionnaire qui se trouvera tenu vis-à-vis du savant, mais non les licenciés, puisqu'aussi bien ils ne tiennent leurs droits que du breveté. A l'expiration du brevet, tous exploitants, indistinctement, se verront tenus de

la redevance, l'invention brevetable étant tombée dans le domaine public et son exploitation ouverte à tous sans conditions. Il se pourra aussi que malgré la nouveauté de l'invention brevetable et son caractère nettement industriel, aucun brevet ne sera ou ne pourra être pris. L'invention étant dès le début tombée dans le domaine public, on sera en présence de la même situation qu'à l'expiration du brevet. C'est ce qui fait que nous ne pensons pas devoir restreindre à l'encontre des seuls inventeurs brevetés l'exercice du droit de priorité scientifique. Cette idée avait été émise par la section de législation de l'Académie des sciences morales et politiques (1) dans un but de simplification. En fait, elle réduirait purement et simplement le nombre des assujettis au paiement de la redevance et priverait l'auteur d'une découverte ou d'une invention d'une source appréciable de profits sans faciliter en aucune façon la perception de la redevance. Il faut en effet rappeler qu'une invention, une fois tombée dans le domaine public, connaît souvent un essor considérable et que les profits recueillis par le seul breveté sont alors peu de chose en comparaison de ceux qui se trouvent réalisés par la suite. D'ailleurs c'est bien en notre sens que s'est prononcé le Comité technique de la propriété industrielle. (Avis sur le projet de convention internationale pour la protection scientifique soumis par M. le sénateur Ruffini à la Société des Nations.) La raison qui a déterminé sa décision est un peu différente de la nôtre. Il a craint en effet que si les seuls brevetés se trouvaient tenus du paiement de la redevance, il s'en suivrait une diminution du nombre des brevets — l'inventeur (au sens de la loi de 1844) s'abstiendrait de prendre un brevet, sauf à exploiter sans doute en secret sa découverte ou son inven-

(1) Rapporté par M. LYON-CAEN au cours de la séance du Comité technique de la Propriété industrielle du 30 avril 1923. Procès-verbaux.

tion, de sorte qu'en définitive le savant, n'ayant plus en face de lui aucun assujetti au paiement de la redevance, assisterait, impuissant, à l'utilisation gratuite par les tiers de son œuvre scientifique.

En outre, on aperçoit que vis-à-vis du breveté, les droits du savant ne seront pas tout à fait aussi étendus que vis-à-vis des autres exploitants. Alors que ces derniers ne pourront jamais prétendre droit, dans le partage de leurs profits avec le savant, qu'à « la garantie de leurs avances » entendant par cette expression, non seulement l'intérêt des capitaux qu'ils auront engagés, mais aussi la rémunération la plus large de leur travail de direction et de leur esprit d'entreprise, les brevetés, eux, forts de leur qualité d'inventeurs, pourront, en outre de la garantie de leurs avances, exciper pendant toute la durée de leur brevet de droits égaux à ceux du savant puisque c'est en définitive de leur collaboration — au sens large — que sont nés les profits à partager.

Pour ce qui est de la détermination de ces profits, nous ne pouvons guère que donner des indications très générales, l'examen par experts comptables des livres de commerce, examen limité à la constatation des bénéfices retirés d'une exploitation donnée, pourra, sur ce point, fournir des données suffisantes.

Reste à savoir comment sera fixée la part à revenir au savant de ces profits une fois déterminée. Nous savons seulement jusqu'ici qu'elle ne sera pas la même théoriquement, suivant que le savant aura en face de lui un simple exploitant, ou un inventeur breveté. Nous disons, à dessein, *théoriquement*, car, pas plus que dans le cas où la redevance se trouve due par l'auteur d'une publication scientifique, il ne saurait être question de fixer *a priori* une proportion entre la part de bénéfices revenant au savant, d'une part, et à

l'inventeur d'autre part. Il est, en effet, difficile d'admettre qu'une fabrication donnée ne mettra jamais en œuvre qu'un principe, qu'une découverte ou une invention donnés. Il serait non moins surprenant que cette même fabrication procédât également de tous les principes scientifiques dont elle constitue une application. En outre, il arrivera fréquemment, l'histoire des découvertes et inventions scientifiques le démontre à l'évidence, que la découverte ou l'invention scientifique, dont la fabrication envisagée n'est que la mise en œuvre, soit le résultat des travaux successifs de plusieurs savants dont chacun aura par suite une vocation qualificative égale au partage des profits réalisés par l'exploitation de cette fabrication. On devra donc sur ce point s'en rapporter à l'accord des parties intéressées ou, en cas de désaccord, à l'appréciation des tribunaux. Mais ce que peut — et ce que doit — faire le législateur, c'est fixer le minimum des bénéfices devant revenir à l'exploitant en cas de concours de plusieurs savants au partage de ces mêmes bénéfices (1). Cette fixation est nécessitée tant par l'intérêt général que par l'intérêt particulier du savant. Si l'on ôte la certitude d'un minimum de profit à l'industrie dérivée d'une œuvre scientifique déterminée, nul doute qu'elle soit bientôt totalement délaissée et les savants seraient ainsi les premiers à pâtir de l'absence d'une limitation. La proportion proposée par M. de Torrès Quevedo (2) de 30 % des bénéfices au maximum pou-

(1) M. TAILLEFER, avocat à la Cour d'Appel de Paris, membre du Comité technique de la Propriété industrielle, avait déjà préconisé dans le rapport sur la proposition BARTHÉLEMY qu'il avait présenté au comité, suggéré la fixation par une loi d'une limite de la redevance. Procès-verbal de la séance du 26 février 1923.

Toutefois, dans son esprit, cette limitation ne visait pas le cas où la redevance serait due à plusieurs auteurs de découvertes ou d'inventions, elle avait seulement pour effet, semble-t-il, d'assurer au débiteur de la redevance la certitude d'un profit minimum malgré la reconnaissance du droit nouveau au profit des savants.

(2) Cité par RUFFINI. Rapport, p. 14.

vant aller aux savants, le surplus aux exploitants, nous paraît devoir être adoptée comme tenant suffisamment compte du problème et conciliant heureusement des intérêts opposés.

Ce n'est pas tout, et il faut prévoir encore certaines éventualités susceptibles de fréquemment se réaliser. Il n'est pas d'industrie dont les bénéfices varient d'une année à l'autre. Si le montant de la redevance due au savant a été fixé par les parties elles-mêmes, ou à défaut d'accord par justice, sous forme de pourcentage, les difficultés ne naîtront que relativement à la preuve que les profits réalisés ont varié d'un exercice à l'autre. Mais il arrivera plus fréquemment sans doute, et précisément pour éviter toute contestation quant à la détermination des bénéfices de chaque exercice, que le montant de la redevance soit chiffré en francs. On pourrait alors, par analogie avec les dispositions de l'art. 1769 du Code Civil, admettre au profit de chacune des parties la possibilité d'une revision périodique du montant de la redevance si les bénéfices moyens des trois dernières années, par exemple, ont subi une diminution ou une augmentation égale au quart des bénéfices de l'année envisagée lors de la fixation de la redevance (1).

De même, si après la fixation de la redevance due à un savant, un autre savant vient à faire valoir ses droits relativement à la même exploitation et si la redevance qui lui est allouée, ajoutée à la précédente, excède les 30 % pouvant revenir aux savants, il y aurait lieu à une réduction correspondante de la première redevance ou même à une répartition sur une nouvelle base entre les ayants droit des bénéfices leur revenant, répartition effectuée d'après l'import-

(1) Mlle MUNIER, *op. cit.* p. 187, envisage également la possibilité d'une revision.

lance relative des divers principes mis en œuvre dans la même exploitation.

★
★

Et ceci nous permet d'aborder l'autre question, celle de la durée des droits des savants. Hâtons-nous de dire qu'il ne saurait être question de leur donner un droit perpétuel. Nous avons montré comment chaque découverte ou invention procède plus ou moins des précédentes; ainsi la science pourrait jusqu'à un certain point être comparée à une chaîne dont chaque maille représenterait une acquisition sur le domaine de l'inconnu. Or, la perpétuité du droit aurait pour effet, non seulement de grever l'industrie d'une façon indéfinie dans le temps, mais aussi, en multipliant indéfiniment le nombre des ayants droit à la redevance, réduire à zéro ou presque le profit revenant à chacun d'eux.

D'ailleurs, on doit admettre que, si son importance théorique absolue demeure toujours la même, la portée relative d'une œuvre scientifique envisagée isolément va plutôt en décroissant au fur à mesure par rapport aux découvertes ou inventions postérieures du même ordre bien que ces mêmes découvertes et inventions postérieures aient eu précisément pour effet d'accroître le champ d'application de la découverte ou de l'invention initiale. Les expériences de Galvani nous semblent peu de choses à côté du cohéreur de Branly et les perfectionnements apportés journellement à la télégraphie sans fil, et ceci nous amène à conclure que le droit du savant ne saurait être que temporaire, comme d'ailleurs les droits d'auteur et les brevets d'invention, pour la raison que non seulement sa perpétuité le rendrait illusoire, mais aussi qu'elle se justifierait difficilement. Sa durée doit

donc être déterminée de façon telle qu'elle laisse éclore les applications pratiques de l'œuvre scientifique et permette au savant d'obtenir une rémunération appréciable de ses travaux sans pour cela grever indéfiniment le commerce et l'industrie.

Quelle sera la durée du droit de priorité scientifique ? Diverses opinions se sont fait jour sur ce point. MM. Dalimier et Gallié (1) considèrent qu'elle ne doit pas dépasser la vie de l'auteur de la découverte ou de l'invention. Une telle proposition nous paraît complètement inacceptable, le décès de l'auteur pouvant se produire peu de temps après la découverte ou l'invention, avant même qu'aucune application en ait été mise au point, ou même soupçonnée. Ses héritiers ne pourraient ainsi recueillir aucun profit des travaux de leur auteur, alors même que son décès aurait été causé précisément par les manipulations dangereuses auxquelles il a dû se livrer. Le droit ainsi conféré aux savants resterait en pareil cas lettre morte. Ce n'est pas d'ailleurs la seule critique qu'on puisse adresser sur ce point aux conceptions de MM. Dalimier et Gallié. Nous le verrons plus loin.

M. Joseph Barthélemy (2) et après lui M. le Sénateur Ruffini (3), par analogie avec la durée des droits d'auteurs auxquels ils assimulent plus ou moins le droit de priorité scientifique, proposent d'en fixer la durée à la vie de l'auteur de la découverte ou de l'invention augmentée d'un délai de cinquante années. Ils font ainsi preuve d'une perception beaucoup plus nette des intérêts de l'auteur de la découverte ou de l'invention. Mais — outre que ce délai nous paraît sensiblement trop long et, comme tel, de nature à entraîner

(1) DALIMIER et L. GALLIÉ, *op. cit.*, p. 85, art. 1^{er} du projet.

(2) Proposition de loi sur la Propriété scientifique, exposé des motifs p. 9, *Documents parlementaires*, 1922, annexe 4233.

(3) Rapport, p. 23.

maintes complications par la superposition de découvertes et inventions, pour lesquelles sera due la redevance à raison d'une même fabrication — le reproche capital qu'on peut lui adresser, de même qu'au système de MM. Dalimier et Gallié, c'est son indétermination. L'industrie, est-il besoin de le dire, ne vit pas d'approximations. Les prix de revient sont calculés au centime près; il faut avant tout prévoir toute modification en plus ou en moins de ces prix de revient. La concurrence acharnée des industries similaires le commande impérieusement. Il importe donc, si l'on impose au commerce ou à l'industrie des charges nouvelles, de leur en donner des éléments d'appréciation aussi peu sujets que possibles à des variations. Or, la durée de la vie humaine varie avec chaque individu; il apparaît donc nécessaire de fixer d'une façon certaine la durée du temps pendant lequel sera due la redevance.

Au cours des discussions auxquelles a donné lieu, au sein du comité technique de la propriété industrielle, l'étude du projet de M. Joseph Barthélemy, un des membres du Comité, M. Barbet (1), avait d'ailleurs élevé la voix en faveur d'une détermination invariable de la durée du droit en question.

C'est à ce point de vue, également, que s'est ralliée Mlle Munier (2) tout en adoptant une durée de 50 ans qui nous semble trop longue. Une durée de 30 années nous paraît en effet devoir assurer au savant une rémunération suffisante si l'on considère le degré de perfectionnement de l'industrie et la rapidité avec laquelle surgissent, presque aussitôt après la découverte théorique, les applications pratiques

(1) Procès-verbaux du Comité technique de la Propriété industrielle. Séance du 28 mai 1923.

(2) *Op. cit.*, p. 186.

dont elle est susceptible(1). Mais nous ne pensons pas, pour les raisons que nous avons exposées plus haut(2), que ce délai puisse être davantage limité (3) et nous repoussons, à cet égard, le système de M. Vigneron qui, tout en adoptant, en principe, cette durée de 30 années pour le droit des savants, limite en réalité l'exercice du droit à 15 années, à dater de l'application qui est faite de la découverte ou de l'invention à des fins industrielles ou commerciales, et même à un temps plus court encore toutes les fois que l'application se manifeste moins de 15 ans avant l'expiration du délai de 30 années dans lequel est renfermé l'exercice du droit du savant. L'on ne voit pas trop en effet comment justifier cette limitation lorsque précisément les possibilités d'application pratique de la découverte ou de l'invention scientifique sont révélées immédiatement. Le délai de 15 ans proposé par M. Vigneron (4) coïncide en effet avec la durée la plus fréquente du brevet d'invention. Or nous l'avons déjà vu, une invention brevetable fait généralement l'objet d'une exploitation plus étendue lorsqu'elle est tombée dans le domaine public et il paraîtrait peu équitable d'empêcher le savant de bénéficier de cette circonstance heureuse, d'autant plus que ses droits, seraient encore restreints vis-à-vis du breveté par comparaison avec les simples exploitants. Quant au point de départ du délai de 30 ans que nous assignons à l'exercice

(1) C'est également à cette durée de trente années, que s'est rallié le comité technique de la propriété industrielle. (Avis du Comité technique sur le projet de convention internationale pour la protection de la propriété scientifique soumis par M. le sénateur RUFFINI à la Société des Nations, art. II.)

(2) Au cours de la séance du 28 mai 1926 du Comité technique de la Propriété industrielle, M. Barbet avait suggéré une durée égale à celle des brevets. Nous renvoyons aux développements qui suivent.

(3) VIGNERON, *op. cit.* p. 65.

des droits de priorité scientifique nous verrons plus loin à quel moment nous croyons devoir le placer.

Telle est dans ses grandes lignes la façon dont nous croyons qu'il est possible de rémunérer le savant du service qu'il rend à la collectivité, sans exiger d'elle aucun sacrifice particulier. Il ne nous semble pas au surplus qu'il faille exonérer de la redevance due au savant l'exploitation des inventions dérivées de sa découverte que leur objet soustrait à la protection de la loi sur les brevets d'invention. Nous voulons parler des remèdes et produits pharmaceutiques. On sait que ces inventions ne sont pas brevetables. Les raisons tirées de considérations d'ordre public qu'on invoque à l'appui des dispositions de la loi de 1844 et qui s'opposent à ce qu'un brevet soit pris pour de telles découvertes ou inventions sont de deux sortes. D'une part, on a voulu éviter qu'un monopole vienne restreindre l'usage d'un remède ou d'un produit efficace et empêche, dans une mesure quelconque, les tiers de jouir des avantages qu'on peut retirer de leur emploi. D'autre part, on a craint que sous le couvert d'un brevet, même délivré sans garantie aucune, le charlatanisme se donne libre cours et risque ainsi de compromettre la santé publique. Ces considérations qui justifient la non brevetabilité des remèdes et produits pharmaceutiques, font ici défaut. L'ordre public ne se trouvera en rien atteint ni même menacé si les profits résultant de la fabrication de tels produits vont, pour une part, à celui qui les a rendus possibles. Tout au plus pourra-t-on décider que l'auteur d'une œuvre scientifique ne saurait en aucune manière prétendre droit aux bénéfices résultant d'une fabrication prohibée, dont il se ferait en quelque sorte le complice. Mais ceci relève exclusivement de la réglementation de la fabrication et de la mise en vente des remèdes secrets. Bien qu'elle ait

été instituée pour des raisons analogues, cette réglementation ne saurait être assimilée à la non brevetabilité des remèdes et produits pharmaceutiques laquelle ne saurait faire échec aux droits du savant.

Quoi qu'il en soit du droit de priorité scientifique ce serait faire preuve d'un optimisme excessif de supposer que son exercice n'ira pas sans provoquer des conflits délicats. Aussi bien cette étude ne serait pas complète si nous n'indiquions pas les moyens par lesquels pourront être limités le nombre et la gravité des conflits auxquels pourrait donner lieu l'exercice du droit de priorité scientifique ; en d'autres termes, il nous faut examiner à quelles conditions le savant pourra pratiquement exercer son droit de priorité scientifique, et rechercher s'il n'y a pas lieu, malgré notre répugnance pour le formalisme, à lui demander néanmoins de remplir quelques formalités indispensables ; nous réservant, pour terminer, d'indiquer les diverses restrictions qu'il conviendra peut-être d'apporter à l'exercice de son droit, comme aussi les sanctions civiles et pénales, qu'il faudra instituer pour lui en assurer la paisible jouissance.

CHAPITRE IV

DES CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DES SAVANTS

LE CERTIFICAT DE PRIORITÉ SCIENTIFIQUE

Nous avons indiqué dans le chapitre premier de cette deuxième partie qu'il nous paraissait préférable de consacrer dès à présent le droit des savants par une loi nationale et qu'afin d'éviter quelques-uns des inconvénients résultant d'une protection limitée à l'intérieur des seules frontières nationales, certaines mesures s'imposaient tendant notamment à renforcer cette protection nécessairement imparfaite. Aussi la première condition requise, pour l'exercice du droit de priorité scientifique sera la qualité de citoyen français. Il serait paradoxal d'assujettir l'industrie française au paiement d'une redevance au profit de savants étrangers, et d'obliger en même temps le savant français à subir, sans contre-partie, le concours de savants étrangers dans le partage des bénéfices auquel il pourra prétendre.

Mais ceci n'est qu'une condition préliminaire, encore que fondamentale, de l'exercice du droit nouveau ; on sent en effet que la complexité des rapports dégagés entre savants, d'une part, et usagers des découvertes et inventions scientifiques, d'autre part, est de nature à entraîner des conflits dont la solution ne laissera pas d'être assez délicate. Si donc

il veut avoir quelque chance de les voir se résoudre à son avantage, le savant, devra rapporter la preuve de certains faits presque toujours les mêmes, soit qu'il fasse valoir ses droits à l'encontre des auteurs de publications scientifiques et des industriels exploitant des fabrications dérivées de ses propres travaux, soit qu'il voie ces mêmes droits contestés par d'autres savants se prétendant eux-mêmes les véritables auteurs de sa découverte ou de son invention.

*
**

Dans tous les cas, il faudra établir qu'il y a eu découverte ou invention scientifique. A cet égard il sera nécessaire de donner de la découverte et de l'invention purement scientifique, seules en cause, une définition légale à l'effet d'éviter qu'une application trop compréhensive de ses dispositions n'entraîne dans l'application de la loi des complications imprévues, et qu'il ne s'ensuive des répercussions regrettables. Nous avons déjà clairement indiqué, jusqu'ici, qu'il faut entendre par découvertes ou inventions scientifiques celles-là seulement qui d'ordre purement théorique ressortissent à la compétence des sections de l'Académie des sciences et de l'Académie de médecine. Mais cette définition est encore insuffisante et ne saurait constituer une définition légale satisfaisante, il importe donc de préciser avec une grande netteté ce qu'il faut entendre ici par la découverte ou l'invention à raison de laquelle nous voulons appeler le savant à l'exercice du droit en question. MM. Dalimier et Gallié (1), les premiers, après eux M. Ruffini (2) et Mlle Munier (3), en ont

(1) *Op. cit.* pp. 70, 71, 85.

(2) Rapport, projet de convention, art. 3, p. 25.

(3) *Op. cit.* pp. 160, 161, 162, et art. 2 du projet, p. 266.

déjà proposé des définitions très complètes qu'ils ont fait figurer dans leurs projets respectifs.

Par découverte, disent-ils, il faut entendre la démonstration, ou révélation, jusque-là inconnue, de principes ou lois expérimentales, de corps (éléments simples ou composés envisagés individuellement, et agents, éléments considérés dans leurs relations) et de propriétés des êtres vivants et de la matière (propriétés physiques, chimiques, biologiques. Cette définition peut jusqu'à un certain point prêter à la critique en ce qu'elle fait une légère confusion entre la découverte proprement dite et l'invention telles que nous les avons analysées dans la première partie de cette étude. La découverte n'est pas et ne peut pas être une démonstration. Elle se réduit à la notation d'un phénomène isolé, elle en analyse ou décompose les éléments mais elle ne peut pas formuler la loi générale dont il n'est qu'une manifestation. C'est seulement par un abus du langage qu'on a pu dire de Newton qu'il avait découvert le principe de la pesanteur. Si tant est que ce principe existe, tel qu'il a été formulé par le physicien anglais, il faut bien reconnaître que les données brutes de son expérience, ses *découvertes*, n'ont pu que lui fournir les éléments d'une hypothèse de la gravitation universelle, hypothèse qui lui est apparue comme suffisamment confirmée par ses observations subséquentes. Il a en réalité inventé, plutôt qu'il n'a découvert, le principe de la pesanteur. En fait cette confusion entre la découverte et l'invention ne tire pas autrement à conséquence, l'important est d'assurer au savant la rémunération de ses travaux, qu'il s'agisse de découvertes ou d'inventions. Il faut, au surplus, tenir compte de la déformation des mots par l'usage et en considérant que découverte et invention ne se rencontrent presque jamais respectivement à l'état pur si l'on peut dire,

nous adopterons la définition de nos devanciers presque sans modifications en retranchant toutefois le mot démonstration et nous définirons la découverte scientifique « toute révélation de phénomènes de corps, d'agents et de propriétés des êtres vivants et de la matière et de lois physiques, chimiques ou biologiques ».

Pour ce qui est de l'invention scientifique, nous adopterons sans modifications la définition qu'en donne Mlle Munier (1) : « La conception d'un nouveau système, de nouvelle composition de produits, de nouvelle méthode ou moyen d'obtention de produits ou de résultats que leur caractère spécifiquement théorique soustrait à la protection assurée aux œuvres de l'industrie ». Comme elle, en effet, et pour les mêmes raisons, nous repoussons l'expression création à cause de la confusion qu'elle pourrait engendrer et nous ajouterons aussi que nous avons cru devoir également exclure de notre définition les appareils même purement scientifiques visés tant par M. Ruffini que par MM. Dalimier et Gallié. De deux choses l'une, ou l'appareil était déjà connu, mais on l'utilise à des fins scientifiques et le savant ne pourra revendiquer que l'usage qu'il en a fait le premier dans un but déterminé, ou bien l'appareil qu'il a conçu est réellement nouveau, mais par cela seul qu'il est doué de matérialité, partant, susceptible d'être reproduit, il bénéficiera de la protection de la loi de 1844, car il faut remarquer que si la fin pour laquelle il été construit n'est pas à proprement parler, industrielle, la construction de l'appareil, en tant qu'objet de l'invention du savant, rentrera dans un genre d'industrie nécessairement visé par la loi de 1844 qui les englobe tous.

(1) *Id. ibid.*

Ajoutons d'ailleurs que seules les découvertes ou inventions purement théoriques permettront à leurs auteurs de se prévaloir du droit de priorité scientifique. Il faut en effet éviter avec soin que l'auteur d'une découverte ou d'une invention purement théorique ne cherche à étendre ses droits hors de la limite que nous leur avons assignée. Si par exemple — le cas pourra se rencontrer — l'auteur d'une telle découverte ou d'une telle invention aperçoit une ou plusieurs des applications dont elle est susceptible, si, en d'autres termes, il fait œuvre d'inventeur au sens de la loi de 1844, il devra, pour se prévaloir de son ou de ses inventions brevetables, remplir les formalités requises par la législation qui régit la matière des brevets, sans pouvoir, en aucun cas, en l'absence de ces formalités, revendiquer un droit quelconque sur son invention brevetable.

★★

Quoiqu'il en soit de ces définitions, dans l'une ou l'autre de laquelle devra rentrer l'œuvre à raison de laquelle le savant viendra à exercer son droit, il devra prouver, de plus, qu'il en est le premier auteur, que sa découverte ou son invention sont nouvelles. C'est en effet la nouveauté de son œuvre qui constitue essentiellement le titre du savant à l'exercice de son droit. En effet, si l'on doit louer, comme il convient, le génie d'un Pascal retrouvant, livré à ses seules ressources, les 32 propositions d'Euclide, il faut reconnaître, comme l'a si justement fait remarquer M. Vigneron (1) qu'au point de vue tant de la collectivité que des individus, ses efforts ont été parfaitement vains et stériles, que ce qu'il a mis dans le patrimoine commun, un autre l'y avait mis déjà,

(1) *Op. cit.* p. 40.

et qu'il est parfaitement inutile de refaire un chemin parcouru si l'on n'y découvre pas des perspectives précédemment inaperçues ou si on ne le prolonge pas en quelque manière, en un mot si l'on ne fraie à sa suite une voie nouvelle qui en accroît l'utilité. Que sert au surplus d'enseigner une matière dont plus rien n'est ignoré ?

Ces preuves une fois faites, le savant devra en outre établir deux choses. D'abord que la publication littéraire relate bien les résultats des travaux dont il a prouvé qu'il était l'auteur ou que l'industrie en question n'aurait pu être exploitée telle quelle, en l'absence des résultats scientifiques dont l'acquisition doit lui être incontestablement rapportée, en un mot établir l'existence d'un lieu de causalité objective entre son œuvre scientifique et soit la relation qu'il prétend en avoir été faite, soit la fabrication qu'il en prétend dérivée. La preuve à faire variera selon les espèces et la seule observation à faire à ce sujet est qu'elle pourra être faite par tous les moyens.

De plus, le savant devra prouver que l'auteur de la publication scientifique comme aussi l'industriel qui exploite la fabrication dérivée de sa découverte ou de son invention scientifique a bien eu connaissance de son œuvre, ou si l'on veut qu'il existe un autre lien de causalité, subjective celle-là, entre ses propres travaux et l'utilisation qui en est faite par les tiers.

Et ceci nous amène à souligner la nécessité pour le savant de donner à son œuvre scientifique une publicité suffisante et ayant date certaine (1) pour qu'en présence de telle

(1) La double nécessité d'établir à la fois la priorité et la publicité d'une découverte ou d'une invention scientifique, condamne l'emploi de l'enveloppe Soleau préconisé par M. TAILLEFER en son rapport au Comité technique de la propriété industrielle

utilisation qui aura été faite de sa découverte ou de son invention il puisse se présenter réellement comme la cause première des profits qu'elle a pu procurer à celui qui s'y livre. Toutefois cette publicité ne semble pas pour M. Barthélemy devoir être rendue nécessaire. « Le droit existe, » écrit-il (Ch. des Députés, proposition de loi n° 4233; exposé « des motifs, pp. 7 et 8) sans qu'aucune formalité soit nécessaire pour le faire naître. Cette règle n'est que l'application du droit commun des travailleurs de la pensée (?). « L'auteur d'une œuvre d'art, de littérature, de musique est « propriétaire de son œuvre par le seul fait qu'elle est fille « de son cerveau. Il n'est astreint à aucune formalité, à « aucun dépôt, à aucune déclaration... Il (le savant) pourra « demander un droit d'auteur qui sera dû à partir du jour de « sa demande. On a fait jusqu'ici un véritable abus de « l'adage *jus vigilantibus succurrit*. Le progrès se manifeste « par la supériorité du fond sur la formalité du juste sur « l'habile. Absorbé par ses recherches, le savant doit avoir « le droit d'oublier quelques démarches sans être aussitôt « dépouillé du fruit de son travail. »

On reste confondu et l'on admire même que le savant ait à manifester sa volonté d'exercer son droit et que les usagers de sa découverte ou de son invention ne soient pas tenus de lui offrir spontanément et comme un hommage, le tribut de la redevance ! Il est tout à fait inexact, en effet, que le progrès se manifeste toujours par la supériorité du fond sur la formalité. Pour chaque individu pris isolément, la proposition est peut-être vraie, mais l'homme vit en société et l'intérêt des tiers mérite aussi quelque considéra-

sur la proposition Joseph BARTHÉLEMY. (Procès-verbaux. Séance du 26 février 1923.)

Le propre de l'enveloppe Soleau est en effet d'assurer le *secret* de son contenu.

tions. M. Barthélemy semble ici confondre la formalité avec le formalisme qui n'est que l'abus de la formalité, et pour ne citer que l'Etat civil ou l'inscription des hypothèques c'est précisément la formalité à remplir qui constitue le progrès.

On se demande d'ailleurs sur quoi fonderait sa prétention l'auteur d'une découverte ou d'une invention qui, l'ayant tenue secrète, viendrait réclamer une part des bénéfices procurés par la mise en œuvre de principes redécouverts ou de systèmes réinventés à son insu par un tiers tenu dans l'ignorance de ses travaux. On tombe dans l'absurde. M. Barthélemy prévoit bien, il est vrai, une publicité de la découverte ou de l'invention sous forme d'un brevet de corps ou de principe (1), assorti de licences obligatoires, mais cette publicité reste purement facultative et fixe simplement le moment à compter duquel les redevances seront dues au savant par tous ceux qui tireront profit de sa découverte quand bien même il ne manifesterait que beaucoup plus tard sa volonté d'exercer son droit.

Pour généreuses qu'elles apparaissent à première vue, les conceptions de M. Barthélemy ne semblent tout de même pas, et fort heureusement, avoir été suivies. Tous les auteurs considèrent avec raison la divulgation, et même la diffusion de l'œuvre scientifique comme une condition essentielle de l'exercice par le savant, de ses droits. Mais l'on peut se demander si cette publicité doit être laissée à l'arbitraire des intéressés ou s'entourer de formes spéciales à raison des effets qui, nous le verrons plus loin, semblent devoir y être attachés dans l'intérêt commun de toutes les parties en cause

MM. Dalimier et Gallié (2) et M. le Sénateur Ruffini (3)

(1) Art. 3 de sa proposition de loi.

(2) *Op. cit.*, p. 86, art. 3 de leur projet.

(3) Rapport, page 25. Projet, art. 7.

se prononcent en faveur du premier système, subordonnant simplement l'exercice du droit du savant à une publicité suffisante ; ils admettent comme satisfaisant à cette exigence la publication de la découverte ou de l'invention dans certains périodiques agréés. D'autres auteurs vont plus loin, ils *exigent* que la découverte ou l'invention soient portées à la connaissance des tiers dans des formes spéciales. Pour Mlle Munier le savant *devra* publier dans certaines revues déterminées la relation précise de sa découverte ou de son invention. « C'est l'intérêt de l'industrie qui postule une certaine facilité dans l'examen comparatif des éléments des applications exploitées avec le domaine scientifique approprié dans une certaine mesure, et pour un certain temps, en vertu des droits reconnus aux auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques le domaine scientifique approprié temporairement doit être connu ou susceptible de l'être, non seulement d'une manière certaine, mais aisée. » (Munier, *op. cit.*, n° 172).

Mais précisément le moyen imaginé par Mlle Munier (1) pour permettre aux tiers de connaître avec aisance et certitude l'étendue du domaine scientifique appropriée temporairement nous paraît sujet à critique. L'auteur, dit-elle, devra publier sa découverte ou son invention dans l'un quelconque des périodiques agréés par une commission nommée par décret. D'où nécessité pour les tiers de consulter *tous* les périodiques agréés. Et chose plus étrange, ces périodiques ne seront pas tous les ans les mêmes ; la liste sera susceptible de varier chaque année, de sorte qu'il faudrait, dans son système, se reporter aux listes arrêtées par la commission pendant les cinquantes dernières années, puisque pour elle le droit dure cinquante ans, puis consulter tous les pério-

(1) MUNIER, *Op. cit.* p. 168 et s. et projet p. 267, art. 3.

diques figurant sur les listes avant d'avoir la certitude que les principes mis en œuvre dans une fabrication déterminée ne donnent pas lieu au paiement de la redevance. On le voit, la certitude et l'aisance sont très relatives.

M. Vigneron et M. Pierre Loyer vont plus loin, ils subordonnent l'exercice, sinon la naissance du droit à un dépôt enregistré suivi de publicité. « Le savant devra faire une description succincte, délimitant le champ de sa découverte. Il devra faire ressortir en toute bonne foi la seule partie qu'il croit nouvelle et sur laquelle il peut revendiquer un droit ». (Vigneron *op. cit.*, p. 56 et 57). M. Loyer considère en effet comme très difficile « de déterminer ce qui est tributaire des savants, de déterminer exactement, au milieu de la masse des découvertes ce qui peut être revendiqué et ce qui, au contraire, appartient au domaine public, d'apprécier les droits respectifs des divers savants qui ont contribué à l'établissement des résultats acquis et si, comme en matière de propriété artistique et littéraire les droits existent indépendamment de toute formalité, la détermination pratique de leurs étendues respectives sera impossible ». (P. Loyer. La propriété scientifique. Le génie civil, 22 mars 1924, p. 282) et c'est pourquoi il conclut lui aussi à la nécessité, pour les savants, « de limiter eux-mêmes leurs droits, de spécifier leurs revendications et d'opérer de ces revendications un groupement de manière à ce qu'elles puissent être facilement consultées sans risque d'omission » (P. Loyer, *op. cit. ibid.*). Aussi dans leurs systèmes respectifs, M. Loyer et M. Vigneron précisent que les dépôts seront centralisés par les soins d'un organisme approprié qui les mettra à la disposition du public (1). Nous pensons nous aussi qu'en raison

(1) M. le Professeur VIVANTE. *Op. cit.*, pp. 6 et 8, a lumineusement souligné l'inconvénient d'une publicité dispersée.

du caractère purement abstrait de l'œuvre scientifique, il est indispensable et d'imposer la publicité de la découverte et de l'invention, et aussi d'entourer cette publicité de formes particulières qui suppriment toute hésitation quant à l'attribution de telle découverte ou de telle invention à son auteur,

*
**

Nous craignons en effet, quelles que soient les critiques que l'on puisse formuler par ailleurs à l'encontre de ces conceptions, que cette seule publicité, bien que rendue obligatoire, ne se révèle pratiquement très insuffisante. Les conflits que pourra faire naître, dans ces différents systèmes, l'exercice du droit des savants, sont multiples et aggravés par ce fait que la chose jugée n'a qu'une autorité toute relative. Il ne saurait être porté atteinte à ce principe fondamental de notre droit ; il a trop de raisons d'être. Mais il n'en est pas moins gros de conséquences dans le domaine particulier qui nous occupe. Qu'un savant fasse, à l'encontre d'un autre savant ou d'un usager de sa découverte ou de son invention, la preuve, et qu'il est le premier auteur de la découverte ou de l'invention débattue et que cet usager en a eu réellement connaissance, peut-on affirmer que cette preuve, il pourra pareillement la rapporter dans l'avenir, soit à l'égard d'un savant qui se prétendrait en fait le premier auteur de la découverte ou de l'invention envisagée, soit vis-à-vis d'un autre usager ? Et même si l'on suppose que notre savant mette à néant les prétentions contraires de ses adversaires, la voie de la tierce opposition ouverte aux tiers que léserait la première décision pourrait anéantir les résultats précédemment acquis. Ce serait l'organisation du désordre.

Il faudrait donc, à notre sens, tout à la fois mettre la

parternité, c'est-à-dire la priorité de l'invention scientifique en la personne du savant à l'abri de toute contestation et pour cela l'asseoir sur des bases indestructibles, et aussi organiser la publicité de la découverte ou de l'invention de façon telle et y attacher de tels effets que nul ne puisse remettre en question le lien de causalité subjective existant entre l'œuvre scientifique et les applications industrielles et commerciales qui en dérivent.

Mlle Munier (1) et M. Vigneron (2) ont bien senti à cet égard les vices de leurs systèmes respectifs mais les remèdes qu'ils ont imaginé nous semblent aussi injustifiés qu'inopérants. Ils se réduisent à attribuer compétence, pour la solution de tous litiges relatifs à l'exercice des droits des savants, à une juridiction unique, escomptant que la première décision rendue fondera la jurisprudence et qu'ainsi sera évitée la contrariété des jugements. C'est se méprendre. D'abord il serait non moins dangereux peut-être de porter atteinte aux règles de compétence *ratione personæ vel loci* que de faire échec au principe de l'autorité relative de la chose jugée, sans parler de l'encombrement des rôles qui serait la première et sans doute aussi la seule conséquence pratique de ce bouleversement des règles de compétence. Ces auteurs en effet ne semblent pas voir qu'il ne peut s'établir de jurisprudence que relativement à la portée ou à l'interprétation d'un texte ambigu ou d'un point de droit mal défini. Or la question de savoir si tel ou tel peut être considéré comme le premier auteur d'une découverte ou d'une invention, s'il existe une relation de cause à effet entre cette découverte ou cette invention et telle utilisation déterminée, n'a rien à voir avec l'interprétation du droit, c'est une pure question de

(1) *Op. cit.*, p. 237.

(2) *Op. cit.*, p. 76.

fait. A cet égard, quel que soit le nombre de décisions rendues, il est évident qu'elles ne pourront pas faire jurisprudence, le fait variant avec chaque espèce.

On relève encore dans le système de Mlle Munier un inconvénient qui, s'ajoutant aux autres, le rend à nos yeux totalement inacceptable. Elle entend, en effet, limiter la compétence de la juridiction unique imaginée par elle — en l'espèce le Tribunal de la Seine — aux seuls litiges relatifs, suivant sa propre expression, à la paternité scientifique, les règles de compétence de droit commun demeurant applicables à toutes les autres contestations. Et il s'ensuit que toutes les fois qu'au cours d'un procès quelconque, fixation de la redevance, appréciation de la durée du droit de priorité scientifique ou autres, au cours desquels s'élèvera une contestation relative au droit de priorité scientifique considéré en lui-même, ou relative, si l'on préfère au titre même du savant, le tribunal saisi devra se dessaisir au profit du Tribunal de la Seine (1), c'est là une prime aux chicanes, un encouragement à la recherche des moyens dilatoires, une avenue grande ouverte donnant le plus facile des accès au fameux maquis de la procédure.

Tous ces inconvénients sont sérieux. C'est pourquoi nous pensons qu'il conviendrait non seulement d'imposer la publication de l'œuvre scientifique mais encore de décerner au savant un certificat de priorité scientifique constituant un titre inattaquable grâce à quoi ses droits une fois établis ne seront plus susceptibles d'être perpétuellement remis en question. Peut-être nous reprochera-t-on de nous être laissé quelque peu influencer par l'exemple du brevet d'invention. Que nous importe, si, en définitive, le certificat de priorité scientifique, tel que nous le concevons, nous paraît propre

(1) MUNIER. *Op. cit.*, p. 228.

à écarter pour autant les difficultés que les autres systèmes proposés n'ont pu résoudre. Aussi bien nous n'avons voulu considérer que les données spécifiques du problème et nous efforcer seulement de concilier des intérêts antagonistes. Les formalités que devra remplir le savant pour l'obtention de ce certificat, nous ne les imposons, en effet, qu'en raison de la nature de l'œuvre scientifique et des conditions d'exercice du droit reconnu au savant. Au surplus la principale, et même la seule critique dirigée contre l'exercice du droit subordonné à l'accomplissement de certaines formalités, est à nos yeux sans portée. Nous ne voulons et ne pouvons comme le fait M. Barthélemy (1), considérer le savant comme une sorte d'incapable, perdu dans ses spéculations et radicalement inapte à défendre ses intérêts matériels. D'ailleurs les formalités que nous croyons devoir l'obliger à remplir n'ont rien de très compliqué et n'exigeront du savant guère plus de temps ni d'attention que la publication, facultative ou imposée, de son œuvre scientifique.

Tout auteur d'une découverte ou d'une invention scientifique rentrant dans les définitions que nous avons données plus haut devra donc pour exercer son droit de priorité scientifique effectuer, préalablement, à un office créé à cet effet, soit pour plus de facilité à la préfecture du département où il a son domicile et d'où il serait transmis à l'office en question, le dépôt, en double original, d'une relation de sa découverte ou de son invention avec indication de l'élément de nouveauté qu'elle contient, demande d'un certificat de priorité scientifique et élection de domicile au lieu du dépôt ; l'un des originaux devant, comme en matière de brevets, être revêtu du visa de l'office, et retourné au savant dans la quinzaine du dépôt. Ajoutons que le droit du savant devant

(1) Proposition de loi. Exposition des motifs, p. 8.

être à notre avis considéré comme un droit attaché à la personne, le dépôt ne pourra être effectué que par le savant, ou, après sa mort, par ses héritiers, mais en aucun cas par ses créanciers, le savant étant seul juge du point de savoir s'il entend, comme par le passé, mettre gratuitement son œuvre scientifique à la disposition des tiers.

L'idée d'exiger du savant un dépôt de sa découverte ou de son invention semble avoir été émise tout d'abord par M. Taillefer, rapporteur de la proposition Barthélémy au sein du comité technique de la Propriété industrielle (1). Elle a été ensuite reprise par M. Vigneron (2) et par M. Loyer (3) et à bon droit. L'intérêt des tiers requiert en effet que le « domaine scientifique approprié temporairement », pour reprendre l'expression de Mlle Munier, soit susceptible d'être connu avec certitude et d'une façon aisée ; à cet égard la centralisation dans un même lieu de toutes les découvertes et inventions scientifiques présente de tels avantages qu'il est inutile d'insister sur ce point. Indiquons seulement qu'en raison de la sujétion indéniable de l'industrie à la science, cet office spécial où s'effectuerait le dépôt envisagé et qu'on pourrait appeler l'office national des découvertes et inventions scientifiques devrait, bien que dépendant du ministère de l'Instruction Publique, être rattaché à l'Office national de la Propriété industrielle pour faciliter aux inventeurs, plus directement intéressés, la connaissance de ce domaine scientifique « approprié ». Et c'est aussi pourquoi nous nous rallions, sur ce point, aux suggestions de M. Vigneron et de M. Loyer (4) lorsqu'ils demandent au savant d'indiquer l'élément constitutif de la nouveauté de sa découverte ou de son invention.

(1) Procès verbal de la séance du 26 février 1923.

(2) *Op. cit.*, pp. 56 et 57. Voir *supra*, p. 139.

(3) *Op. cit.*, p. 282. Voir *supra*, p. 139.

(4) Voir *supra*, p. 134.

Pour ce qui est de l'élection de domicile que devra contenir le dépôt, nous en verrons plus loin l'utilité.

C'est à l'office des découvertes et inventions scientifiques qu'il appartient dès lors de porter à la connaissance des tiers le contenu du dépôt ainsi effectué par sa publication *in extenso* dans un périodique officiel mis en vente et adressé au siège de toutes les Facultés intéressées et dont un exemplaire, enregistré, demeurera à l'office à la disposition des tiers qui voudront le consulter. Nul ne pouvant postérieurement à cette publication prétendre avoir ignoré la découverte ou l'invention dont il sera fait usage par la suite.

Toutefois, préalablement à cette publication, la découverte ou l'invention, objet du dépôt, sera soumis, dans un court délai de deux mois par exemple, à un examen préalable de portée limitée qui, hâtons-nous de le dire, ne concernera en aucune manière la réalité ou la nouveauté de la découverte ou de l'invention.

Quelques auteurs ont en effet manifesté, d'ailleurs non sans raison, la crainte que l'œuvre scientifique ne soit parfois susceptible d'être utilisée directement et dans sa teneur originale à des fins contraires à l'ordre public, soit que sa seule connaissance permette d'atteindre un but que réprouve la morale, soit que le pays auquel appartient son auteur ait un intérêt évident, au point de vue de la défense nationale, à en interdire la divulgation pour s'assurer la détention exclusive d'une arme efficace inconnue des pays voisins. Nous renvoyons sur ce point aux développements de MM. R. Dalmier et L. Gallié (1), de M. le Sénateur Ruffini (2) et plus encore à ceux de Mlle Munier (3). Malheureusement, les moyens imaginés par ces auteurs pour prévenir les conséquences dom-

(1) *Op. cit.*, p. 88, art. 9 du projet.

(2) Rapport, p. 25. Projet, art. 6.

(3) *Op. cit.*, pp. 157, 121 et s. et 269 (art. 11 du projet).

mageables de la publication d'une telle découverte ou invention purement scientifique sont, ou peu s'en faut, radicalement inopérants, intervenant à un moment où la découverte ou l'invention a déjà été divulguée puisqu'ils ne peuvent être précisément mis en œuvre qu'après que la publication de l'œuvre scientifique aura permis d'en apprécier la portée. C'est pour quoi nous avons été amenés à penser qu'il était nécessaire, préalablement à toute publication, de soumettre l'objet du dépôt à l'examen d'une commission composée de représentants des ministères de l'Instruction publique, de l'Intérieur, de l'Hygiène, de la Guerre et de la Marine qui, assistés de délégués des Facultés dans la compétence desquelles rentre la découverte ou l'invention, objet du dépôt, examineraient contradictoirement avec son auteur cette découverte ou cette invention du point de vue spécial que nous venons de préciser. Cette commission statuant à huis clos déciderait souverainement si la découverte ou l'invention doit être tenue secrète ou faire l'objet d'une publication régulière. Ainsi se trouvera sauvegardé l'ordre public (1).

Nous ne prétendons pas d'ailleurs que ce système touche à la perfection. Le savant pouvant toujours faire son dépôt quand il lui plaît, même après avoir publié le résultat de ses travaux. Mais, d'une part, le fait qu'il ne pourra faire valoir ses droits qu'autant que le dépôt aura été effectué, le conduira vraisemblablement à tenir jusque là secrète sa découverte ou son invention, de manière à prévenir toute possibilité de dépôt par un tiers ayant eu connaissance du résultat de ses travaux ; et d'autre part, la décision de la commission contenant interdiction pour le savant de publier

(1) A rapprocher de la loi du 12 avril 1916, prévoyant, pour la durée de la guerre, la possibilité d'une expropriation des brevets d'invention. Il n'y a pas ici à proprement parler expropriation. Mais voir *infra*, p. 146.

toutes les fois que l'ordre public sera mis en jeu, le savant, comme d'ailleurs tout tiers, s'exposerait en cas de publication aux peines portées par l'article 142 C. P., ce qui assurerait sans doute le secret de sa découverte ou de son invention. Mais comme par ailleurs cette découverte ou cette invention, n'en gardant pas moins sa valeur de connaissance au point de vue scientifique, peut ainsi conduire à d'autres progrès, il ne saurait être question de la supprimer purement et simplement, aussi bien sera-t-elle communiquée par les soins de l'office aux Facultés scientifiques intéressées par le moyen de fascicules non mis dans le commerce et non mis à la disposition du public.

Ainsi seront jusqu'à un certain point conciliés d'une manière malheureusement encore assez imparfaite, des points de vue aussi exclusifs que la divulgation et la mise au secret d'une même découverte.

Quoi qu'il en soit de cet examen préalable à objectif limité il devra, pour ne pas laisser indéfiniment en suspens les droits du savant, intervenir dans un délai assez bref, trois mois par exemple à dater du dépôt, comme nous l'avons indiqué précédemment. A l'expiration seulement de ce délai le contenu du dépôt sera, sauf décision contraire de la commission, porté à la connaissance des tiers par l'office national des découvertes et inventions scientifiques.

Jusqu'ici notre système ne se différencie guère des précédents, sinon par les formalités qu'il impose au savant, mais ces formalités se justifient ainsi qu'on va le voir en ce qu'elles tendent à soustraire les droits du savant aux contestations dont il ne manquera d'être l'objet par la suite de la part des intéressés. Nous pensons, en effet, qu'il est possible, sans bouleverser en aucune façon les règles de compétence et sans non plus porter atteinte au principe de l'autorité

relative de la chose jugée, de faire statuer par une seule et même décision sur toutes les contestations relatives à la nouveauté ou à la réalité de la découverte ou de l'invention.

La publication par l'Office national des découvertes et inventions scientifiques marquera le point de départ d'un délai franc de six mois par exemple durant lequel tout intéressé pourra et *devra* même, à peine de forclusion, soit si c'est un autre savant, revendiquer la priorité de la découverte ou de l'invention, soit si c'est un tiers qui pense utiliser d'une façon quelconque la découverte ou l'invention en question, en contester la nouveauté. On se rappelle que le dépôt doit contenir une élection de domicile. Cette élection de domicile qui entraînera l'attribution exclusive de compétence au tribunal du domicile élu aura pour effet que toutes les contestations seront portées devant la même juridiction. en l'espèce le tribunal civil de la préfecture si c'est à la préfecture qu'a été effectué le dépôt, ou le tribunal de la Seine si le dépôt a été effectué directement à l'office. En outre, et vu leur connexité, ces demandes seront jointes de sorte qu'il sera statué sur tous les litiges relatifs à l'existence et à la nouveauté de la découverte ou de l'invention scientifique par une seule et même décision. Par suite de la forclusion encourue par les tiers qui auront négligé de faire valoir leurs droits dans le délai qui leur est imparti, cette décision jouira en fait et en droit d'une autorité absolue.

Le délai de six mois expiré sans qu'aucune contestation ait été soulevée, et en cas de contestation après le jugement ou l'arrêt qui aura consacré les droits du savant devenus définitifs, un certificat de priorité scientifique sera délivré au savant dont il constituera le titre, avec effet au jour de la publication du dépôt. Le savant pouvant d'ailleurs, dès le

jour de la publication réserver ses droits à l'encontre des usagers par le moyen de notifications faites sous réserve de l'obtention du certificat de priorité scientifique. Le certificat établira ainsi d'une manière indiscutable le lien qui existe entre lui et son œuvre et sa simple production le dispensera dans l'avenir de toute preuve relativement à la réalité comme à la priorité de sa découverte ou de son invention, réputée connue de tous au jour de la publication par l'Office.

Ces très réels avantages nous paraissent de nature à compenser amplement le souci des formalités ainsi imposées au savant. On peut reprocher néanmoins à notre système, et le reproche est un peu mérité, de pouvoir donner lieu immédiatement à des procès et à des frais alors que les profits sont encore purement éventuels, mais la perspective même de ces frais sera de nature à empêcher les dépôts de découvertes ou inventions fantaisistes, aussi bien que les contestations dénuées de fondement ; on peut, au surplus, organiser un système de sanctions et d'amendes civiles propres à décourager les pseudo inventeurs et les tiers qui viendraient contester le dépôt lorsqu'il aura été établi que les uns et les autres auront agi de mauvaise foi.

En définitive, notre certificat de priorité scientifique, nous l'admettons bien volontiers, se rapproche singulièrement du brevet d'invention encore qu'il s'en distingue par ses effets plus absolus, mais notre système est moins éloigné du système de Mlle Munier qu'il n'apparaît à première vue. Il repose en effet sur la nécessité d'une publicité de la découverte ou de l'invention. Cette publicité obligatoire, nous avons cru, dans l'intérêt commun de tous les intéressés, l'entourer de formes spéciales par le secours desquelles le savant pourra jouir de ses droits avec l'assurance que lui donnera un titre désormais inattaquable.

CHAPITRE V

DE CERTAINES RESTRICTIONS

APPORTÉES AU DROIT DE PRIORITÉ SCIENTIFIQUE

DÉFENSE EXTÉRIEURE

SANCTIONS. — COMPÉTENCE. — CONCLUSION

La publication de l'œuvre scientifique pourra être interdite dans certains cas, pour des raisons d'ordre public. Ces restrictions ainsi apportées à l'exercice du droit des savants nous semblent trop légitimes pour qu'après d'autres auteurs nous ne les ayons pas adoptées. Mais, nous tenons à préciser que cette interdiction de publier n'entraînera pas les mêmes conséquences relativement à l'exercice par le savant de son droit suivant qu'elle aura été dictée par des considérations se rapportant à la défense nationale, ou par préoccupation d'ordre moral ou sanitaire.

Dans le second cas les droits du savant seront complètement paralysés à cause de l'immoralité de leur objet ou plus exactement du danger qui résulterait de la simple révélation du résultat de ses travaux. L'exemple le plus typique qui ait été fourni d'une découverte ou d'une invention scientifique dont la divulgation devra être ainsi rigoureusement interdite, dans toute la mesure du possible, c'est la révélation

d'un procédé anticonceptionnel accessible à tout le monde (1). Il est inutile d'insister davantage sur ce point.

Mais le premier cas ne peut être considéré sous le même angle, et l'interdiction de publier ne saurait entraîner les mêmes effets. Ce qui importe en effet en pareil cas c'est que l'œuvre scientifique soit connue, à l'exclusion de toute autre, de la seule nation à laquelle appartient son auteur et la prohibition de publier a pour but la sauvegarde d'un ordre public exclusivement national. Jusqu'ici il ne semble pas qu'il y ait lieu de distinguer entre les deux hypothèses. Pourtant si l'on considère que l'Etat qui a intérêt à garder secrète la découverte ou l'invention scientifique, ou du moins à empêcher les Etats voisins d'en prendre connaissance, peut l'exploiter pour son propre compte, il faut admettre que cette exploitation ne saurait aller, pour le savant, sans une rémunération proportionnée au service qu'il rend à l'Etat. Cette rémunération ne pourra pas, bien évidemment, être calculée sur les profits réalisés par l'Etat qui, en fait, ne poursuit aucun but lucratif. On sait d'ailleurs que les industries d'Etat ne passent généralement pour être particulièrement florissantes. Elle sera allouée sous la forme d'une indemnité payée soit en capital, soit au moyen de versements annuels tant que durera l'exploitation ainsi entreprise par l'Etat dans la limite du droit des savants. Cette indemnité, quel que soit son mode de paiement, sera fixée dans la forme habituelle. Mais il se pourra que l'Etat confie l'exploitation à des particuliers. En pareil cas la rémunération pourrait être allouée au savant comme si, en fait, sa découverte ou son invention n'avait fait l'objet d'aucune interdiction de publier, sous réserve peut-être d'une inter-

(1) MUNIER. *Op. cit.*, p. 194.

vention de l'Etat dans la fixation des taux de la redevance et sous réserve, en tous cas, du huis clos, si les Tribunaux sont appelés à se prononcer.

■
* *

Il est d'ailleurs très probable que ces restrictions à l'exercice du droit des savants ne seront pas très fréquentes. Mais il est une autre question qu'il est temps d'aborder, celles des mesures propres à remédier aux insuffisances et aux inconvénients d'une protection exclusivement nationale de l'œuvre scientifique.

Ces inconvénients, nous l'avons vu, sont de deux sortes. On peut craindre tout d'abord que l'industrie nationale ne soit trop fortement concurrencée par les industries étrangères similaires, sur le marché international et même sur le marché national. Ensuite, que les droits du savant ne subissent une atteinte appréciable du fait que cette même concurrence internationale pourra supplanter, grâce à des prix de revient inférieurs, les publications et les fabrications nationales, et réduire ainsi d'autant le nombre des assujettis à la redevance.

En ce qui concerne la protection de l'industrie nationale, on peut décider que, n'entreront en ligne de compte, dans le calcul des redevances dues au savant que les seuls bénéfices réalisés sur les produits fabriqués ou mis en vente à l'intérieur des frontières nationales. Une déclaration à la sortie, revêtue du visa de la douane, rendrait aisée à cet égard la discrimination à faire des bénéfices réalisés par l'éditeur ou par l'industriel assujetti (1). Quant à l'importation d'éditions

(1) Nous avons vu *supra*, p. 80 et s. que Mlle Munier de son côté avait prévu des procédés analogues dont elle n'indiquait pas malheureusement l'économie d'une façon très détaillée.

et de fabrications étrangères, importation préjudiciable à la fois aux savants et à ceux qui d'une manière ou de l'autre tirent profit de son œuvre scientifique, il sera non moins facile d'en pallier les effets dommageables. Il suffira d'assujettir au paiement de la redevance tous ceux qui mettront en vente des éditions ou des fabrications de provenance étrangère où l'on aura pu relever une utilisation de la découverte ou de l'invention scientifique analogue à celle qui eut entraîné un égal assujettissement à la redevance si ces publications avaient été éditées ou ces fabrications exploitées à l'intérieur des frontières.

Nous ne croyons pas en effet devoir nous rallier à la suggestion de Mlle Munier qui donne au savant, par une procédure un peu expéditive, la possibilité de s'opposer d'une façon absolue à toute introduction sur le marché français d'éditions ou de fabrications qui, à l'intérieur, eussent été grevées du paiement de la redevance. A quoi bon paralyser un commerce assurément profitable du savant ? De deux choses l'une, ou bien le Tribunal saisi de la demande en validité conçue par Mlle Munier (art. 20 de son projet) débouterait l'opposant de sa demande et tout sera terminé, sauf l'appel, ou bien il validera l'opposition et interdira la vente jusqu'à ce qu'un accord amiable soit intervenu entre les parties quant à la fixation de la redevance pensons-nous, encore que Mlle Meunier ne s'exprime pas nettement sur ce point, ou qu'à défaut d'accord amiable le montant de la redevance ait été fixé par le Tribunal.

Il semble donc préférable d'abandonner cette suggestion préjudiciable tant au commerce d'importation qu'aux intérêts mêmes du savant lesquels seront suffisamment sauvegardés par le moyen d'une simple mise en demeure à dater de

laquelle la redevance sera due sauf, en cas de désaccord, décision contraire du Tribunal.

Ainsi se trouveront sauvegardés les intérêts des savants comme de ceux qui, à l'intérieur des frontières, feront usage de leurs découvertes ou de leurs inventions puisque, sur le marché international comme sur le marché national, l'équilibre se trouvera rétabli, toutes choses égales d'ailleurs, entre l'édition et la production nationale, d'une part, et l'édition et la production étrangères d'autre part. Le savant ayant de son côté la certitude de pouvoir, à l'intérieur des frontières exercer la plénitude de ses droits à l'encontre de tous ceux qui tirent profit de ses découvertes ou de ses inventions.

*
**

Il faut prévoir encore que les droits des savants ne seront pas exposés aux seules atteintes de la concurrence étrangère et l'on doit à cet égard organiser un ensemble de sanctions civiles et pénales, préventives et répressives, destinées à sauvegarder l'exercice du droit nouveau. Disons tout de suite qu'il ne saurait y avoir ici de contrefaçon proprement dite, le délit de contrefaçon consiste en effet en une atteinte portée au monopole de reproduction conféré à l'auteur ou à l'inventeur. Le fait qu'il conviendra d'ériger un délit, c'est le refus opposé de mauvaise foi, directement ou indirectement à la demande de paiement de la redevance. Car il faut ici rappeler que si tout usager, au titre commercial ou industriel, de l'œuvre scientifique se trouve théoriquement tenu d'une redevance au profit de l'auteur de l'œuvre scientifique, sa dette ne naît, en réalité, que du jour où le savant lui a notifié son intention d'exercer à son encontre le droit de priorité scientifique. Un certain délai peut d'ailleurs

s'écouler entre cette notification et la fixation du chiffre de la redevance, l'exigibilité de la dette seule se trouvant reculée jusqu'au jour où elle sera devenue liquide. La mauvaise foi sera donc une condition essentielle de la perpétration du délit. C'est donc bien le refus de paiement opposé de mauvaise foi aux réclamations du savant qui sera l'élément constitutif du délit.

On peut prévoir que le cas sera peu fréquent sous sa forme brutale. La fraude sera sans doute le plus généralement commise sous une forme détournée par le moyen d'une dissimulation des bénéfices réalisés dans l'utilisation de la découverte ou de l'invention. Il faut donc à cet égard, en outre des sanctions pénales qui seront indiquées plus loin, prévoir des sanctions civiles spéciales. L'allocation intégrale au savant des bénéfices du partage desquels on aura tenté de l'exclure nous paraît un moyen suffisamment énergique mais nécessaire. Il est indispensable en effet de décourager les fraudeurs sans astreindre le savant à se pourvoir nécessairement devant les juridictions répressives. Aussi cette pénalité civile comparable à celle qui frappe le recel civil pourra être prononcée par les Tribunaux civils.

A cette dissimulation de bénéfices il faut naturellement assimiler les cas de vente, de mise en vente et de fabrication clandestine comme aussi l'importation d'éditions et de fabrications étrangères dans le but de faire fraude aux droits du savant. Ici encore la preuve de la mauvaise foi devra être rapportée.

Nous n'avons imaginé jusqu'ici que les fraudes pouvant être directement commises à l'encontre des titulaires du certificat de priorité scientifique. Il en est d'autres qui, sous des dehors parfaitement licites, pourraient aboutir en fait à une véritable expropriation de leurs droits. Nous voulons parler

des conventions tendant à se faire céder par le savant l'exercice de son droit à l'encontre des usagers. Il n'est pas téméraire de concevoir qu'un inventeur, préalablement à l'exploitation de son invention dérivée d'une œuvre scientifique donnée, avant même d'avoir pris un brevet, cherche à se dérober au paiement de la redevance dont il va se trouver tenu. A cette fin il va se faire céder par le savant son droit de priorité scientifique. Si la découverte ou l'invention n'ont encore fait l'objet d'aucune application, il se peut que le savant se laisse arracher cette cession à vil prix. Comme il s'agit en réalité d'une cession de créance, et même de cession d'une créance éventuelle, on ne peut songer à réserver au savant l'exercice d'une action en rescision pour lésion. Mais ce qu'on peut faire c'est interdire toute aliénation définitive et n'attribuer à peine de nullité la cession ainsi intervenue, que des effets temporaires, une durée de cinq ans par exemple, sauf tacite reconduction sans même qu'il soit besoin d'édicter contre le cessionnaire des sanctions analogues à celles qui seront encourues dans les cas cités plus haut pour refus de paiement, de dissimulation de bénéfices, etc...

Jusqu'ici n'ont été considérés que les fraudes tendant à priver le savant d'une part plus ou moins importante du profit qui lui assurera l'exercice de son droit de priorité scientifique. La dernière hypothèse nous amène à envisager une autre série d'atteintes susceptibles d'être portées au droit de priorité scientifique lui-même, et tendant non plus seulement à restreindre le profit qu'assure au savant l'exercice de son droit, mais bien à supprimer le droit lui-même, le certificat de priorité scientifique. Un individu peut avoir eu connaissance d'une découverte ou d'une invention dont il n'est pas l'auteur et en effectuer le dépôt pour son propre compte à l'effet de se réserver la jouissance exclusive des

profits qui en découlent, ou bien encore, le dépôt effectué par le véritable auteur de la découverte ou de l'invention, un tiers viendra en contester frauduleusement la sincérité se prétendant le seul auteur de la découverte ou de l'invention en question.

Dans l'un et l'autre cas, c'est le titre même du savant qui sera mis en jeu. Il ne saurait échapper à personne que cette fraude présente un caractère de gravité incontestablement plus accentué que les précédentes et qu'il importe non moins de la réprimer d'une manière très énergique.

Les peines édictées par la loi du 5 juin 1844, en matière de contrefaçon de brevets d'invention nous semblent devoir être adaptées sauf revision du montant des amendes, à la répression des diverses atteintes pouvant être portées aux droits du titulaire du certificat de priorité scientifique, y compris les dispositions relatives à la complicité, au cumul des peines, ainsi qu'aux circonstances atténuantes.

De même encore qu'en matière de brevets d'invention, il sera loisible au savant, dans tous les cas où il aura intérêt à se ménager la preuve d'une utilisation de son œuvre scientifique, à recourir à la procédure de saisie contrefaçon sans qu'il soit tenu cependant de saisir le tribunal, à peine de nullité, de la saisie contrefaçon, dans le délai de huitaine prévu par la loi de 1844, et dont l'extrême brièveté n'apporte qu'une gêne sensible à l'exercice des droits du poursuivant sans constituer pour le saisi une garantie appréciable. Un délai de deux mois offrirait les mêmes garanties sans entraîner les mêmes inconvénients, étant entendu même que ce délai ne courrait qu'à dater de la délivrance du certificat de priorité scientifique puisque le savant ne peut jusque là que faire réserve de ses droits éventuels.



Telle est la façon dont nous concevons dans ses lignes générales le droit qui fait l'objet des revendications des corps savants. Nous avons dû, pour ne pas alourdir démesurément cet exposé, laisser à l'écart nombre de points qui, pour ne présenter qu'un intérêt secondaire, n'en ont pas moins leur importance. Indiquons seulement que le droit de priorité scientifique nous semble devoir être considéré, nonobstant son caractère évidemment patrimonial, comme un droit exclusivement attaché à la personne avec les conséquences que comporte à un tel droit, notamment au point de vue de l'application de l'article 1166 du Code civil. Ajoutons également qu'il devrait encore, à notre sens, être considéré comme un propre sans pouvoir, quel que soit le moment où il prend naissance, tomber en communauté. Mais l'étude de ces questions et de bien d'autres encore nous entraînerait trop loin et dépasserait le but que nous nous sommes proposé dans cette étude. Nous avons, en effet, simplement voulu montrer que l'exclusion des auteurs de découvertes et d'inventions scientifiques, de la législation protectrice des œuvres de l'esprit ne se justifiait en droit ni en fait par aucune considération.

Le problème avait été, selon nous, mal posé ; d'où les critiques parfois véhémentes, pour ne citer que celle de M. le professeur Vivante (1) de l'Université de Rome, dont le droit à reconnaître aux savants a fait parfois l'objet. On pouvait craindre en effet qu'il n'aboutisse, d'une façon plus ou moins déguisée, à une appropriation de l'idée qui a été émise par un individu, alors qu'elle peut l'être à nouveau et en toute

(1) *Op. cit.*

bonne foi, par un autre. Nous nous sommes autant que possible gardés de prêter à pareille critique et nous n'estimons pas même pouvoir, avec Mlle Munier(1), ranger le droit de priorité scientifique dans la classe des droits qu'elle désigne ingénieusement sous le nom de : *jura ni re intellectuali*. L'essai de classification juridique qu'elle présente à la fin de son ouvrage révèle une culture fort étendue non moins qu'une subtilité juridique peu commune dont il nous est agréable de la louer sans réserves. Toutefois, nous croyons devoir ranger le droit à reconnaître aux savants plutôt dans la catégorie des *jura ad rem*. L'analyse des rapports qui existent entre l'auteur d'une découverte ou d'une invention d'une part, et ceux-là qui en tirent un profit industriel ou commercial d'autre part, les seuls en définitive qu'aient considérés nos devanciers, nous oblige de conclure en ce sens.

Ceci d'ailleurs ne saurait avoir rien de défavorable à l'idée qu'on doit se faire du mérite scientifique et nous paraît, tout au contraire, faire davantage ressortir l'étendue des services rendus par le savant à ses semblables.

C'est d'ailleurs en considération de ces seuls rapports dont nous nous sommes efforcés de dégager objectivement la réalité que nous avons été amenés à concevoir et à développer les moyens propres à leur conférer la sanction civile et pénale sans laquelle leur consécration demeurerait lettre morte. Ils paraîtront sans doute un peu compliqués, les formalités que devra remplir le savant, rebutantes, et trop fréquents les risques de conflits. Aussi bien nous n'avons pas la prétention, qui serait assurément fort déplacée, de considérer ces moyens comme nécessaires. Tout au contraire voulons-nous espérer que leur critique ne manquera pas à

(1) *Op. cit.*, p. 246.

en faire concevoir d'autres meilleurs qui, tout en offrant des garanties analogues, rendront plus aisé l'exercice du droit des savants.

Il n'en reste pas moins que, même en l'état actuel, la réforme n'apparaît pas dénuée de toute possibilité de réalisation pratique. Non pas que, présenté sous cette forme, le droit de priorité scientifique doive se laisser admettre sans protestations. Toute réglementation nouvelle qui tend à faire cesser un abus, comme d'ailleurs tout changement apporté dans un ordre établi appelle des réserves, ne manque pas de susciter d'après critiques, et non pas seulement de la part de ceux-là qu'anime un esprit de conservatisme étroit, ou qui profitent eux-mêmes de l'abus qu'on s'efforce de faire disparaître.

Les critiques intéressées ne méritent guère d'être relevées. Mais d'autres peuvent être dirigées contre la réforme envisagée. Celles-ci, à la vérité, procèdent, pour la plupart, de sentiments peut-être routiniers, à tout le moins d'un certain scepticisme sur le fonctionnement pratique du droit revendiqué par le savant. Du seul point de vue théorique, en effet, le droit de priorité scientifique ne saurait être sérieusement contesté.

Il semble donc qu'un essai doit être loyalement tenté. Nous ne demandons pas purement et simplement un acte de foi dans le droit des savants. Nous avons montré qu'il était possible d'en organiser le fonctionnement dans les conditions qui limitent jusqu'à un certain point l'inconnu dont s'effraient les critiques. Certes, l'idée qu'on peut se faire des charges qui en résulteront pour l'industrie est nécessairement, vu l'absence complète de précédents, incertaine. De même du nombre et de la difficulté des conflits qui pourront s'élever

à l'occasion de l'exercice du droit nouveau. Ce n'est pas néanmoins une raison suffisante, pour le législateur, de se désintéresser de ce problème que pose la morale et que doit résoudre l'équité. Nous demeurerons toutefois sans illusions sur la portée de notre travail, mais nous voulons exprimer au moins le désir que d'autres viendront, qui, reprenant après nous la défense des savants, assureront et consacreront le triomphe de leurs droits.

Les toutes récentes réunions de l'Institut international de coopération intellectuelle (1) ne peuvent que fortifier notre espoir qu'après les artistes, les écrivains et les inventeurs, les savants se verront enfin en droit de venir au partage des incalculables richesses dont ils ont, avec un désintéressement assurément très louable, mais devenu un peu anachronique permis et dont ils ne cessent de permettre l'acquisition.

(1) Rappelons également l'initiative prise par le ministre de l'Instruction publique et la nomination d'une commission interministérielle chargée d'élaborer un projet de loi consacrant la protection réclamée par les corps savants.

On trouvera, en annexe, à la suite de notre projet de loi, le texte de l'arrêté ministériel qui a nommé la commission.

APPENDICE

PROJET DE LOI

portant création

*d'un droit de priorité scientifique au profit des auteurs
de découvertes et d'inventions non brevetables*

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE PREMIER. — Toute nouvelle découverte ou invention dont l'objet relève de la compétence des sections scientifiques de l'Académie des Sciences et de l'Académie de Médecine et que son caractère purement théorique soustrait à la protection de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention, confère à son auteur pour le temps et sous les conditions ci-après déterminées en droit de priorité scientifique.

ART. 2. — Seront considérées comme découvertes et inventions scientifiques donnant naissance au droit de priorité scientifique :

1° Toutes révélations de phénomènes, de corps, d'agents et de propriété des êtres vivants et de la matière, et de principes, ou de lois physiques, chimiques, ou biologiques.

2° Toutes conceptions de nouveaux systèmes, méthodes et moyens d'obtention ou composition de produits nouveaux. dont on n'a pas indiqué les résultats industriels.

TITRE II

DU DROIT DE PRIORITÉ SCIENTIFIQUE, DE SON EXERCICE ET DE SA DURÉE

SECTION I. — *Du droit de priorité scientifique.*

ART. 3. — Le droit de priorité scientifique ne pourra être exercé qu'autant qu'il aura été constaté par un titre délivré par le Gouvernement sous le nom de certificat de priorité scientifique.

ART. 4. — Quiconque pourra librement, nonobstant le droit de priorité scientifique reconnu à l'auteur d'une découverte ou d'une invention rentrant dans les catégories définies dans les articles 1 et 2 de la présente loi, relater, publier, commenter ladite découverte ou invention, en exploiter toutes applications commerciales et industrielles, thérapeutiques et pharmaceutiques qu'il avisera, à charge toutefois de verser, à dater du jour de la demande qui lui en sera faite, à l'auteur de ladite découverte ou invention, une redevance proportionnelle à ses droits d'auteur ou aux bénéfices réalisés par lui dans l'exploitation commerciale ou industrielle des applications dérivées de ladite découverte ou inventaire.

ART. 5. — L'auteur d'une découverte ou d'une invention scientifique ne pourra pareillement s'opposer, en vertu de son droit de priorité scientifique à l'importation, soit d'éditions ou de publications étrangères relatant sa découverte ou son invention, soit de fabrications dérivées de ladite découverte ou invention, mais il pourra exiger le paiement d'une redevance proportionnelle aux bénéfices réalisés sur la vente des éditions ou fabrications ainsi importées.

ART. 6. — La possibilité d'exiger le paiement de cette redevance constitue le droit de priorité scientifique.

ART. 7. — Si toutefois la découverte ou l'invention consiste exclusivement dans l'explication rationnelle d'un résultat antérieurement connu et dont les possibilités d'application industrielle ou commerciale s'étaient précédemment

révélées, l'auteur de ladite découverte ou invention ne pourra prétendre droit à aucune redevance sur les bénéfices réalisés dans l'exploitation de ces applications antérieures à sa découverte ou son invention ni sur ceux réalisés dans l'exploitation des applications similaires, même postérieures à sa découverte ou à son invention.

SECTION II. — *Du calcul de la redevance. — Révision.*

ART. 8. — Le montant de la redevance sera fixé à l'amiable entre les parties, ou, à défaut d'accord, par le Tribunal civil, proportionnellement aux bénéfices nets visés aux articles 4 et 5.

ART. 9. — N'entreront pas en ligne de compte pour le calcul de la redevance les bénéfices réalisés sur les fabrications exportées à l'étranger.

Sera également déduite pour le calcul de la redevance la part de droits d'auteurs afférente aux exemplaires d'éditions ou de publications exportées à l'étranger.

Les exportations seront constatées par une déclaration à la sortie, visée par la Douane française.

ART. 10. — Dans tous les cas où, soit une publication relatara et commentera plusieurs découvertes ou inventions, soit une fabrication donnée procédera de plusieurs découvertes ou inventions, que les dites découvertes ou inventions, aient le même objet ou des objets distincts, la totalité des redevances pouvant être perçues par les auteurs des dites découvertes ou inventions n'excédera en aucun cas 30 % des droits d'auteur ou des bénéfices nets réalisés dans l'exploitation de ladite fabrication.

Toutes les fois que, par suite d'une réclamation ultérieure, le total des redevances dues dépassera la limite ci-dessus fixée, il y aura lieu à réduction proportionnelle de toutes les redevances.

ART. 11. — Lorsque cinq ans au moins se seront écoulés depuis la fixation de la redevance ou sa revision et que la moyenne annuelle des droits d'auteur perçus au cours des cinq dernières années ou des bénéfices réalisés pendant les cinq derniers exercices auront subi une diminution ou une

augmentation de plus du quart du montant annuel des droits d'auteur ou des bénéfices d'après lequel a été calculé le taux de la redevance, chacune des parties pourra, nonobstant toute clause ou convention contraire, introduire une action en revision de la redevance pendant un an à dater de la cinquième année ou du cinquième exercice.

Passé ce délai l'action en revision ne pourra être exercée qu'à l'expiration de la période quinquennale suivante :

Les exercices sont réputés, sauf preuve contraire, partir du premier janvier de chaque année pour finir le trente et un décembre suivant.

ART. 12. — La preuve qu'une découverte ou une invention a été publiée par un tiers ou qu'il en a été tiré telles applications industrielles ou commerciales pourra être rapportée par tous les moyens.

ART. 13. — Le droit de priorité scientifique ne peut être cédé que pour une durée n'excédant pas cinq années, sauf tacite reconduction.

Toute convention contenant aliénation à titre onéreux d'un droit de priorité scientifique pour une durée supérieure sera, si le cédant le demande, et nonobstant toute clause contraire, réduite, quant à ses effets, à une durée de cinq années.

Les cessions seront enregistrées à l'Office national des découvertes et inventions scientifiques, prévu à l'art. 17, et dénoncées aux tiers, tenus de la redevance, dans les termes de l'art. 1690 du Code civil.

SECTION III. — *Durée du droit de priorité scientifique.*

ART. 14. — Le droit de priorité scientifique s'exerce pendant trente ans, à dater de la publication prévue à l'art. 26.

Il est exercé, après la mort de l'auteur, par ses héritiers, ou ayant droit.

Sa durée ne peut être prorogée ou réduite que par une loi.

ART. 15. — Tout auteur d'une découverte ou d'une invention pourra, dès que sa découverte ou son invention aura été rendue publique, dans les formes prévues au

Titre III de la présente loi et avant même d'avoir obtenu la délivrance du certificat de priorité scientifique, faire réserve de ses droits vis-à-vis des tiers visés aux articles 4 et 5 par le moyen de notifications extrajudiciaires signifiées à personne ou à domicile.

Si le certificat de priorité scientifique est ultérieurement délivré, la redevance sera due rétroactivement à compter du jour de la notification.

TITRE III

FORMALITÉS RELATIVES A LA DÉLIVRANCE DU CERTIFICAT DE PRIORITÉ SCIENTIFIQUE

SECTION PREMIÈRE. — *De la demande et du dépôt
de la demande de certificat de priorité scientifique.*

ART. 16. — Le certificat de priorité scientifique ne sera délivré qu'autant qu'il aura été demandé dans les formes prévues au présent titre.

ART. 17. — Il est créé un office national des découvertes et inventions scientifiques dépendant du ministère de l'Instruction publique qui pourra être néanmoins rattaché à l'Office national de la propriété industrielle, à l'effet de recevoir les demandes de certificats de priorité scientifique.

Un décret déterminera la composition et organisera le fonctionnement de l'Office national des découvertes et inventions scientifiques. Une taxe, dont le montant sera fixé par décret, sera perçue sur le montant net des redevances encaissées par l'auteur de la découverte ou de l'invention ou par ses ayants droit à l'effet d'assurer le fonctionnement de l'Office et de la Commission prévue à l'art. 23.

En cas d'insuffisance des taxes ainsi perçues, les dépenses nécessitées par l'exécution de la présente loi figureront au budget du ministère de l'Instruction publique.

ART. 18. — Quiconque voudra obtenir la délivrance d'un certificat de priorité scientifique devra effectuer à l'Office national des découvertes et inventions scientifiques à Paris, ou, en province, à la Préfecture du département de son domicile le dépôt en double original d'une relation sur papier

libre de sa découverte ou de son invention avec demande de **certificat de priorité scientifique** et **élection de domicile au lieu du dépôt**.

La demande de certificat sera limitée à une seule découverte ou invention.

La relation de ladite découverte ou invention contiendra déclaration par l'impétrant, sous la foi du serment, de tous les moyens mis en œuvre pour l'obtention de sa découverte ou de son invention, avec indication précise de l'élément constitutif de sa nouveauté.

ART. 19. — Le dépôt sera effectué par l'auteur de la découverte ou de l'invention ou par mandataire, porteur d'un pouvoir spécial, lequel demeurera annexé au dépôt.

En cas de décès de l'auteur de la découverte ou de l'invention, le dépôt pourra être effectué par ses héritiers ou l'un d'eux.

ART. 20. — Un **procès-verbal du dépôt** sera dressé sans frais par le secrétaire de l'Office national des découvertes et inventions scientifiques ou par le secrétaire général de la préfecture sur un registre spécial.

Le procès-verbal, dont une expédition sera remise au déposant, sur papier libre et sans frais, sera signée par lui et constatera le jour et l'heure du dépôt.

ART. 21. — Aussitôt après l'enregistrement du dépôt, et dans les cinq jours au plus tard du procès-verbal de dépôt, les pièces seront adressées par les préfets à l'Office national des découvertes et inventions scientifiques.

Dès l'arrivée des pièces à l'Office, il sera procédé à l'ouverture et à l'enregistrement des demandes.

L'un des originaux prévus à l'art. 18 demeurera à l'Office national, l'autre original, dûment revêtu du visa de l'Office, sera retourné au déposant par pli recommandé avec accusé de réception dans la quinzaine du dépôt.

ART. 22. — Seront rejetées sans recours :

1° Toutes demandes concernant plus d'une découverte ou d'une invention :

2° Celles dans lesquelles, la déclaration ou le serment prévus à l'art. 18 auront été omis ;

3° Celles dans lesquelles n'aura pas été précisé l'élément constitutif de la nouveauté de la découverte ou de l'invention.

Notification motivée du refus de la demande sera adressée au déposant par pli recommandé avec accusé de réception en même temps que le second original visé par l'Office, conformément à l'art. 21.

SECTION II. — *De l'examen à objectif limité
préalable à la publicité du dépôt.*

ART. 23. — L'objet de la découverte ou de l'invention sera, préalablement à toute publicité, soumis à l'examen d'une Commission dont les membres seront nommés pour trois ans par décret et composée de représentants des ministères de l'Instruction publique, de l'Intérieur, de l'Hygiène, de la Guerre et de la Marine, et d'un représentant de l'Office National des découvertes et inventions scientifiques, assistés de délégués des sections scientifiques des académies, des sciences et de médecine.

ART. 24. — La Commission pourra interdire la divulgation de la découverte ou de l'invention toutes les fois que cette seule divulgation apparaîtra de nature à compromettre la morale ou l'hygiène publique ou que les nécessités de la défense nationale requerront cette interdiction.

L'auteur de la découverte ou de l'invention sera entendu contradictoirement par la Commission, dont la décision devra, à peine de nullité, intervenir dans les deux mois du dépôt.

Les débats seront poursuivis à huis clos, la décision motivée de la Commission sera rendue également à huis clos toutes les fois qu'elle comportera interdiction de publier.

Cette décision ne sera pas susceptible de voies de recours. Elle sera notifiée au déposant, par les soins de l'Office, dans les formes prévues à l'art. 21.

ART. 25. — L'Etat aura toujours la faculté d'entreprendre l'exploitation de toutes fabrications dérivées de la découverte ou de l'invention dont la divulgation aura été interdite.

En pareil cas, une indemnité sera due à l'auteur de

ladite découverte ou invention. Cette indemnité sera fixée de la manière prévue à l'art. 8 et allouée, soit sous forme de capital, soit sous forme de rente, au choix du créancier de ladite indemnité.

Si les Tribunaux sont appelés à se prononcer, le huis clos pourra être ordonné.

SECTION III. — *De la publicité du dépôt.*

ART. 26. — Le délai de deux mois, prévu à l'art. 24, expiré sans qu'ait été interdite la publication de la découverte ou de l'invention, cette découverte ou invention sera publiée par les soins de l'Office National des découvertes et inventions scientifiques dans un périodique spécial qui reproduira *in extenso* le contenu du dépôt prévu à l'art. 18.

Un exemplaire enregistré dudit périodique demeurera au siège de l'Office à la disposition des tiers qui voudront le consulter et d'autres exemplaires seront transmis par l'Office aux sièges des Facultés des sciences et de médecine.

Il sera en outre publié un catalogue des dépôts ainsi publiés.

ART. 27. — Dans le cas où la divulgation de la découverte ou de l'invention aurait été interdite, le contenu du dépôt n'en sera pas moins reproduit *in extenso* dans un fascicule spécial, non mis dans le commerce, du périodique susvisé et dont un exemplaire enregistré demeurera à l'Office, mais qui ne pourra être mis à la disposition du tiers.

Des exemplaires dudit fascicule seront pareillement expédiés aux sièges des Facultés des sciences et de médecine où ils ne pourront être consultés par les tiers que sur une autorisation délivrée par le secrétaire général de l'Office national des découvertes et inventions scientifiques sur la demande qui lui en aura été adressée.

Cette demande ne sera répondue qu'autant qu'elle aura été visée par le doyen desdites Facultés.

SECTION IV. — *Des effets de la publicité.*

ART. 28. — La découverte ou l'invention rendue publique dans les formes ci-dessus prescrites sera réputée connue

des tiers à dater du jour de sa publication et sans que la preuve contraire puisse être rapportée.

ART. 29. — L'enregistrement prévu à l'art. 26 fait courir un délai franc de six mois, durant lequel tout intéressé pourra revendiquer la priorité de la découverte ou de l'invention, en contester la nouveauté.

Les demandes seront, à peine de nullité, portées devant le tribunal du domicile élu en la demande de certificat de priorité scientifique.

Elles seront jointes, vu leur connexité, et il sera statué par un seul et même jugement.

En cas d'appel ou de pourvoi, toutes les parties au jugement devront être mises en cause.

ART. 30. — Passé le délai de six mois prévu à l'article précédent, toutes actions tendant à revendiquer la priorité ou à contester la nouveauté de la découverte ou de l'invention seront irrecevables, sauf le cas de mauvaise foi prévu en l'art. 35.

L'action ne pourra dans ce dernier cas et après l'expiration du délai susvisé être portée que devant la juridiction répressive.

SECTION V. — *De la délivrance du certificat de priorité scientifique.*

ART. 31. — Dès l'expiration du délai de six mois ci-dessus visé, ou dès le jugement ou l'arrêt devenu définitif, un certificat établissant la priorité de la découverte ou de l'invention sera s'il échet délivré à l'auteur du dépôt à son mandat ou à ses ayants droit.

ART. 32. — Un arrêté du ministre de l'Instruction publique constatant la régularité de la demande, l'expiration du délai de six mois sans contestation de la part des tiers, et en cas de contestation, constatant que le jugement ou l'arrêt consacrant la priorité de la découverte ou de l'invention est devenu définitif, sera délivré sans frais à l'auteur de la découverte ou de l'invention et constituera le certificat de priorité scientifique.

A cet arrêté sera joint un exemplaire imprimé, certifié conforme, du dépôt.

Des exemplaires dudit dépôt pourront être délivrés aux tiers qui en feraient la demande et moyennant le paiement d'une taxe dont le montant sera fixé par décret.

TITRE IV

DES DROITS DES ÉTRANGERS

ART. 33. — Les étrangers ne pourront obtenir en France de certificat de priorité scientifique qu'autant que des droits analogues viendraient à être reconnus aux Français dans les pays dont ils ressortissent.

ART. 34. — Les formalités et conditions déterminées par la présente loi seront applicables aux certificats de priorité scientifiques demandés par des étrangers, en exécution de l'article précédent.

TITRE V

DES ATTEINTES PORTÉES AU DROIT DE PRIORITÉ SCIENTIFIQUE DES POURSUITES ET DES PEINES

ART. 35. — Quiconque aura sciemment déposé une demande de certificat de priorité scientifique pour une découverte ou une invention dont il n'est pas l'auteur sera puni d'une amende de mille à cinq mille francs sans décimes.

Le jugement ordonnera la restitution intégrale de toutes les redevances qui auraient pu être perçues sans préjudice de tous autres dommages et intérêts.

Le jugement sera en outre inséré dans le périodique prévu à l'art. 26.

ART. 36. — Quiconque aura, de mauvaise foi, revendiqué la priorité d'une découverte ou d'une invention ou en aura, de mauvaise foi, contesté la nouveauté, sera puni d'une amende de cinq cents à deux mille francs, sans décimes.

Si la preuve de la mauvaise foi est rapportée au cours

d'une procédure civile, la peine pourra être prononcée, même d'office, par le Tribunal civil ou la Cour d'Appel.

ART. 37. — Quiconque aura, soit par le moyen d'une comptabilité volontairement faussée, soit par le moyen de publications, d'éditions ou de fabrications clandestines, soit par le moyen d'importation clandestine de publications ou de fabrications, dissimulé ou tenté de dissimuler tout ou partie des bénéfices recueillis dans la publication d'éditions relatant ou commentant une découverte ou une invention, ou dans l'exploitation des applications commerciales ou industrielles qui en dérivent, dans le but de diminuer le montant de la redevance due à l'auteur de ladite découverte ou invention, sera puni d'une amende de cent à cinq cents francs, sans décimes.

Les bénéfices dissimulés pourront, en outre, être attribués en totalité au créancier de la redevance.

ART. 38. — L'action correctionnelle pour l'application des peines ci-dessus ne pourra être exercée par le ministère public que sur la plainte de la partie lésée, sauf le cas prévu à l'art. 39 où le ministère public pourra agir d'office.

ART. 39. — Quiconque aura, au mépris de la décision de la commission prévue par les art. 23 et 24 contenant interdiction de divulguer une découverte ou une invention aura porté volontairement cette découverte ou cette invention à la connaissance des tiers sera puni des peines portées en l'art. 142 du Code Pénal.

ART. 40. — Les peines établies par la présente loi ne pourront être cumulées.

La peine la plus forte sera seule prononcée pour tous les faits antérieurs au premier acte de poursuite.

ART. 41. — Dans le cas de récidive, il sera prononcé outre l'amende portée aux articles 35, 36, 37, un emprisonnement d'un mois à six mois.

Il y a récidive, lorsqu'il a été rendu contre le prévenu, dans les cinq années antérieures une première condamnation pour un des délits réprimés par la présente loi.

ART. 42. — L'art. 463 du code pénal pourra être appli-

qué aux crimes et délits prévus par les dispositions qui précèdent.

ART. 43. — Tout auteur de découverte ou d'invention scientifique auquel aura été délivré un certificat de priorité scientifique ou qui en aura fait la demande et dont la découverte ou l'invention aura été rendue publique dans les formes prescrites par la présente loi, pourra, en vertu d'une ordonnance du président du tribunal civil, faire procéder par tout huissier à la désignation et description détaillée, avec ou sans saisie, tant des publications et éditions relatant ou commentant sa découverte ou son invention, que des fabrications ou applications dérivées de ladite découverte ou invention.

L'ordonnance sera rendue sur simple requête sur la présentation :

1° du certificat de priorité scientifique ou de l'expéde l'art. 21.

2° de l'exemplaire du périodique prévu à l'art. 26 contenant la relation de la découverte ou de l'invention. L'ordonnance contiendra, s'il y a lieu, la nomination d'un expert pour aider l'huissier dans sa description.

Lorsqu'il y aura lieu à saisie, ladite ordonnance pourra imposer au requérant un cautionnement qu'il sera tenu de consigner avant de faire procéder à la saisie.

Le cautionnement sera toujours imposé à l'étranger

Il sera laissé copie à la partie saisie tant du procès-verbal de saisie description que de l'ordonnance du juge et de l'acte de dépôt du cautionnement, le tout à peine de nullité et de dommages et intérêts contre l'huissier.

ART. 43. — A défaut par le requérant de s'être pourvu par la voie civile ou correctionnelle dans le délai franc de deux mois à dater de la saisie ou de la délivrance du certificat de priorité scientifique si la saisie a été pratiquée auparavant, la saisie ou description sera nulle de plein droit, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront être réclamés.

ART. 44. — Des décrets, portant règlement d'administration publique, arrêteront les dispositions nécessaires pour l'exécution de la présente loi qui n'entrera en vigueur que six mois après sa promulgation.

ANNEXE

ARRÊTÉ

instituant une commission

*chargée de préparer un projet de loi relatif aux droits
des auteurs de découvertes ou inventions scientifiques.*

(Journal Officiel des 19 et 20 mars 1928, n° 68, page 3059.)

Droit des auteurs de découvertes ou inventions scientifiques

Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

Vu l'avant-projet relatif aux droits des auteurs de découvertes ou inventions scientifiques (propriété scientifique) établi par le comité de juriscultes institué auprès de la direction des beaux-arts par arrêté du 12 mai 1927 et auquel étaient adjoints, en qualité d'experts techniques, MM. Mangin, directeur du musée d'histoire naturelle et Langevin, professeur au collège de France,

Arrête :

Article premier. — Il est institué au ministère de l'instruction publique et des beaux-arts une commission interministérielle chargée de préparer un projet de loi relatif aux droits des auteurs de découvertes ou inventions scientifiques.

Art. 2. — Cette commission sera présidée par M. le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, assisté de deux vice-présidents.

Elle comprendra :

- MM. V. Bérard, sénateur.
Roustan, sénateur.
Pol Chevalier, sénateur.
Joseph Barthélemy, député.
Emile Borel, député.
Marcel Plaisant, député.
Un représentant du ministère des finances.
Un représentant du ministère de la justice.
Un représentant du ministère de la guerre.
Un représentant du ministère de la marine.
Un représentant du ministère de l'agriculture.
Un représentant du ministère des travaux publics.
Un représentant du ministère des colonies.
Un représentant du ministère du commerce.
Un représentant du ministère du travail.
- MM. Drouets, directeur de l'office de la propriété industrielle.
E. Picard, secrétaire perpétuel de l'académie des sciences.
Lacroix, secrétaire perpétuel de l'académie des sciences.
Lyon-Caen, secrétaire perpétuel de l'académie des sciences morales et politiques.
Achard, secrétaire général de l'académie de médecine.
Ambroise Colin, conseiller à la cour de cassation.
Bonifas, conseiller d'Etat.
Appleton, professeur honoraire à la faculté de droit de Lyon.
D.-L. Breton, membre de l'Institut, directeur de l'office des inventions.
L. Lumière, membre de la section des sciences appliquées (*sic*) à l'académie des sciences.
A. Rateau, membre de la section des sciences appliquées de l'académie des sciences.
Mangin, membre de l'académie des sciences, directeur du Muséum d'histoire naturelle, président de l'académie d'agriculture.

Moureu, membre de l'académie des sciences, professeur au collège de France.

Langevin, professeur au Collège de France.

d'Arsonval, membre de l'académie des sciences et de l'académie de médecine, professeur au Collège de France.

Roux, directeur de l'institut Pasteur.

Mme Curie, membre de l'académie de médecine, membre de la commission de coopération intellectuelle de la Société des nations.

MM. Hanriot, membre de l'académie de médecine, ancien directeur de la monnaie.

Baudet, président de la chambre de commerce de Paris.

Duchemin, président de l'union des syndicats des industries chimiques.

Lambert-Ribot, secrétaire général du comité des forges.

Esnault-Pelterie, président de l'association des savants et inventeurs de France.

R. Coolus, délégué général de la confédération des travailleurs intellectuels.

Boucherot, délégué adjoint de la confédération des travailleurs intellectuels.

Saint-Lague, délégué adjoint de la confédération des travailleurs intellectuels.

le docteur R. Dalimier.

Dubois, secrétaire de l'union des syndicats d'ingénieurs.

Gallie, avocat à la cour d'appel.

Lucien Klotz, publiciste.

Labbe, directeur général de l'enseignement technique.

Paul Léon, directeur général des beaux-arts, membre de l'Institut.

Cavalier, directeur de l'enseignement supérieur.

Grunebaum-Ballin, président du conseil de préfecture de la Seine.

S. de Laborie, rédacteur en chef à la *Jurisprudence Dalloz*.

Richard, conseiller à la cour d'appel.

René Gadave, sous-directeur à la direction des beaux-arts.

Cartault, avocat au conseil d'Etat et à la cour de cassation.

Henri Cahen, président du syndicat des industries.

Fait à Paris, le 19 mars 1928.

EDOUARD HERRIOT.

Nous ne pouvons malheureusement pas reproduire ici le texte de l'avant-projet rédigé par la commission du 12 mai 1927. Cet avant-projet n'a pas encore été publié et nous n'avons pu en obtenir communication que d'une façon toute confidentielle. Nous en rapellerons néanmoins les caractéristiques essentielles déjà exposées dans un article de M. F. Honoré sur « La propriété scientifique », paru dans *l'Illustration* (numéro du 7 avril 1928, 86^e année, n^o 4440).

L'avant-projet de la commission pose en principe l'attribution aux auteurs de découvertes ou inventions scientifiques reconnues originales de « tous les droits appartenant aux auteurs d'œuvres de l'esprit » (art. 1). Mais il ne contient en réalité aucune innovation sur ce point, et, comme l'on fait les auteurs dont nous avons rappelé les travaux dans l'étude qui précède, il se borne à conférer aux savants le droit de prélever une redevance sur les bénéfices réalisés dans l'exploitation des applications dérivées de leurs découvertes ou inventions (art. 5), à moins que la découverte ou

l'invention ne soit contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ou encore que l'Etat n'ait usé de la faculté d'expropriation qui lui est laissé (art. 4).

La durée du droit pécuniaire ainsi reconnu aux savants est déterminée d'une manière comparable à celle que préconisait M. Vigneron (*op. cit.* pp. 82 et s.). « La solution proposée, écrivait-il, s'inspire des aspects successifs de la découverte en instituant deux délais distincts mais coordonnés entre eux. Un délai de recevabilité fixé à trente ans doit protéger la découverte restée à l'état théorique ; dans les limites de celui-ci, un délai utile, fixé à quinze ans protège l'exercice effectif des droits du savant, c'est-à-dire la perception d'une redevance sur l'application industrielle. »

Dans l'avant-projet ministériel, le délai de recevabilité, pour reprendre l'expression de M. Vigneron, est porté à cent ans (art. 10), le délai utile est fixé à trente ans, et court, dans les limites du précédent, à dater de chaque application nouvelle de la découverte ou de l'invention. Le délai de cent ans expiré, la découverte ou l'invention scientifique tombe dans le domaine public. Il n'en faudrait pas conclure que l'exploitation de ses applications devient pour cela nécessairement gratuite, l'Etat ayant la faculté de se substituer aux savants ou à leurs ayants droit pour encaisser, pendant une durée indéterminée, des taxes ou redevances dont le montant serait versé à la Caisse nationale des lettres, arts et sciences.

Il suffit, pour que prenne naissance, le droit du savant, que sa découverte ait fait l'objet d'une publication non équivoque, quels qu'en soient le mode et la forme (art. 9). Toutefois l'auteur de la découverte ou de l'invention ne pourra

faire valoir ses droits (art. 13 et art. 15) qu'autant que sa découverte ou son invention aura été immatriculée par un Conseil supérieur de la propriété scientifique, lequel est rattaché au Ministère de l'Instruction publique et ne statue qu'après un examen préalable portant sur la réalité comme sur la nouveauté de la découverte ou de l'invention.

Pour ce qui est de l'exercice même du droit par le savant, rappelons que le montant de la redevance prévue à l'art. 5 est fixé soit par accord amiable qui doit être soumis à l'homologation du Tribunal civil (art. 23), soit, en cas de désaccord, par des tribunaux spéciaux après préliminaires de conciliation obligatoire devant le président du tribunal civil. Ces tribunaux, qui comportent deux degrés de juridiction, sont composés de magistrats de l'ordre judiciaire et d'assesseurs désignés par l'Académie des sciences (art. 25).

Le taux de la redevance est sujet à des revisions périodiques tous les cinq ans (art. 31).

Telles sont les dispositions fondamentales de l'avant-projet soumis à la commission interministérielle nommée par l'arrêté du 18 mars 1928.

On peut, au point de vue de la méthode adoptée, regretter que ce texte ne se soit pas exclusivement limité au problème de la protection des œuvres scientifiques, il renferme en effet (art. 11) des dispositions relevant exclusivement de la matière des brevets d'invention et concernant les cas où l'invention brevetable est l'œuvre d'un salarié. De même, et pour en revenir à notre sujet proprement dit, on eut aimé trouver, à défaut d'une définition de la découverte ou de l'invention scientifique, une énumération limitative et pas seulement énonciative des découvertes et inventions protégées ;

l'art. 2 dispose en effet : seront *notamment* compris parmi les bénéficiaires de la présente loi... les auteurs, etc. L'institution d'un droit nouveau entraîne nécessairement des conflits et des complications que le législateur doit avant tout s'efforcer de limiter par la clarté et la précision des textes. Il doit éviter de se laisser suppléer par le juge, à plus forte raison doit-il s'abstenir de lui en imposer l'obligation.

Mais ce qui frappe le plus c'est l'esprit dans lequel a été conçu l'avant-projet ministériel, ses rédacteurs sont animés d'un sentiment de réaction, à la vérité très louable, mais non moins certainement fort exagéré en faveur des auteurs de découvertes et inventions scientifiques.

Ils semblent n'avoir voulu considérer qu'un des termes du problème et ne manqueront pas, par là, de justifier toutes les critiques dirigées, au nom de l'intérêt général, contre le principe même de la protection des découvertes et inventions scientifiques. Si l'on imagine en effet le nombre incalculables de charges qui, pour une seule découverte ou invention scientifique, iront peser sur l'industrie, pendant un siècle pour le moins, si l'on considère en outre que la redevance se trouve due dès que le droit a pris naissance et avant même que le savant n'ait manifesté son intention de la réclamer (art. 32), on conviendra qu'ainsi protégée, la science, bien loin de demeurer la mère de l'industrie, en sera, par une métamorphose monstrueuse, devenue la marâtre implacable.

D'ailleurs l'excès même de la protection accordée aux savants se retourne contre eux. L'avant-projet interdit (art. 6) toute cession, autre qu'à titre gratuit, du droit à la redevance et prive ainsi les intéressés de la jouissance d'un élément d'actif important peut-être, en tous cas immédiate-

ment réalisable, de leur patrimoine. Certes des fraudes sont à craindre, il faut les prévenir, mais il eût suffi à cet égard, de surveiller et de réglementer les cessions. Nous renvoyons sur ce point à notre propre projet.

C'est manifestement aussi pour assurer au savant la jouissance plus paisible de son droit que l'avant-projet en subordonne l'exercice à l'immatriculation de la découverte ou de l'invention, immatriculation consécutive à un examen préalable portant sur la nouveauté et la réalité de ladite découverte ou invention. C'est d'ailleurs avec la durée assignée au droit des savants ce qui constitue la plus grande originalité de cet avant-projet.

Faut-il voir là une tendance nouvelle de la législation française? On sait en effet que le projet de loi sur les brevets d'inventions déposé par le Gouvernement sur le bureau de la Chambre des députés le 29 juillet 1924 (sous le n° 360) prévoit en son article 21 un examen préalable à la délivrance du brevet. Nous ne le pensons pas, puisqu'aussi bien aucun de ces textes n'a encore reçu la sanction législative. Au surplus l'examen préalable institué par l'art. 21 précité est facultatif et sans garantie ; il n'a en réalité pour effet que de donner au breveté une garantie toute morale de la nouveauté et de la brevetabilité de son invention.

Sans vouloir reprendre la querelle de l'examen préalable dont on trouvera un lumineux résumé dans le rapport fait par M. Marcel Plaisant, député du Cher, au nom de la Commission du commerce et de l'industrie sur le projet de loi du 29 juillet 1924 (Documents parlementaires — Ch. des députés — treizième législature, session de 1925, n° 1690, pp. 26 à 30), nous considérons qu'il n'est pas désirable de

voir instituer en pareille matière, un examen préalable à la délivrance du titre du savant et portant sur la nouveauté et la réalité de la découverte ou de l'invention. Qu'on ne se méprenne pas en effet. L'examen préalable que nous avons adopté personnellement vise en réalité un but tout différent, et reste, par là même, susceptible d'intervenir rapidement. Celui qu'établit l'avant-projet ministériel nécessitera au contraire un ensemble d'investigations, de comparaisons et d'enquêtes, un personnel non moins spécialisé que nombreux et aussi un matériel important et coûteux. Dans ces conditions cet examen préalable, en outre de toutes critiques dirigées contre son principe même et qu'on retrouvera dans le rapport de M. Marcel Plaisant, demandera du temps et reculera à une date indéterminée, mais assurément lointaine, la possibilité, pour le savant, de se prévaloir de son droit vis-à-vis des tiers. Les délais requis pour l'examen des demandes de brevets dans les pays d'examen préalable, en témoignent ; et si l'on considère en outre que l'appréciation de la réalité et de la nouveauté d'une découverte ou d'une invention scientifique dépasse de beaucoup en complexité les problèmes que pose la brevetabilité d'une invention on n'admettra pas sans réserves les dispositions de l'avant-projet sur ce point particulier.

D'ailleurs, nous l'avons vu dans la seconde partie de cette étude, les avantages certains que présente pour le savant la possession d'un titre au-dessus de toute contestation sont susceptibles d'être atteints par des moyens beaucoup plus souples, et il serait paradoxal que le droit Français qui a toujours repoussé le principe de l'examen préalable vienne à l'adopter précisément au moment où parmi les pays les plus attachés à ce principe, l'un d'eux, l'Allemagne, semble en voie de le répudier (M. Plaisant *id. ibid.*).

Quoi qu'il en soit de ces critiques, l'avant-projet de la commission possède un singulier mérite, il existe : la question se trouve maintenant posée d'une façon officielle et nous voulons, en terminant, exprimer le très ferme espoir que la commission interministérielle, chargée de rédiger le projet définitif, ne laissera pas de mener à bien ses travaux pour assurer au plus tôt la trop légitime protection que l'on doit aux géniales découvertes et inventions de nos savants.

Imp. du Montparnasse
et de Persan-Beaumont
47, rue de la Gaîté. 47
-:- PARIS XIV^e -:-
